
Le Travail des Enfants en Amérique Latine

Pierre-Emmanuel Couralet

3

Non classifié

DELSA/ELSA/WD/SEM(2003)3



Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

24-Apr-2003

Français - Or. Français

DIRECTION DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES
COMITE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES

DELSA/ELSA/WD/SEM(2003)3
Non classifié

DOCUMENTS DE TRAVAIL DE L'OCDE : QUESTIONS SOCIALES, EMPLOIS ET MIGRATIONS
NO. 3

Le Travail des Enfants en Amérique Latine

Pierre-Emmanuel Couralet*

Classification JEL: J82

* *CREST-LMI & DELTA, France*

Français - Or. Français

JT00143264

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

DIRECTION DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES

**DOCUMENTS DE TRAVAIL DE L'OCDE :
QUESTIONS SOCIALES, EMPLOIS ET MIGRATION**

Le but de cette série de documents est de fournir à un plus grand nombre de lecteurs des études sur les politiques sociales, la migration et du marché du travail destinées à l'origine à un usage interne à l'OCDE. En général, ces études ont un caractère collectif, et seuls les auteurs principaux sont cités nommément. Les documents ne sont généralement disponibles que dans leur langue d'origine – anglais ou français – avec un résumé dans l'autre langue.

Les commentaires sont les bienvenus, et sont à envoyer à la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France. Des exemplaires supplémentaires, en nombre limité, sont disponibles sur demande.

Les opinions exprimées et les arguments employés dans ce document sont la responsabilité des auteurs, et ne représentent pas nécessairement ceux de l'OCDE.

Les demandes de reproduction ou de traduction totales ou partielles doivent être adressées à :

**M. le Chef du Service des Publications
OCDE
2, rue André-Pascal
75775 Paris, Cedex 16
France**

Copyright OCDE 2003

RÉSUMÉ¹

1. Cette étude s'attache à mettre en évidence les principales caractéristiques du travail des enfants en Amérique Latine, une région où, selon la dernière estimation de l'incidence du travail des enfants effectuée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT, 2002), un peu plus de 17 millions d'enfants de 5 à 14 ans étaient économiquement actifs en l'an 2000 (soit 16% de cette classe d'âge). Pour cela, trois enquêtes nationales réalisées en 1998 auprès de ménages de trois pays limitrophes – le Brésil, la Colombie et le Venezuela – ont été utilisées.
2. Ce rapport consacre une première partie à l'analyse statistique du travail des enfants dans les trois pays précédemment cités. Les fortes disparités de l'incidence du travail infantin entre les zones rurales et urbaines de ces pays, entre les régions, et au sein même de ces régions, sont mises en évidence. La nature du travail des enfants (horaires de travail, secteurs d'activité, statut, rémunération) est détaillée. Enfin, une attention toute particulière est portée aux liens du travail des enfants avec la scolarité, la structure du ménage et son revenu.
3. Afin de passer de l'étude des corrélations statistiques à celle des causalités économiques, l'analyse se poursuit par l'estimation de modèles économétriques paramétriques prenant en compte l'interaction entre les décisions de scolarisation et de mise au travail. Outre le travail dit économique, le travail domestique familial est pris en compte, soit conjointement avec le travail économique comme en Colombie et au Venezuela, soit distinctement comme au Brésil.
4. Pour identifier l'effet réel du revenu, celui-ci est instrumenté. Il apparaît alors que le lien entre le revenu du ménage et le travail des enfants est, comme on pouvait s'y attendre, négatif, mais de faible ampleur. Dans aucun des trois pays étudié, le doublement du revenu du ménage ne suffirait à faire disparaître le travail infantin. Des variables liées aux rendements de l'éducation et de l'apprentissage, directement (le taux local de non-scolarisation) ou indirectement (le niveau d'éducation des parents et leur activité) ont dans tous les modèles un effet net sur la scolarisation et/ou l'offre de travail infantin. En particulier, il apparaît que le travail des enfants et le travail des adultes ne sont pas substituables mais, au contraire, très complémentaires (d'autant plus si l'activité parentale est une activité non-salariée), un résultat qui peut s'interpréter comme un effet positif du capital humain informel des parents sur le travail des enfants.
5. Enfin, dans une dernière section, différentes politiques publiques menées en Amérique Latine pour améliorer la situation des enfants travailleurs sont présentées. Comme le travail des enfants est un problème multidimensionnel, les politiques publiques qui ont un effet sur l'incidence du travail infantin ne sont pas nécessairement les politiques dont l'objectif principal est de lutter contre ce phénomène. En plus des programmes ciblés sur le travail des enfants, le rôle des politiques éducatives et des programmes d'allocation scolaires conditionnels est mis en avant. Ces derniers, tel le programme *Progresá* au Mexique, paraissent apporter la meilleure réponse au problème de développement complet et complexe du travail des enfants.

1 . Cette étude de cas fait partie du projet sur le Travail des Enfants et le Développement Économique mené par la Direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires Sociales.

SUMMARY²

6. The aim of this study is to highlight the main characteristics of child labour in Latin America—a region in which, according to the International Labour Organization’s latest estimate of the impact of child labour (ILO, 2002), just over 17 million children aged between 5 and 14 (or 16% of that age group) were economically active in the year 2000. For that purpose, three national household surveys conducted in 1998 in three neighbouring countries—Brazil, Colombia and Venezuela have been used.

7. The first part of the report is devoted to a statistical analysis of child labour in the above three countries. It highlights the sharp disparities in the frequency of child labour between these countries’ rural and urban areas, between regions, and even within regions. The nature of child labour (hours, sectors of activity, status, pay) is set forth in detail. Lastly, special attention is paid to the linkages between child labour and schooling, household structure and household income.

8. In order to move from a study of statistical correlations to one of economic cause and effect, the analysis goes on to an estimation of parametric econometric models incorporating the interaction between decisions to send children to school or to work. In addition to so-called “economic” work, family domestic work is factored in as well, either in combination with economic work, as in Colombia and Venezuela, or separately, as in Brazil.

9. To identify the real income effect, that effect is instrumented. It then emerges that the correlation between household income and child labour is negative—as might be suspected—but low. In none of the three countries studied would a doubling of household income suffice to eliminate child labour. In all of the models, variables involving returns on education and learning, either directly (local rate of non-schooling) or indirectly (parents’ level of education or occupation) have a clear effect on schooling and/or the supply of child labour. In particular, it is shown that child labour and adult labour are not substitutable but rather highly complementary (especially if the parents’ activity is unsalaried)—a finding that may be interpreted as a positive effect of the parents’ informal human capital on the labour of their children.

10. Lastly, the final section presents the various public policies being carried out in Latin America to improve the situation of child workers. Because child labour is a multi-dimensional problem, public policies that impact its incidence are not necessarily policies whose main objective is to combat it. In addition to programmes that target child labour, the role of education policies and conditional tuition grant programmes is highlighted. Such schemes, such as Mexico’s *Progresá* programme, appear to provide the best response to the complex development problem of child labour.

2. This case study is part of the project on Child Labour and Economic Development being carried out by the Directorate for Employment, Labour and Social Affairs.

TABLE DE MATIÈRES

I. INTRODUCTION	8
II. UNE ETUDE STATISTIQUE DU TRAVAIL DES ENFANTS AU BRÉSIL, EN COLOMBIE ET AU VENEZUELA	9
2.1. L'ampleur du phénomène.....	9
2.2. La nature du travail des enfants.....	14
2.3. Travail des enfants et scolarité	16
2.4. Travail des enfants et structure du ménage	18
2.5. Revenu des enfants et revenu du ménage.....	19
III. UNE ETUDE ÉCONOMÉTRIQUE DU TRAVAIL DES ENFANTS AU BRÉSIL, EN COLOMBIE ET AU VENEZUELA.	23
3.1. La modélisation de l'offre de travail enfantin	23
3.2. Stratégie empirique.....	27
3.3. Résultats de l'étude empirique sur le travail économique et la scolarisation	29
3.4. Résultats de l'étude empirique sur le travail total et la scolarisation	36
3.5. Résultats des modèles étendus.....	42
IV. TRAVAIL DES ENFANTS ET POLITIQUES PUBLIQUES EN AMÉRIQUE LATINE	51
4.1. Les programmes ciblés sur le travail des enfants	51
4.2. Les programmes d'allocation scolaire conditionnels	52
4.3. Les politiques éducatives.....	55
V. CONCLUSION.....	58
BIBLIOGRAPHIE.....	60
ANNEXE 1 LE TRAVAIL DES ENFANTS EN AMÉRIQUE LATINE.....	62
ANNEXE 2 DONNÉES ET DÉFINITIONS	63
ANNEXE 3 HORAIRES DE TRAVAIL DES ENFANTS	66
ANNEXE 4 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR L'ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE DU TRAVAIL DES ENFANTS	68
Variables des modèles.....	68
Effets marginaux relatifs aux tableaux 11 à 16	69
Effets marginaux relatifs aux tableaux 17 à 18	70

TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 1.	Travail économique et scolarisation des enfants de 10-14 ans selon le sexe ^a	10
Tableau 2.	Travail économique et scolarisation des enfants de 10-14 ans selon la zone de résidence et selon le sexe ^a	11
Tableau 3a.	Travail domestique familial des enfants de 10-14 ans selon la zone de résidence et selon le sexe en Colombie et au Venezuela ^a	13
Tableau 3b.	Participation totale au travail économique et domestique des enfants de 10-14 ans selon la zone de résidence et selon le sexe au Brésil.....	13
Tableau 4.	Heures de travail économique des enfants de 10-14 ans selon le sexe ^a	14
Tableau 5.	Nombre d'heures occupées des enfants travailleurs de 10-14 ans selon le sexe au Brésil ...	15
Tableau 6.	Secteurs d'activité des enfants de 10-14 ans selon le sexe ^{a,b}	17
Tableau 7.	Statut des enfants de 10-14 ans qui exercent une activité économique ^a	17
Tableau 8.	Années d'études validées par les enfants de 14 ans, selon leur activité et leur zone de résidence ^a	18
Tableau 9.	Taille des ménages avec des enfants de 10-14 ans et proportion de femmes et d'hommes actifs en leur sein, selon la zone de résidence et la présence d'un enfant travailleur ^{a,b}	19
Tableau 10.	Revenu et taux de salaire moyens des enfants travailleurs de 10-14 ans, rémunérés, selon la zone rurale/urbaine et selon le sexe ^{a,b}	21
Tableau 11.	Travail économique et scolarisation des enfants âgés 10-14 ans en zone rurale au Brésil ^{a,b,c}	31
Tableau 12.	Travail économique et scolarisation des enfants âgés 10-14 ans en zone urbaine au Brésil ^{a,b,c}	32
Tableau 13.	Travail économique et scolarisation des enfants âgés 10-14 ans en zone rurale en Colombie ^{a,b,c}	33
Tableau 14.	Travail économique et scolarisation des enfants âgés 12-14 ans en zone urbaine en Colombie ^{a,b,c}	34
Tableau 15.	Travail économique et scolarisation des enfants âgés 10-14 ans en zone rurale au Venezuela ^{a,b,c}	35
Tableau 16.	Travail économique et scolarisation des enfants âgés de 10-14 ans en zone urbaine au Venezuela ^{a,b,c}	36
Tableau 17.	Travail total et scolarisation des enfants âgés de 10-14 ans en Colombie ^{a,b}	39
Tableau 18.	Travail total et scolarisation des enfants âgés de 10-14 ans au Venezuela ^{a,b}	40
Tableau 19.	Travail économique, travail domestique et scolarisation des enfants au Brésil ^{a,b}	41
Tableau 20.	Travail économique et scolarisation en zone rurale au Brésil ^a	43
Tableau 21.	Travail économique et scolarisation en zone urbaine au Brésil ^a	45
Tableau 22.	Travail total et scolarisation en Colombie ^a	47
Tableau 23.	Travail total et scolarisation au Venezuela ^a	49
Tableau A.1.	Enfants économiquement actifs dans la zone Amérique Latine et Caraïbes.....	62
Tableau A.2.	Les « formes intrinsèquement condamnables » de travail infantin dans la zone Amérique Latine et Caraïbes	62
Tableau A.3.	Législation sur l'âge minimum d'admission au travail.....	62
Tableau A.4.	Caractéristiques des enquêtes statistiques utilisées.....	64
Tableau A.5.	Décomposition de la variable d'activité économique des enfants de 10-14 ans ^a	65

Tableau A.6.	Heures de travail économique des enfants de 10-14 ans selon la zone de résidence et le sexe ^a	66
Tableau A.7.	Heures de travail économique des enfants de 10-14 ans selon la scolarisation et la zone de résidence ^a	67
Tableau A.8.	Travail économique et scolarisation en zone rurale, effets marginaux à la moyenne de l'échantillon (à la moyenne du 5 ^{ème} quintile de revenu par tête) au Brésil, en Colombie et au Venezuela ^{a,b}	69
Tableau A.9.	Travail économique et scolarisation en zone urbaine, effets marginaux à la moyenne de l'échantillon (à la moyenne du 5 ^{ème} quintile de revenu par tête) au Brésil, en Colombie et au Venezuela ^{a,b}	69
Tableau A.10.	Travail total et scolarisation Effets marginaux (modèles 2C2-ZR et 2C2-ZU) en Colombie ^{a,b}	70
Tableau A.11.	Travail total et scolarisation Effets marginaux (modèle 2V2-ZR et 2V2-ZU) au Venezuela ^{a,b}	70
Graphique 1.	Activité économique des enfants de 10-14 ans selon le quintile de revenu par tête du ménagea	22
Graphique 2.	Activité économique rémunérée des enfants de 10-14 ans selon le quintile de revenu par tête du ménagea	22

I. INTRODUCTION

11. Selon la dernière estimation mondiale de l'incidence du travail des enfants effectuée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT, 2002), un peu plus de 17 millions d'enfants de 5 à 14 ans étaient économiquement actifs dans la région Amérique Latine et Caraïbes (ALC) en l'an 2000, soit 16% de cette classe d'âge.³ Ce taux est nettement inférieur à celui de l'Afrique Subsaharienne (29%), mais il est comparable à celui de l'Asie (19%) et de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient (15%). Il est environ deux fois plus élevé dans la classe d'âge des 10-14 ans (21.5%) que dans celle des 5-9 ans (10.6%).

12. Dans la sous-catégorie des formes de travail enfantin que l'OIT considère comme « *intrinsèquement condamnables* », il faut signaler que, si le travail forcé est assez rare et les enfants soldats sont relativement peu nombreux, le nombre d'enfants victimes de prostitution ou de pornographie ou qui se livrent à des activités illicites est en revanche particulièrement inquiétant. Il représente entre le tiers et la moitié des enfants comptabilisés dans ces deux catégories au niveau mondial, soit près d'un million d'enfants.

13. L'objectif de la présente étude est de mettre en évidence les principales caractéristiques du travail des enfants en Amérique Latine, et d'en déduire des recommandations pour les politiques publiques destinées à améliorer la situation des enfants travailleurs. Pour cela, trois enquêtes nationales réalisées en 1998 auprès de ménages de trois pays limitrophes – le Brésil, la Colombie et le Venezuela – ont été utilisées.⁴ Selon la classification du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), les niveaux de développement humain de ces trois pays sont assez proches et encadrent d'assez près le niveau moyen de développement humain de la région ALC.⁵ Dans les trois pays, les services contribuent pour un peu plus de 60% à la richesse intérieure. La Colombie est le pays le plus agricole (13.5% du PIB) et le Venezuela est le pays le plus industrialisé (34% du PIB). L'une des caractéristiques distinctives de ces économies est la répartition extrêmement inégalitaire de la richesse intérieure.⁶

14. Cette étude est composée des sections suivantes: la section II est consacrée à l'analyse statistique du travail des enfants au Brésil, en Colombie et au Venezuela. Outre l'ampleur et la nature du phénomène, une attention toute particulière est portée aux liens du travail des enfants avec la scolarité, la structure du ménage et son revenu. Afin de passer de l'étude des corrélations statistiques à celle des causalités économiques, cette analyse est poursuivie dans la section III par l'estimation d'un modèle économétrique. Dans la section IV, différentes politiques publiques menées en Amérique Latine pour améliorer la situation des enfants travailleurs sont présentées et discutées. Les conclusions apparaissent dans la section V.

3. Voir l'annexe 1.

4. Des précisions sur la nature des données utilisées sont fournies dans l'annexe 2.

5. Le Brésil, la Colombie, et le Venezuela se situent dans la tranche supérieure du groupe des pays à développement humain moyen. Ils se classent respectivement à la 74ème, 68ème, et 65ème position.

6. D'après le Rapport Mondial sur le Développement 2000/01, le Brésil a le coefficient de Gini le plus élevé au monde (derrière la Sierra Leone). La part de la richesse nationale détenue par les ménages appartenant au premier décile représente plus de cinquante fois la part détenue par ceux qui appartiennent au dernier décile. La situation de la Colombie est assez comparable à celle du Brésil, et le niveau des inégalités au Venezuela, bien que plus bas, reste très élevé.

II. UNE ETUDE STATISTIQUE DU TRAVAIL DES ENFANTS AU BRÉSIL, EN COLOMBIE ET AU VENEZUELA

2.1. L'ampleur du phénomène

Au niveau national

15. Pour appréhender l'incidence du travail des enfants au Brésil, en Colombie et au Venezuela, les taux d'activité économique, de non-scolarisation et d'inactivité⁷ ont été calculés, globalement et par sexe (tableau 1). La proportion d'enfants non-scolarisés peut s'interpréter comme la proportion maximale d'enfants actifs à temps plein (sous l'hypothèse qu'aucun enfant n'est oisif). La proportion d'enfants économiquement actifs *et* non-scolarisés est également précisée (*activité économique à temps plein*).⁸

16. Le Brésil est le pays dans lequel à la fois l'incidence du travail des enfants et le taux de scolarisation sont les plus élevés. Il en résulte que peu d'enfants y exercent une activité économique à temps plein. A l'inverse, le taux de non-scolarisation est, à classe d'âge équivalente, plus de deux fois plus élevé en Colombie qu'au Brésil, et, bien que l'incidence du travail des enfants y soit nettement inférieure (11.9% contre 20.9% pour les 12-14 ans), la proportion d'enfants travailleurs à temps plein y est beaucoup plus élevée (7.3% contre 2.0% des 12-14 ans). Plus de la moitié des enfants travailleurs colombiens ne sont pas scolarisés alors que ce n'est le cas que d'un enfant travailleur brésilien sur huit. L'incidence du travail des enfants apparaît faible au Venezuela en comparaison des deux autres pays (4.4%). Le taux de non-scolarisation y est en revanche légèrement plus élevé qu'au Brésil (6.4% contre 5.5%).

17. Une définition du travail économique des enfants élargie aux activités passées montre que la probabilité qu'un enfant brésilien de 12 à 14 ans exerce ou ait déjà exercé une activité économique est environ deux fois plus élevée que celle d'un enfant colombien et trois fois plus élevée que celle d'un enfant vénézuélien. Une définition restreinte du travail économique des enfants (excluant les enfants qui travaillent moins de 15 heures par semaine) confirme la première place du Brésil (tableau 1).⁹

18. Dans les trois pays, les filles sont à la fois plus souvent scolarisées et moins souvent économiquement actives que les garçons. Le rapport entre la proportion de filles et de garçons travailleurs est d'environ 1 à 2 au Brésil et 1 à 3 en Colombie et au Venezuela.

19. Enfin, il faut noter qu'une proportion non négligeable des enfants apparaissent inactifs, c'est-à-dire ne travaillent pas ni ne fréquentent l'école. C'est le cas pour près d'une fille de 12 à 14 ans sur dix en Colombie.

7. Les enfants *inactifs* sont ceux qui ne sont pas scolarisés et ne déclarent aucune activité économique.

8. La soustraction de cette proportion à celle des enfants économiquement actifs permet d'obtenir la proportion des enfants bi-actifs (scolarisés et travailleurs).

9. Le BIT distingue les enfants économiquement actifs des enfants travailleurs. Pour les 10-14 ans, cette distinction se fait en fonction du nombre d'heures de travail hebdomadaire (plus ou moins de 14 heures) et de la nature de l'activité (critère que nous ne prenons pas ici en compte).

Tableau 1. Travail économique et scolarisation des enfants de 10-14 ans selon le sexe^a

En pourcentage

	BRÉSIL		COLOMBIE		VENEZUELA	
	Total	<i>Filles</i> Garçons	Total	<i>Filles</i> Garçons	Total	<i>Filles</i> Garçons
Participation à une activité économique	16.6 (20.9)	11.4 21.6	- (11.9)	(6.5) (17.5)	4.4 (6.3)	2.1 6.6
Non scolarisation	5.5 (7.1)	5.2 5.8	- (15.5)	(13.4) (17.6)	6.4 (9.0)	5.5 7.3
Activité économique à temps plein	2.0 (2.9)	1.5 2.5	- (7.3)	(3.7) (11.1)	1.7 (2.7)	0.7 2.7
Inactivité	3.4 (4.2)	3.7 3.2	- (8.1)	(9.7) (6.4)	4.6 (6.2)	4.8 4.5
Participation actuelle ou passée à une activité économique	19.0 (24.1)	13.6 24.2	- (13.2)	(7.7) (18.9)	5.7 (8.1)	2.9 8.5
Activité économique: plus de 15 heures par semaine	11.6 (14.9)	6.9 16.1	- (10.5)	(5.3) (16.0)	3.8 (5.6)	1.8 5.7
Taille de l'échantillon	36 971	18 307 18 664	- (8 760)	4 441 4 319	9 243	4 513 4 730

a) Ces statistiques sont obtenues avec les pondérations individuelles fournies dans les enquêtes et qui rendent l'échantillon représentatif au niveau national. Les chiffres entre () sont obtenus sur l'échantillon des 12-14 ans.

Sources : Brésil, PNAD, 1998 ; Colombie, ENH, 1998 ; Venezuela, EHM, 1998.

Au niveau des zones rurales/urbaines et des régions

20. La zone de résidence est la seconde variable, après le genre, qui joue un rôle important dans la participation des enfants à une activité économique. En effet, la proportion d'enfants travailleurs est, selon le pays, trois à quatre fois plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines (voir tableau 2). Ce rapport est plus élevé encore pour ce qui concerne le travail économique à temps plein (de 1 à 4 au Brésil et au Venezuela et de 1 à 5.5 en Colombie).

21. L'incidence du travail des enfants est également très variable entre les différentes régions (pour un même type de zone), et au sein même des régions (entre les États ou les départements). Par exemple, la proportion d'enfants qui travaillent est deux fois plus élevée dans les zones urbaines du Sud-est du Brésil que dans celles du Nord (7.3% contre 15%), et, au sein même de cette dernière région, en zone urbaine, la proportion d'enfants qui travaillent va de 1 à plus de 3 (7.4% dans l'État d'Amazonas contre 26.6% dans celui de Tocantins).

Tableau 2. **Travail économique et scolarisation des enfants de 10-14 ans selon la zone de résidence et selon le sexe^a**

	BRÉSIL				COLOMBIE				VENEZUELA			
	Zone Rurale	Filles Garçons	Zone Urbaine	Filles Garçons	Zone Rurale	Filles Garçons	Zone Urbaine	Filles Garçons	Zone Rurale	Filles Garçons	Zone Urbaine	Filles Garçons
Participation à une activité économique	37.2	25.0 48.6	10.2	7.3 13.1	18.3 (24.9)	(12.4) (37.3)	(5.6)	(3.7) (7.7)	9.9	2.9 16.3	3.5	2.0 5.0
Non scolarisation	9.0	9.1 9.0	4.4	4.0 4.8	24.6 (31.5)	(26.6) (36.3)	(7.8)	(7.4) (8.3)	13.4	12.6 14.0	5.3	4.3 6.2
Activité économique à temps plein	4.7	3.4 5.8	1.2	0.9 1.5	11.4 (16.6)	(7.2) (25.8)	(2.9)	(2.1) (3.8)	4.7	1.5 7.7	1.2	0.6 1.8
Inactivité	4.4	5.7 3.2	3.2	3.0 3.3	13.2 (14.9)	(19.4) (10.5)	(4.9)	(5.4) (4.5)	8.6	11.1 6.2	4.0	3.7 4.2
Taille de l'échantillon	7 750	3 770 3 980	29 221	14 537 14 684	3 628 (2 157)	(1 042) (1 115)	(6 603)	(3 399) (3 204)	1 480	692.0 788.0	7 763	3 821 3 942

a) Ces statistiques sont obtenues avec les pondérations individuelles fournies dans les enquêtes et qui rendent l'échantillon représentatif au niveau national. Les chiffres entre () sont obtenus sur l'échantillon des 12-14 ans.

Sources: Brésil, PNAD, 1998 ; Colombie, ENH, 1998 ; Venezuela, EHM, 1998.

Inactivité et travail domestique

22. Dans les enquêtes colombienne et vénézuélienne il est possible de savoir si le travail domestique familial a constitué l'activité principale de l'individu au cours de la semaine qui a précédé l'entretien. En revanche, l'enquête brésilienne de 1998 ne comporte qu'une question sur ce point trop générale pour être utilisable.¹⁰ C'est pourquoi une autre enquête, plus détaillée, a été utilisée.

23. Certains auteurs font l'hypothèse que tous les enfants qui apparaissent comme inactifs effectuent du travail domestique dans le cadre familial (Cartwright, 1998). Cette hypothèse semble se vérifier dans le cas des filles inactives, mais pas dans le cas des garçons (lesquels effectuent donc sans doute le plus souvent des activités économiques non déclarées, dans le cadre familial).

La Colombie et le Venezuela

24. La proportion d'enfants pour lesquels le travail domestique familial est l'activité principale¹¹ est relativement faible pour les garçons mais elle assez élevée pour les filles, particulièrement en zone rurale (tableau 3a).

25. Ce chiffre doit être comparé avec la proportion d'enfants considérés précédemment comme inactifs. Il apparaît alors qu'environ les deux tiers des filles colombiennes et vénézuéliennes qui ne sont pas

10. Il est demandé aux individus de plus de 10 ans s'ils ont effectué des tâches domestiques au cours de la semaine qui a précédé l'entretien. 61.5% des enfants de 10 à 14 ans répondent par l'affirmative à cette question (81.6% des filles et 45.8% des garçons). La question posée est donc trop large pour permettre d'isoler les enfants pour lesquels le travail domestique est l'activité principale.

11. Comme dans le cas du travail économique, le travail domestique familial est considéré comme une activité à temps plein pour les enfants lorsqu'ils la déclarent comme activité principale et qu'ils ne sont pas scolarisés.

scolarisées et n'exercent pas d'activité économique sont en fait des travailleuses domestiques familiales. En revanche, ce n'est le cas que pour une faible proportion des garçons inactifs.

Le Brésil

26. L'enquête brésilienne *Pesquisa Sobre Padrões de Vida* (PPV) de 1996 vient appuyer le constat précédent. Contrairement aux enquêtes précédentes, les horaires de travail domestique familial y sont précisés. Il apparaît que 71% des filles inactives déclarent effectuer au moins trois heures quotidiennes de travail domestique familial (et la quasi-totalité d'entre elles en effectuent au moins deux) tandis que ce n'est le cas que de 15% des garçons inactifs (tableau 3b).

27. Plus généralement, plus du tiers des filles en zone rurale, et plus du quart des filles en zone urbaine sont des travailleuses domestiques familiales (tableau 3b).¹² En outre, leur participation totale au travail (somme de la participation au travail dit économique et au travail domestique familial) est à peu près égale à celle des garçons en zone rurale et représente près du double de celle-ci en zone urbaine.

12. Les enfants sont comptabilisés comme des travailleurs domestiques lorsqu'ils consacrent au moins trois heures par jour à cette activité. Il est nécessaire d'instituer un seuil (contrairement à la définition de la participation au travail économique) car une très grande majorité des enfants consacrent au moins une heure par jour à effectuer des tâches domestiques.

Tableau 3a. **Travail domestique familial des enfants de 10-14 ans selon la zone de résidence et selon le sexe en Colombie et au Venezuela^a**

	Colombie				Venezuela			
	Zone Rurale	Filles Garçons	Zone Urbaine	Filles Garçons	Zone Rurale	Filles Garçons	Zone Urbaine	Filles Garçons
Travail domestique familial comme activité principale	7.9 (10.5)	12.9 3.1	(2.3)	(3.3) (1.2)	4.7	9.2 0.6	1.1	2.1 0.2
Travail domestique familial comme activité principale (pourcentage des inactifs)	60.0 (70.0)	66 30	47	61.0 27.0	55	83 10	28	57.0 5.0
Taille de l'échantillon	3 638 (2 187)	1 755 1 883	(6 603)	(3 399) (3 204)	4 513	692 788	4 730	3 821 3 942

a) Ces statistiques sont obtenues avec les pondérations individuelles fournies dans les enquêtes et qui rendent l'échantillon représentatif au niveau national. Les chiffres entre (.) sont obtenus sur l'échantillon des 12-14 ans.

Sources : Colombie, ENH, 1998 ; Venezuela, EHM, 1998.

Tableau 3b. **Participation totale au travail économique et domestique des enfants de 10-14 ans selon la zone de résidence et selon le sexe au Brésil**

	Zone Rurale	Filles Garçons	Zone Urbaine	Filles Garçons
	Participation à une activité économique	39.1	24.8 51.9	10.7
Participation aux tâches domestiques ^a	21.1	38.4 5.5	15.2	26.8 4.0
Participation totale au travail (économique + domestiques)	54.4	53.4 55.3	24.6	32.5 17.0
Taille de l'échantillon	655	31 345	1 549	746 803

a) Les tâches domestiques considérées sont celles ayant une durée supérieure à 3 heures par jour.

Source : PPV, 1996

2.2 La nature du travail des enfants

Sa durée

La durée du travail économique

28. Dans leur grande majorité, les enfants travailleurs font beaucoup plus que des « petits boulots » ou « donner un coup de main » à leurs parents. Les 3/4 des enfants travailleurs colombiens¹³ et vénézuéliens et la moitié des enfants travailleurs brésiliens déclarent travailler plus de 20 heures par semaine (tableau 4). Les horaires de travail des enfants du dernier quartile sont même comparables à ceux d'un emploi à plein temps.

29. La durée moyenne du temps de travail des enfants brésiliens est nettement plus faible que dans les deux autres pays. Le nombre élevé d'enfants travailleurs dans ce pays correspond donc pour partie à des enfants qui effectuent des travaux légers.

Tableau 4. Heures de travail économique des enfants de 10-14 ans selon le sexe^a

	BRÉSIL		COLOMBIE		VENEZUELA	
	Total	<i>Filles</i> Garçons	Total	<i>Filles</i> Garçons	Total	<i>Filles</i> Garçons
Moyenne	24.5	23.2 25.1	(34.9)	(32.2) (35.9)	29.9	28.1 30.5
1 ^{er} quartile	15	12 18	(20)	(17) (20)	20	16 20
Médiane	20	20 20	(30)	(30) (35)	30	25 30
3 ^{ème} quartile	30	30 30	(48)	(48) (50)	40	40 40
Taille de l'échantillon	5 036	1 658 3 378	(855)	(228.0) (627.0)	400	93 307

a) Ces statistiques sont obtenues avec les pondérations individuelles fournies dans les enquêtes et qui rendent l'échantillon représentatif au niveau national. Les chiffres entre () sont obtenus sur l'échantillon des 12-14 ans.

Sources : Brésil, PNAD, 1998 ; Colombie, ENH, 1998 ; Venezuela, EHM, 1998.

30. Dans les trois pays, les filles travaillent en moyenne un peu moins longtemps que les garçons (tableau 4), mais ces horaires moyens dissimulent une situation très différente selon la zone de résidence. En zone rurale, les filles travaillent effectivement moins longtemps que les garçons, mais, en zone urbaine, elles travaillent au contraire plus longtemps qu'eux (annexe 3, tableau A.6).

31. Les enfants scolarisés travaillent moins longtemps que ceux qui ne le sont pas, mais les horaires de travail de ces derniers sont néanmoins élevés (annexe 3, tableau A.7). Les horaires de travail hebdomadaires des enfants non-scolarisés sont supérieurs à 40 heures pour la moitié d'entre eux, tandis que les enfants scolarisés travaillent en moyenne environ 25 heures par semaine (dans les trois pays).

13. Le chiffre de la Colombie est légèrement surévalué en comparaison de ceux des deux autres pays pour deux raisons. D'une part, il porte sur les 12-14 ans et non les 10-14 ans. D'autre part, le travail économique effectué dans le cadre familial n'est pris en compte que lorsque sa durée a égalé ou excédé 15 heures au cours de la semaine précédant l'entretien (voir l'annexe 2).

Le temps total occupé des enfants

32. L'enquête brésilienne PPV permet d'évaluer précisément l'occupation du temps des enfants actifs. Elle fournit en effet des informations sur les horaires de travail économique, de travail domestique familial, et d'école.

33. Le nombre moyen d'heures occupées dans une semaine pour les enfants bi-actifs, c'est-à-dire, le temps consacré au travail économique et domestique et à l'école est, en moyenne, supérieur à celui des enfants qui travaillent mais ne sont pas scolarisés (tableau 5). Cela signifie qu'au Brésil le temps de travail est en partie pris sur le temps de loisir de l'enfant et non sur son temps d'éducation. Il faut signaler que parmi les enfants travailleurs non-scolarisés, le temps de travail total des filles (travail économique et travail domestique) est assez nettement supérieur à celui des garçons (45 heures contre 37 heures).

Tableau 5. **Nombre d'heures occupées des enfants travailleurs de 10-14 ans selon le sexe au Brésil**

	Enfants actifs non scolarisés		Enfants bi-actifs	
	Filles	Garçons	Filles	Garçons
Moyenne	45.3	37.2	52.4	50.2
1 ^{er} quartile	21	21	43	42
Médiane	42	36	48	48
3 ^{ème} quartile	59	47	58	59
Taille de l'échantillon	41	60	233	350

Source : PPV, 1996.

*La nature des emplois**Secteurs d'activité*

34. Etant donné la répartition des enfants travailleurs entre zone rurale et zone urbaine, il est logique qu'un grand nombre d'entre eux soient des travailleurs agricoles. Cela est cependant beaucoup plus souvent le cas pour les garçons que pour les filles. En Colombie et, plus encore, au Venezuela, celles-ci travaillent en majorité dans le secteur tertiaire (tableau 6).

35. La répartition par secteur d'activité des enfants travailleurs vénézuéliens est nettement différente de celle des deux autres pays. La proportion d'enfants travaillant dans l'industrie y est près de deux fois plus importante (14.3% contre respectivement 7% et 8.3% au Brésil et en Colombie) et à peine plus d'1/3 des enfants travaillent dans l'agriculture (contre une proportion comprise entre la moitié et les 2/3 dans les deux autres pays). Cette différence de répartition accentue celle constatée au niveau de l'ensemble de l'économie.¹⁴

36. Les filles qui travaillent dans le secteur secondaire sont presque toutes employées dans l'industrie manufacturière (environ 90%), tandis qu'entre un quart (Colombie) et la moitié (Venezuela) des garçons sont employés dans la construction. Dans le secteur tertiaire, environ les trois quart des enfants (un peu

14. Voir les chiffres entre crochets dans le tableau 6.

plus pour les filles et un peu moins pour les garçons) travaillent dans le commerce ou l'hôtellerie et le quart restant travaille dans les services aux personnes.

Statut des emplois

37. Environ les 2/3 des enfants travailleurs vénézuéliens et l'écrasante majorité des enfants colombiens résidant en zone urbaine (84%) sont rémunérés. En revanche, ce n'est le cas que d'une minorité des enfants travailleurs brésiliens et colombiens qui résident en zone rurale (respectivement 12% et 39% d'entre eux) et d'à peine plus de la moitié des enfants brésiliens urbains (tableau 7).

38. En zone urbaine, une proportion importante d'enfants (environ le quart en Colombie et au Venezuela) se déclarent comme travailleurs indépendants. On les trouve essentiellement dans le commerce et les services domestiques, mais aussi, pour les garçons, dans l'agriculture (travailleurs journaliers).

39. Une proportion assez importante des filles qui exercent une activité économique sont des employées domestiques¹⁵, surtout en zone urbaine (29.4%, 42.2% et 15.5%, respectivement au Brésil, en Colombie et au Venezuela).¹⁶

2.3. Travail des enfants et scolarité

40. Les enfants colombiens et vénézuéliens entrent normalement à l'école primaire à l'âge de 6 ans et y restent cinq et six années respectivement. Il apparaît qu'une proportion importante des enfants de 14 ans (entre 30 et 45% d'entre eux) qui ne sont plus scolarisés (les actifs à temps plein et les inactifs) ont abandonné l'école après avoir achevé le cycle d'études primaires (tableau 8).

41. Les enfants brésiliens entrent à l'école primaire à l'âge de 7 ans et y restent huit années. Il existe cependant encore souvent une césure officieuse (un changement des modalités de scolarisation) au bout de quatre années, correspondant au découpage de la scolarité qui avait cours dans le système précédent (4+4). Peu d'enfants de 14 ans, qu'ils travaillent ou pas, ont validé sept années d'études comme ce devrait normalement être le cas (seulement un enfant de 14 ans sur trois scolarisé à temps plein en zone urbaine, et seulement un sur huit en zone rurale). Cependant il n'apparaît pas de pics d'abandons aussi nets qu'en Colombie et au Venezuela pour les enfants qui ne sont plus scolarisés. Ce pic semble se situer au terme de quatre années d'études primaires en zone rurale (et correspond donc à l'ancien système) et, de façon peu marquée, au terme de cinq années en zone urbaine (tableau 8).

15. Cette catégorie n'inclut pas les travailleurs domestiques familiaux.

16. La proportion totale des employés s'obtient donc en additionnant les catégories Employés et Travailleurs domestiques du tableau 7.

Tableau 6. Secteurs d'activité des enfants de 10-14 ans selon le sexe^{a,b}

	BRÉSIL		COLOMBIE		VENEZUELA	
	Total	<i>Filles</i> Garçons	Total	<i>Filles</i> Garçons	Total	<i>Filles</i> Garçons
Agriculture	61.5 [22.3]	55.2 64.5	55.7 [22.6]	38.5 62.0	36.0 [9.9]	11.0 43.7
Industrie	7.0 [20.2]	4.9 8.0	8.3 [18.5]	7.5 8.6	14.3 [23.6]	15.5 14.0
Services	31.5 [57.4]	39.9 27.5	36.0 [58.9]	54.0 29.4	49.7 [66.5]	73.5 42.4
Taille de l'échantillon	5 036	2 372 2 664	855	228 627	400	93 307

a) Pour la Colombie la tranche d'âge considérée est 12-14 ans.

b) Entre [...] sont considérés les secteurs d'activité des individus de plus de 15 ans.

Source : Brésil, PNAD, 1998 ; Colombie, ENH, 1998 ; Venezuela, EHM, 1998.

Tableau 7. Statut des enfants de 10-14 ans qui exercent une activité économique^a

	BRÉSIL				COLOMBIE				VENEZUELA			
	Zone Rurale	<i>Filles</i> Garçons	Zone Urbaine	<i>Filles</i> Garçons	Zone Rurale	<i>Filles</i> Garçons	Zone Urbaine	<i>Filles</i> Garçons	Zone Rurale	<i>Filles</i> Garçons	Zone Urbaine	<i>Filles</i> Garçons
Employés	7.3	3.4 9.1	33.0	17.3 41.0	31.6	30.2 32.1	48.9	15.7 57.4	41.2	24.1 43.9	40.6	23.0 47.6
Travailleurs domestiques	2.2	5.8 0.4	10.7	29.4 1.1	1.5	5.0 0.4	14.9	42.2 1.9	0.0	0.0 0.0	5.0	15.5 0.8
Travailleurs non rémunérés	87.9	86.6 88.5	46.8	47.0 46.7	60.8	56.5 62.2	16.0	22.6 12.8	37.6	38.4 37.4	31.9	35.5 30.5
Indépendants	2.6	4.1 1.9	9.5	6.3 11.2	6.1	8.4 5.3	25.2	19.6 27.9	21.3	37.6 18.7	22.5	26.0 21.1
Taille de l'échantillon	2 664	846 1 818	2 372	812 1 560	526	114 412	329	114 215	141	18 123	259	75 184

a) Ces statistiques sont obtenues avec les pondérations individuelles fournies dans les enquêtes et qui rendent l'échantillon représentatif au niveau national. Pour la Colombie les données sont obtenues sur l'échantillon des 12-14 ans.

Sources : Brésil, PNAD, 1998 ; Colombie, ENH, 1998 ; Venezuela, EHM, 1998.

42. En Colombie et au Venezuela, en zone rurale, les scolarités des enfants de 14 ans qui continuent de fréquenter l'école ne semblent guère différentes selon qu'ils travaillent ou pas. En revanche, en zone urbaine, les enfants bi-actifs accusent nettement plus souvent un retard dans leur scolarité que ceux qui ne travaillent pas (en Colombie, les premiers sont seulement 58% à avoir validé au moins six années d'études contre 82% des seconds).

43. En résumé, les enfants de 14 ans qui travaillent à temps plein ont souvent quitté l'école à la fin du primaire en Colombie et au Venezuela. Ceux qui sont scolarisés accusent un retard sur ceux qui ne travaillent pas – assez faible au Brésil et en zone rurale en Colombie et au Venezuela, plus important en zone urbaine en Colombie et au Venezuela.

Tableau 8. **Années d'études validées par les enfants de 14 ans, selon leur activité et leur zone de résidence^a**

En pourcentage

(A) BRÉSIL		Zone Rurale				Zone Urbaine			
		École seule	École plus travail	Travail seul	Inactif	École seule	École plus travail	Travail seul	Inactif
Nombre	0	4.96	9.1	19.1	28.7	1.1	1.7	17.9	22.5
Années	1-3	33.1	42.6	31.3	22.8	14.7	19.2	30.6	26.4
Études	4	16.2	12.8	35.4	26.7	13.7	15.2	12.8	15.9
Validées	5	15.2	13.7	6.8	14.9	17.6	18.2	20.4	18.7
	6	18.2	11.2	4.8	5	22.3	20.5	13.3	8.5
	7+	12.4	10.5	2.7	2	30.7	25.1	5.1	8.1
Taille de l'échantillon		686	570	147	101	4.503	993	196	284

(B) COLOMBIE		Zone Rurale				Zone Urbaine			
		École seule	École plus travail	Travail seul	Inactif	École seule	École plus travail	Travail seul	Inactif
Nombre	0	0	0	19.4	26.9	0	0	3.64	11.2
Années	1-4	40.6	46.9	36.7	31.9	7.8	15.9	38.2	21.7
Études	5	18.2	14.3	40	33.6	10.5	26.1	34.6	35.7
Validées	6+	41.2	38.8	3.9	7.6	81.7	58	23.6	31.5
Taille de l'échantillon		330	49	180	119	1.919	88	110	143

(C) VENEZUELA		Zone Rurale				Zone Urbaine			
		École seule	École plus travail	Travail seul	Inactif	École seule	École plus travail	Travail seul	Inactif
Nombre	0	0.5	0	14.6	13.3	0	0	7.6	13.6
Années	1-5	35.8	47.4	46.3	37.8	10.8	20.9	39.4	22.9
Études	6	25.3	15.8	31.7	42.2	18	19.4	34.9	45.8
Validées	7+	38.4	36.8	7.3	6.7	71.1	59.7	18.2	17.8
Taille de l'échantillon		190	19	41	45	1.319	67	66	118

a) Ces statistiques sont obtenues avec les pondérations individuelles fournies dans les enquêtes et qui rendent l'échantillon représentatif au niveau national.

Sources : Brésil, PNAD, 1998 ; Colombie, ENH, 1998 ; Venezuela, EHM, 1998.

2.4. Travail des enfants et structure du ménage

44. Dans les trois pays, la taille des ménages dont au moins un enfant de 10 à 14 ans travaille est toujours sensiblement supérieure à celle des ménages dans lesquels au moins un enfant de cet âge est présent mais aucun ne travaille (tableau 9).

45. On pourrait alors penser que le travail des enfants est rendu nécessaire par l'insuffisante proportion d'actifs au sein de grands ménages. Cette hypothèse est infirmée par le calcul des proportions d'hommes et de femmes actifs de plus de 15 ans au sein des deux types de ménages précédents. Ces deux proportions sont toujours plus élevées dans les ménages où des enfants travaillent. Il s'agit là d'un second indice plaçant en faveur d'une complémentarité entre le travail des enfants et celui des adultes.

Tableau 9. **Taille des ménages avec des enfants de 10-14 ans et proportion de femmes et d'hommes actifs en leur sein, selon la zone de résidence et la présence d'un enfant travailleur^{a,b}**

	BRÉSIL				COLOMBIE				VENEZUELA			
	Zone Rurale		Zone Urbaine		Zone Rurale		Zone Urbaine		Zone Rurale		Zone Urbaine	
	0	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	1
Taille moyenne	5.5	6.0	4.9	5.5	5.8	6.4	5.3	5.8	6.4	7.0	5.8	6.5
Proportion moyenne de femmes actives (+15 ans)	14.2	19.9	14.9	17.9	9.5	11.6	14.2	16.4	7.0	7.5	14.2	15.0
Proportion moyenne d'hommes actifs (+15 ans)	23.9	26.4	20.2	21.9	22.3	24.3	17.8	19.5	21.4	27.1	19.5	22.1
Taille de l'échantillon	3 208	2 055	19 388	2 591	1 859	547	5 328	323	841	127	5 326	240

a) Ces statistiques sont obtenues avec les pondérations individuelles fournies dans les enquêtes et qui rendent l'échantillon représentatif au niveau national. Pour la Colombie les données sont obtenues sur l'échantillon des 12-14 ans.

b) La présence d'enfants travailleurs correspond à la valeur 1 et l'absence à 0.

Sources : Brésil, PNAD, 1998 ; Colombie, ENH, 1998 ; Venezuela, EHM, 1998.

2.5 Revenu des enfants et revenu du ménage

46. Il a été signalé qu'une proportion importante des enfants n'est pas rémunérée. L'analyse de la rémunération des enfants est donc forcément imparfaite et éventuellement biaisée. Pour qu'elle ne le soit pas, il faudrait que le marché du travail soit parfait et que la productivité marginale des enfants au sein ou à l'extérieur du ménage soit identique (ce qui est peu vraisemblable). Pour autant, on peut raisonnablement penser que le biais n'est pas si fort que les ordres de grandeur indiqués dans cette section soient sans intérêt.¹⁷

La rémunération des enfants

Le revenu

47. Le revenu moyen des enfants représente en moyenne 32% à 61% de celui des individus de 15 ans ou plus, salariés et non-qualifiés (tableau 10).¹⁸ Ce résultat n'indique rien quant à la productivité d'un enfant (puisque les enfants travaillent en moyenne moins longtemps que les adultes) mais il montre que le revenu qu'il génère est loin d'être négligeable puisqu'il équivaut souvent à la moitié de celui d'un adulte non-qualifié.

48. En outre, ce revenu représente en moyenne entre 1/6 et 1/3 du revenu total du ménage auquel l'enfant appartient. Cette proportion est toujours plus élevée en zone rurale qu'en zone urbaine, et toujours plus élevée pour les garçons que pour les filles.

Le taux de salaire

49. Le taux de salaire des enfants est une variable économique particulièrement importante. Il représente à la fois la productivité du travail d'un enfant et le coût d'opportunité de l'éducation. D'après le tableau 10, le taux de salaire des enfants se révèle être plus élevé que ce qu'aurait pu laisser penser les

17. Afin d'éliminer les « points aberrants » des distributions, toutes les statistiques de cette partie ont été calculées après avoir éliminé le percentile le plus élevé et le percentile le plus bas de chaque distribution.

18. Sont considérés comme non-qualifiés, les personnes qui n'ont pas achevé le cycle d'enseignement primaire.

nombreuses études désignant le moindre coût du travail enfantin comme la principale motivation de la demande des employeurs. En effet, en Colombie et au Venezuela, il représente les 3/4 ou plus de celui des salariés de plus de 15 ans non-qualifiés, et, au Brésil, il en représente la moitié ou les 2/3 (des valeurs que l'on peut supposer être assez proches de la productivité marginale du travail des enfants).

Le revenu du ménage

50. La relation statistique entre le revenu du ménage et l'activité des enfants est appréhendée grâce à plusieurs séries d'histogrammes. L'abscisse est toujours le quintile de revenu par tête¹⁹ des ménages, calculé sur des échantillons différents selon la série, et l'ordonnée est la proportion des enfants travailleurs dont le ménage appartient à ce quintile.²⁰

51. La première série d'histogramme (*Q*) de la série de graphiques 1 indique la répartition de tous les enfants travailleurs en fonction du quintile de revenu par tête du ménage dont ils sont issus (il s'agit de la série généralement présentée dans les études empiriques sur le travail des enfants). La forme de l'histogramme de la série brésilienne fait apparaître une corrélation négative entre le revenu par tête du ménage et le travail des enfants. Pour autant, il faut noter qu'un peu plus de 55% des enfants travailleurs sont issus de ménages qui n'appartiennent pas au quintile le plus pauvre. En Colombie, cette corrélation est moins marquée encore (la proportion d'enfants travailleurs dont le ménage appartient au troisième quintile est légèrement supérieure à celle d'enfants travailleurs dont le ménage appartient au second quintile). Enfin, au Venezuela, la proportion d'enfants travailleurs ne décroît qu'à partir du troisième quintile et plus de 10% de ces enfants sont issus d'un ménage appartenant au quintile le plus riche.

52. Deux artefacts statistiques sont susceptibles d'expliquer qu'une proportion importante des enfants travailleurs ne soient pas issus de ménages appartenant au quintile de revenu par tête le plus bas. Ils sont pris en considération dans les autres séries des graphiques 1 et 2.

53. En premier lieu, un *effet d'agrégation* peut atténuer l'effet réel du revenu courant du ménage. Dans des pays où les disparités entre les zones rurales et urbaines et entre les régions sont très fortes, le revenu courant d'un ménage et son revenu exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA) peuvent être très différents. Par exemple, les ménages urbains les plus pauvres peuvent avoir un revenu en PPA équivalent à celui des ménages ruraux les plus pauvres mais un revenu courant plus élevé, et, donc, ne pas appartenir au quintile de revenu le plus bas lorsque ceux-ci sont calculés au niveau national.

54. Afin de limiter cet effet d'agrégation, des quintiles de revenu par tête ont été calculés par zone de résidence et par région (série *Q-Region* des graphiques 1). Il apparaît que pour les trois pays l'effet d'agrégation est non négligeable (la série *Q-Region* diffère de la série *Q*), mais il tend à atténuer la corrélation entre le revenu par tête du ménage et le travail des enfants et non à l'accentuer comme on pouvait s'y attendre. Lorsque les quintiles de revenu par tête sont calculés par zone et par région, cette corrélation reste nette mais est assez faible au Brésil (seulement 30% des enfants travailleurs sont issus de ménages appartenant au quintile le plus bas), et est très faible en Colombie et quasi-inexistante au Venezuela.

55. Un second artefact statistique, l'endogénéité du revenu du ménage à l'offre de travail enfantin, atténue lui sans ambiguïté la corrélation entre le revenu par tête du ménage et le travail des enfants : pour un même revenu parental, les ménages dont un enfant travaille sont plus riches que ceux dont aucun enfant

19. Le revenu par tête a été calculé avec l'échelle d'équivalence suivante : le premier adulte compte pour 1, les suivants pour 0.7, et chaque enfant pour 0.5.

20. Tous les enfants qui sont employés domestiques ou parents d'un employé domestique au sein du ménage ont, pour des raisons évidentes, été exclus de l'échantillon considéré.

ne travaille. Afin d'éliminer cet effet, les revenus par tête des ménages dont les enfants travaillent ont été recalculés après avoir soustrait le revenu de ces derniers. Cela n'est bien sûr possible que lorsque les enfants sont rémunérés.

56. La série Q_r du graphique 2 est calculée comme la série Q du Graphique 1 mais sur le seul sous-échantillon des enfants travailleurs rémunérés. La série Q_{rm} porte sur ce même sous-échantillon mais est calculée à partir du revenu du ménage hors revenu du travail de l'enfant. Alors que pour les trois pays, l'histogramme de la première série a une forme en U inversé, celui de la seconde a bien la forme décroissante attendue. Enfin, la série Q_{rm-Reg} est calculée comme la série Q_{rm} mais en utilisant les quintiles de revenus par tête par zone et régionaux.²¹ Dans le cas du Brésil, cette série ne diffère guère de la précédente. En revanche, dans les deux autres pays, cette dernière série a une forme en U inversé et illustre à nouveau la faiblesse de la corrélation entre le revenu par tête du ménage et le travail des enfants.

Tableau 10. Revenu et taux de salaire moyens des enfants travailleurs de 10-14 ans, rémunérés, selon la zone rurale/urbaine et selon le sexe^{a,b}

	BRÉSIL				COLOMBIE				VENEZUELA			
	Zone	Filles	Zone	Filles	Zone	Filles	Zone	Filles	Zone	Filles	Zone	Filles
	Rurale	Garçons	Urbaine	Garçons	Rurale	Garçons	Urbaine	Garçons	Rurale	Garçons	Urbaine	Garçons
Pourcentages des individus 15 ans et plus (salariés et non qualifiés)	44	40 49	32	43 28	61	54 66	46	45 45	56	65 55	50	46 51
Pourcentages du revenu total du ménage	19	15 21	16	16 16	32	28 33	22	19 23	25	13 27	19	14 20
Taux de salaire moyen (en monnaie nationale)	506	391 566	649	688 630	788	734 807	1 093	795 1 172	330	380 323	408	395 411
Taux de salaire moyen (pourcentages des individus 15 ans et plus, salariés et non qualifiés)	63	53 69	53	63 48	81	79 82	96	74 98	78	93 76	75	84 72
Taille de l'échantillon	335	112 223	1 212	396 816	211	43 168	244	60 184	77	6 71	161	39 122

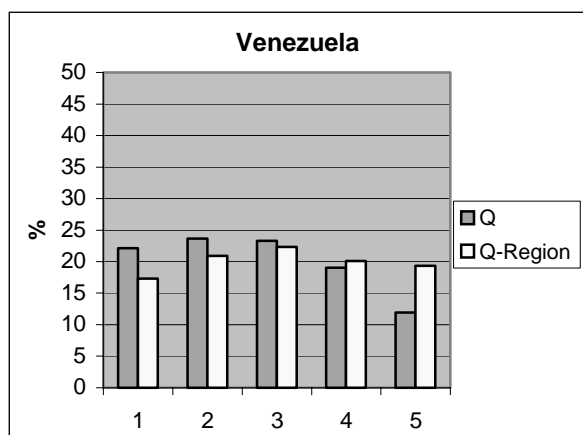
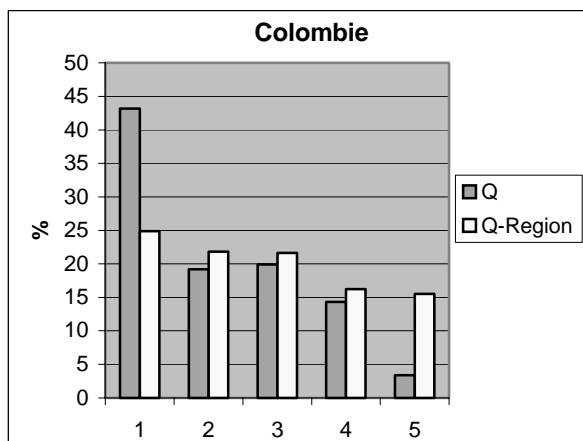
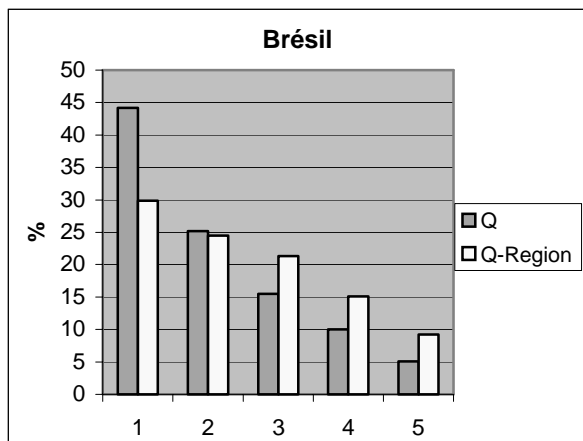
a) Les taux de salaires sont respectivement en Reals*100 (Brésil), en Pesos (Colombie) et en Bolivares (Venezuela).

b) Pour la Colombie les données sont obtenues sur l'échantillon des 12-14 ans.

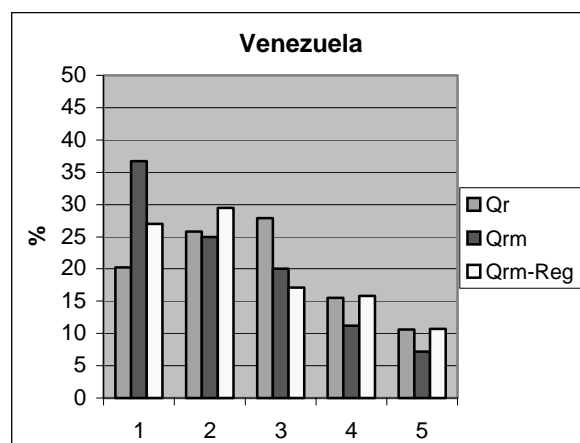
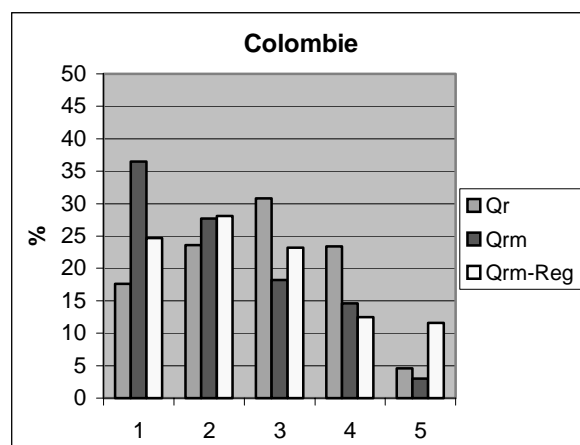
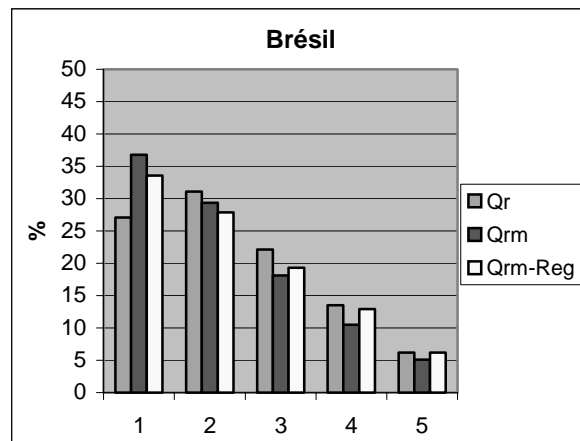
Sources : Brésil, PNAD, 1998 ; Colombie, ENH, 1998 ; Venezuela, EHM, 1998).

21. Ainsi, un enfant économiquement actif en zone rurale dans la région Nord-Est du Brésil appartient au 5ème quintile de revenu par tête si le revenu par tête du ménage dont il est issu, obtenu après déduction de son propre revenu, le place parmi les 20% de ménages ruraux les plus riches de cette région.

Graphique 1. **Activité économique des enfants de 10-14 ans selon le quintile de revenu par tête du ménagea**



Graphique 2. **Activité économique rémunérée des enfants de 10-14 ans selon le quintile de revenu par tête du ménagea**



a) Pour la Colombie les données sont obtenues sur l'échantillon des 12-14 ans.

Sources : Brésil, PNAD, 1998 ; Colombie, ENH, 1998 ; Venezuela, EHM, 1998.

III. UNE ETUDE ÉCONOMÉTRIQUE DU TRAVAIL DES ENFANTS AU BRÉSIL, EN COLOMBIE ET AU VENEZUELA.

3.1. La modélisation de l'offre de travail enfantin

Les principaux déterminants du travail des enfants

57. Les déterminants de l'offre de travail enfantin sont similaires à ceux de la demande d'éducation puisque ces deux activités sont, au moins partiellement, exclusives l'une de l'autre (le temps de travail est en partie du temps pris sur l'éducation et vice-versa). Le modèle altruiste intergénérationnel de comportement du ménage de Becker et Tomes (1986) permet de bien comprendre les mécanismes en jeu. Le modèle proposé par Baland et Robinson (2000) précise leur rôle dans le cas de l'offre de travail enfantin.

58. Dans le cas où les parents peuvent effectuer tous les types d'emprunt sur le marché du capital, et en particulier gager un emprunt sur le revenu futur de leur enfant, ils vont déterminer la demande d'éducation (donc l'offre de travail enfantin) afin de maximiser la richesse de la dynastie, c'est-à-dire égaliser le rendement de l'éducation à celui du capital. Ainsi, ils choisissent de faire travailler leur enfant seulement si le rendement total de l'éducation est faible et/ou si le rendement du travail enfantin est élevé. En effet, il convient de ne pas négliger le fait que le travail enfantin génère non seulement un revenu mais peut aussi permettre à l'enfant d'acquérir des compétences, du capital humain informel, qu'il pourra valoriser par la suite.

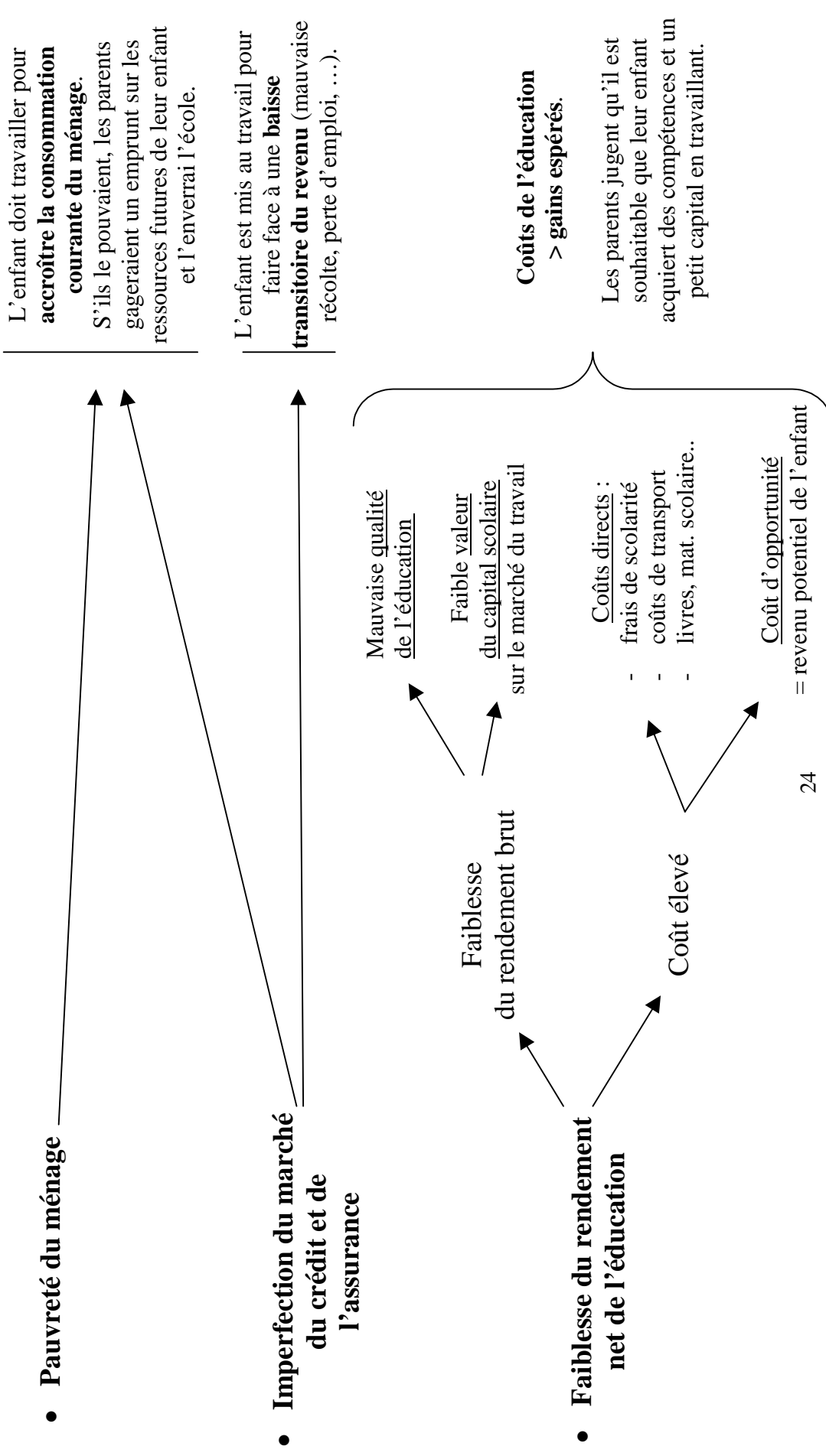
59. En pratique, les parents ne peuvent pas gager d'emprunt sur les ressources futures de leur enfant.²² Cependant, si leur revenu et leur degré d'altruisme sont suffisamment élevés pour qu'ils envisagent de laisser à leur enfant un legs matériel (un héritage) supérieur au montant des dépenses d'éducation, le raisonnement précédent reste valide : les parents peuvent financer l'éducation de leur enfant en réduisant leur legs matériel (dont le rendement est le taux de rémunération du capital). Ils vont donc déterminer l'offre de travail enfantin en égalisant le rendement des deux formes de legs à leur disposition, le legs matériel et le legs en capital humain (l'éducation).

60. Si, en revanche, le revenu et/ou le degré d'altruisme parentaux sont faibles, les dépenses d'éducation se font au détriment de la consommation courante du ménage. Les parents déterminent donc l'offre de travail enfantin en égalisant l'utilité marginale de la consommation courante du ménage à celle du revenu futur de l'enfant. Dans ce cas une hausse du revenu des parents se traduit, toutes choses égales par ailleurs, par une baisse de l'offre de travail enfantin. Pour autant, le rendement de l'éducation continue d'avoir un effet sur cette offre puisque le revenu futur de l'enfant, et donc son utilité marginale, en dépendent.

61. Dans ce raisonnement, le revenu *permanent* du ménage a été pris en considération. Il faut aussi ajouter que si le marché du capital est imparfait et que les parents ne peuvent pas lisser leur consommation sur leur cycle de vie, l'offre de travail enfantin dépend du revenu *courant* du ménage. Dans ce cas, les parents peuvent être amenés à faire travailler leur enfant pour faire face à une baisse transitoire de leur revenu, même si leur revenu total actualisé leur permettrait de ne pas le faire.

22. D'ailleurs, cela ne paraît guère souhaitable à cause des risques d'abus de la part des parents.

Les principaux déterminants économiques de l'offre de travail enfantin



Les modèles et les variables

62. Afin d'évaluer le rôle des déterminants de l'offre de travail enfantin, deux types de modèles ont été estimés. Le premier type de modèle est dit « parcimonieux » car le nombre de variables y est réduit : seules des variables qui correspondent aux principales caractéristiques de l'enfant (l'âge, le genre et la relation au chef de ménage) et aux principaux déterminants du travail des enfants (le revenu du ménage et le rendement de l'éducation) ont été incluses (tableaux 11 à 19 et pour détail voir l'annexe 4). En effet, accumuler un nombre élevé de variables explicatives amène souvent à biaiser l'estimation des variables clés et rend difficile l'interprétation des résultats. Dans un second temps cependant, des modèles dits « étendus » ont été estimés afin d'affiner les analyses. Dans ce second type de modèle, des variables relatives à la mère et au père ont été considérées séparément (tableaux 20 à 23). En outre, des variables relatives à la structure du ménage, laquelle est potentiellement endogène, ont été introduites (voir détail sur l'annexe 4).

63. Les estimations ont toujours été effectuées séparément pour les zones urbaines et les zones rurales car les déterminants économiques de l'offre de travail peuvent être assez différents²³. En outre, dans le cas du Brésil, les offres de travail des filles et des garçons ont été estimées séparément dans le cadre du modèle étendu (tableaux 20 et 21). Comme la taille des échantillons colombien et vénézuélien ne permettait pas cette estimation séparée, certaines variables explicatives ont été croisées avec le genre.

64. Toute étude sur l'offre de travail enfantin est confrontée à trois difficultés majeures : a) la définition de la variable de travail enfantin; b) l'identification de l'effet réel du revenu et c) la prise en compte du rendement de l'éducation. Il est nécessaire de préciser rapidement la manière dont chacune d'elle a été traitée.

Travail économique et travail domestique

65. La définition de la population enfantine économiquement active²⁴ ne correspond pas à celle de la théorie économique, celle qui résulte de l'arbitrage entre le travail, le loisir et l'éducation. La différence entre les deux définitions tient à la prise en compte des tâches domestiques familiales, activité économique au regard de la théorie mais non-économique du point de vue des comptabilités nationales.

66. Il n'y a pas de raisons pour considérer différemment la contribution des enfants à la production familiale dite économique de leur contribution à la production familiale dite domestique.²⁵ Cette distinction pourrait éventuellement se justifier si elle recoupe la distinction entre le travail enfantin « acceptable » et le travail enfantin « intolérable ».²⁶ Ce n'est cependant pas le cas. Le travail domestique familial prend parfois autant de temps aux enfants qu'un emploi économique à temps plein. Il peut donc nuire à leur développement physique et surtout intellectuel.

67. En conséquence, après avoir estimé des modèles en recourant à la définition usuelle du travail des enfants, c'est-à-dire au travail économique (tableaux 11 à 16), d'autres modèles ont été estimés en

23. Et aussi parce que le revenu est généralement mal mesuré en zone rurale et pourrait biaiser l'ensemble de l'estimation.

24. Voir la définition dans l'annexe 2.

25. Ce d'autant que le travail domestique familial des enfants permet souvent de libérer la mère pour des travaux « économiques » plus rentables. Salazar (1988) constate qu'en se déchargeant sur leurs enfants des travaux domestiques et de la garde des plus petits, les adultes peuvent se libérer et trouver un emploi rémunéré.

26. Ces termes sont utilisés par l'OIT.

prenant en compte une définition plus large du travail enfantin incluant le travail domestique (modèles des tableaux 17 à 19).

L'identification de l'effet du revenu

68. Le revenu du ménage²⁷ est à la fois la variable la plus importante dans les modèles d'offre de travail enfantin et de celle qui pose les plus grandes difficultés d'identification. Le revenu du ménage doit nécessairement être instrumenté car il est évidemment endogène à l'offre de travail enfantin (toutes choses égales par ailleurs, plus l'enfant travaille, plus le revenu du ménage est élevé). Même si l'on observait le revenu de l'enfant, le soustraire au revenu familial ne résoudrait pas ce problème d'endogénéité puisque l'offre de travail des différents membres du ménage est vraisemblablement déterminée de façon jointe.²⁸

69. L'instrumentation du revenu est délicate car les enquêtes utilisées ne contiennent aucune variable ayant a priori les propriétés d'une variable instrumentale, c'est-à-dire étant corrélées avec le revenu mais pas avec le résidu de l'équation d'offre de travail enfantin. Aussi, par précaution, la première série de modèles parcimonieux (tableaux 11 à 16) a été estimée en recourant à deux stratégies d'instrumentation différentes.

70. La première stratégie consiste à instrumenter le revenu avec des variables relatives aux biens durables détenus par le ménage et aux caractéristiques du logement. Ces variables sont assez fortement corrélées avec le revenu mais elles souffrent de deux biais de sens contraire : un biais d'endogénéité (les biens durables peuvent avoir été acquis en partie grâce au revenu de l'enfant) et un « biais de développement » (les caractéristiques du logement, telle la présence d'eau courante, dépendent pour partie du niveau de développement de la zone de résidence et peuvent donc être corrélées avec la qualité de l'éducation).

71. La seconde stratégie d'instrumentation a consisté à utiliser comme variables instrumentales un petit nombre de variables dont on peut s'attendre à ce qu'elles soient, au pire, faiblement corrélées avec les résidus de l'équation d'offre de travail enfantin. Il s'agit de l'âge du chef de ménage, du taux de salaire des adultes de la subdivision administrative et du revenu de transfert du ménage. Cette dernière variable n'a pas été utilisée dans le cas du Brésil en raison de l'existence de programmes d'allocations scolaires conditionnelles.

Le rendement de l'éducation

72. Aucune des quatre composantes principales du rendement de l'éducation (le coût direct, le coût d'opportunité et la qualité de l'éducation, la rémunération espérée du capital humain) n'est aisée à appréhender. Les études sur l'offre de travail enfantin prennent en compte, lorsque cela est possible, des variables relatives au coût direct ou à la qualité de l'éducation. L'effet de ces variables est cependant

27. La variable de revenu utilisée est le logarithme du revenu total du ménage [$\ln(\text{revenu } T)$] dans les modèles parcimonieux et le logarithme du revenu par tête [$\ln(\text{revenu } p.t.)$] dans les modèles étendus (puisque nous voulons y faire apparaître le rôle de la structure du ménage).

28. Un certain nombre d'auteurs qui ont estimé des équations d'offre de travail enfantin ont pourtant utilisé cette stratégie. Celle-ci est d'autant plus inadéquate que dans un grand nombre de cas (en général la majorité) le revenu des enfants n'est pas connu puisqu'ils travaillent pour les membres du ménage et ne sont pas rémunérés.

souvent assez difficile à interpréter²⁹. En outre, les enquêtes utilisées dans cette étude ne fournissent pas ces informations. D'autres variables liées au rendement de l'éducation ont donc été utilisées.

73. En premier lieu, comme cela est l'usage, le niveau d'éducation des parents, leur capital humain formel, a été introduit parce qu'il a, a priori, un effet positif sur le rendement de l'éducation (les parents éduqués peuvent aider leurs enfants dans leur scolarité).

74. Au contraire, on peut s'attendre à ce que le capital humain informel des parents ait un effet positif sur l'offre de travail enfantin, car plus il est élevé, plus la transmission de savoir via le travail est importante.³⁰ Cette forme de capital humain est difficile à prendre en compte car, à l'inverse du capital scolaire, elle n'est pas directement observée. La stratégie adoptée dans cette étude a été de considérer le type d'activité des parents comme une variable de substitution.³¹

75. Enfin, dans les modèles étendus, le taux local de non-scolarisation a été utilisé comme une variable de substitution du rendement espéré de l'éducation (toutes choses égales par ailleurs, moins les enfants d'une municipalité ou d'un État sont scolarisés, plus faible est le rendement espéré de l'éducation).

3.2. Stratégie empirique

76. L'approche économétrique la plus simple pour analyser la probabilité qu'un enfant travaille est d'estimer une équation de participation au travail grâce à un modèle *logit* ou un modèle *probit univarié*. Ces modèles présentent cependant l'inconvénient de ne pas prendre en compte l'interaction entre les décisions de scolarisation et de mise au travail.

77. Il paraît donc préférable de recourir à des modèles multivariés qui permettent d'estimer à la fois une équation de participation au travail et une équation de scolarisation. Trois méthodes ont été utilisées dans la littérature sur l'offre de travail enfantin. Elles diffèrent quant aux hypothèses qui sont faites sur le mode de décision des parents. L'utilisation du modèle *probit séquentiel* implique que la décision d'allocation du temps de l'enfant est prise dans un ordre a priori déterminé ; or, il ne semble pas y avoir de consensus sur cet ordre³². L'hypothèse d'indépendance des options alternatives qui est faite dans le modèle *logit multinomial* n'est vraisemblablement pas vérifiée dans le cas de la décision d'offre de travail enfantin et de scolarisation. La meilleure solution paramétrique paraît donc être le modèle *probit bivarié*.

29. Par exemple, la variable la plus couramment utilisée, le niveau moyen des dépenses d'éducation au niveau d'un village (ou d'une subdivision administrative) a des effets opposés selon les études.

30. L'effet du capital humain informel sur l'éducation est en revanche a priori ambigu car les capitaux humains formel et informel sont complémentaires.

31. Sous l'hypothèse que les parents ont d'autant plus de capital humain informel à transmettre à leurs enfants qu'ils exercent une activité indépendante ou entrepreneuriale, la variable indicatrice *Activité non salariée d'un parent* peut être considérée comme une variable de substitution du capital humain informel.

32. Ce modèle a en particulier été utilisé dans les études coordonnées par Grootaert et Patrinos (1998). La hiérarchie des options qui y a été choisie (et dont dépend le résultat) – l'école, le travail salarié, le travail au sein de l'entreprise familiale, l'inactivité (la préférence du parent allant décroissant) – est tout à fait contestable. Grootaert explique que les critères pris en compte pour effectuer ce classement sont, d'abord le bien-être de l'enfant, et ensuite, sa contribution économique. Mais, d'une part, des parents peuvent considérer que le bien-être de l'enfant sera supérieur s'il gagne de l'argent que s'il va à l'école, et, d'autre part, les parents préfèrent souvent que leur enfant travaille avec eux que pour un employeur qui peut le maltraiter.

78. La procédure du maximum de vraisemblance conditionnel en deux étapes (2SCML) décrite par Rivers et Vuong (1988) a été utilisée afin d'obtenir des estimateurs non biaisés et d'estimer simultanément une équation de participation au travail (l) et une équation de scolarisation (e), soit :

$$\begin{cases} l = \gamma_1' R + \beta_1' X + u \\ e = \gamma_2' R + \beta_2' X + v \end{cases}$$

où R est le revenu du ménage et X est le vecteur ligne des variables explicatives exogènes du modèle. Cette méthode permet en outre d'effectuer simplement un test de l'exogénéité du revenu.

79. La première étape de cette procédure consiste à régresser par les moindres carrés ordinaires le revenu R sur les variables exogènes Z (soit les variables explicatives X augmentées d'une ou plusieurs variables instrumentales) :

$$R = \delta' Z + w$$

80. Puis, dans la seconde étape, le modèle *probit bivarié* est estimé en incluant le résidu estimé de la première étape (w) parmi les variables explicatives. D'où, sous l'hypothèse que u et w d'une part, et v et w d'autre part, ont des distributions normales jointes, et que la distribution des termes d'erreur ($\varepsilon_1, \varepsilon_2$) peut être approximée par une loi normale bivariée avec :

$$E(\varepsilon_1) = E(\varepsilon_2) = 0$$

$$V(\varepsilon_1) = V(\varepsilon_2) = 1$$

alors,

$$\begin{cases} Cov(\varepsilon_1, \varepsilon_2) = \rho \\ l = \gamma_1' R + \beta_1' X + \lambda_1 w + \varepsilon_1 \\ e = \gamma_2' R + \beta_2' X + \lambda_2 w + \varepsilon_2 \end{cases}$$

81. La fonction de vraisemblance maximisée est donc³³ :

$$L(\pi_1, \pi_2) = \sum_{i=1}^N \left\{ \ln \Phi(-\pi_1' W_i, \pi_2' W_i, -\rho) + \ln \Phi(\pi_1' W_i, \pi_2' W_i, \rho) \right. \\ \left. + \ln \Phi(\pi_1' W_i, -\pi_2' W_i, -\rho) + \ln \Phi(-\pi_1' W_i, -\pi_2' W_i, \rho) \right\}$$

où $\pi_j' = (\gamma_j, \beta_j', \lambda_j)$, $j=1,2$, $W_i' = (R, X_i', w_i)$ et Φ_2 est la fonction de répartition de la loi normale bivariée. Chacun des quatre termes du membre de droite correspond successivement à la probabilité pour un enfant de seulement aller à l'école, d'être bi-actif (école et travail), de seulement travailler, et d'être inactif.

Le test de $\lambda_j=0$, $j=1,2$, constitue alors un test dont l'hypothèse nulle est que le revenu R est exogène dans l'équation j .

33. La matrice de variance-covariance ainsi obtenue ne tient pas compte de la variance du revenu due à son instrumentation dans la première étape. Il est nécessaire d'effectuer une correction de cette matrice pour obtenir les vrais écarts-types des variables. Cette opération est cependant assez fastidieuse et ne se traduit que par des changements assez marginaux. C'est pourquoi les écarts-types présentés dans les tableaux de cette étude sont les « faux » écarts-type. Il faut donc garder en mémoire que la significativité des coefficients est légèrement plus faible qu'elle n'apparaît.

3.3. Résultats de l'étude empirique sur le travail économique et la scolarisation

82. Conformément à ce qu'indiquait l'analyse statistique, la corrélation entre les équations de participation au travail et de scolarisation est nettement plus faible au Brésil que dans les deux autres pays. Le coefficient de corrélation est compris entre 0.15 et 0.18 pour le Brésil, tandis qu'il est d'environ 0.5 en zone urbaine au Venezuela et de 0.6 à 0.7 en Colombie et en zone rurale au Venezuela.

Le revenu

83. La nécessité d'instrumenter le revenu apparaît clairement dans les tableaux 11 à 16. Le résidu de l'instrumentation est toujours significatif dans l'équation d'offre de travail (l'hypothèse nulle du test d'exogénéité est donc rejetée). En outre, lorsque le revenu n'est pas instrumenté (première colonne de chaque tableau), son effet est parfois contraire à ce qu'il est lorsqu'il est instrumenté. En Colombie, en zone rurale (modèle 1C1-ZR), le revenu non instrumenté a un effet négatif sur la scolarisation des enfants. Au Venezuela (modèles 1V1-ZR et 1V1-ZU), le revenu non-instrumenté a un effet positif sur l'offre de travail enfantin.

84. Lorsque le revenu est instrumenté, son effet est toujours conforme à la théorie (négatif sur l'offre de travail enfantin et positif sur la scolarisation) et il est la plupart du temps significatif. En zone urbaine, cet effet varie peu en fonction des stratégies d'instrumentation. En zone rurale, l'effet du revenu paraît plus difficile à identifier : au Venezuela, aucune des deux stratégies d'instrumentation ne permet d'identifier un effet du revenu³⁴, tandis qu'en Colombie, il ne l'est qu'avec les instruments VI2+.

Les autres variables

85. L'effet des autres variables est le plus souvent assez similaire dans les trois modèles présentés pour chaque zone de chaque pays. Seul, et logiquement, l'effet de l'éducation des parents varie inversement à l'effet du revenu. En effet, lorsque le revenu est pas ou mal instrumenté, l'éducation des parents capture une partie de son effet réel. Dans les modèles où le revenu a l'effet le plus net, l'éducation des parents n'a finalement qu'un effet assez limité.

86. La variable de substitution du capital humain informel des parents (la variable indicatrice qui prend la valeur 1 lorsque l'un au moins des deux parents exerce une activité rémunérée non salariée) a dans tous les modèles, pour chaque zone et pour chaque pays (à l'exception de la Colombie, en zone rurale, pour le modèle 3C1-ZR) un effet très significatif et positif sur l'offre de travail enfantin. Elle n'a en revanche pas ou peu d'effet sur la scolarisation (plutôt un effet positif au Brésil et en Colombie, et plutôt un effet négatif au Venezuela).

87. Dans tous les cas, le genre féminin de l'enfant a un effet négatif net sur la probabilité d'exercer une activité économique.³⁵ En revanche, les filles sont partout autant ou plus souvent scolarisées que les garçons (plus souvent au Venezuela, en zone rurale en Colombie et en zone urbaine au Brésil).

34. Ce résultat peut s'interpréter de deux façons : soit le revenu n'a réellement pas d'effet sur l'offre de travail enfantin, soit le revenu est trop mal mesuré ou l'instrumentation est trop faible pour en capturer l'effet. La significativité du résidu de l'instrumentation (preuve de l'endogénéité du revenu) fait plutôt pencher en faveur de la première interprétation.

35. Dans les tableaux suivants, il apparaît que cet avantage tend à disparaître lorsque l'on considère une définition plus large du travail enfantin.

*Les effets marginaux*³⁶

88. L'effet du revenu sur l'offre de travail enfantin, lorsqu'il est significatif, reste limité. Un doublement du revenu des ménages³⁷ apparaît dans tous les cas insuffisant pour que le travail enfantin disparaisse complètement. Au Brésil, ce doublement s'accompagne certes d'une diminution de 25 points de la probabilité qu'un enfant travaille en zone rurale, mais celle-ci est de plus de 37% (voir le tableau 2). Dans les autres cas, la réduction de la participation des enfants au travail, consécutive à un doublement du revenu, est toujours inférieure à 10 points.

89. L'exercice d'une activité non-salariée par un parent accroît la probabilité que les enfants travaillent, souvent aussi nettement qu'un doublement du revenu ne la réduit (respectivement +8 points et -9 points en zone urbaine au Brésil, +2 points et -2 points en zone urbaine au Venezuela).

36. Pour pouvoir discuter de l'ampleur des effets des variables et non seulement de leur significativité, les effets marginaux des principales variables explicatives ont été calculés pour les valeurs moyennes des variables sur l'échantillon total et pour les valeurs moyennes des variables sur l'échantillon des ménages appartenant au dernier quintile de revenu par tête de la zone. Ces effets marginaux sont consignés dans les tableaux A.8 et A.9 de l'annexe 4.

37. Les effets marginaux du revenu s'interprètent comme l'effet d'un doublement du revenu ($\Delta \ln R \approx 1$).

Tableau 11. Travail économique et scolarisation des enfants âgés 10-14 ans en zone rurale au Brésil^{a,b,c}

Modèle	1B1-ZR		2B1-ZR (V1)		3B1-ZR (V2)	
	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation
Ln (age)	2.38*** (0.14)	-2.47*** (0.19)	2.54*** (0.14)	-2.65*** (0.19)	2.57*** (0.14)	-2.66*** (0.19)
Fille	-0.70*** (0.03)	0.03 (0.04)	-0.69*** (0.03)	0.02 (0.04)	-0.69*** (0.03)	0.02 (0.04)
Pas enfant chef de ménage	-0.10 (0.06)	-0.35*** (0.07)	-0.06 (0.06)	-0.40*** (0.07)	-0.03 (0.06)	-0.41*** (0.07)
Ln (revenu du travail)	-0.12*** (0.02)	0.09*** (0.03)	-0.55*** (0.05)	0.58*** (0.07)	-0.70*** (0.09)	0.70*** (0.12)
Éducation moyenne des parents	-0.20*** (0.02)	0.27*** (0.03)	-0.06** (0.03)	0.13*** (0.04)	-0.01 (0.04)	0.08 (0.05)
Activité non salarié d'un parent	0.66*** (0.03)	0.11** (0.04)	0.68*** (0.03)	0.08** (0.04)	0.69*** (0.03)	0.08* (0.04)
Région 1	0.10 (0.11)	0.39** (0.20)	0.16 (0.11)	0.32 (0.20)	0.19* (0.11)	0.30 (0.20)
Région 3	-0.17*** (0.04)	-0.15*** (0.06)	-0.08** (0.04)	-0.25*** (0.06)	-0.05*** (0.05)	-0.28*** (0.06)
Région 4	0.30*** (0.05)	-0.25*** (0.07)	0.40*** (0.05)	-0.35*** (0.07)	0.44*** (0.05)	-0.41*** (0.07)
Région 5	0.03 (0.06)	-0.09 (0.08)	0.16*** (0.06)	-0.23*** (0.09)	0.21*** (0.07)	-0.26*** (0.09)
Constante	-5.51*** (0.35)	6.83*** (0.49)	-3.68*** (0.40)	4.70*** (0.57)	-2.95*** (0.51)	4.09*** (0.71)
<i>Résidu de l'instrumentation</i>			0.53*** (0.06)	-0.60*** (0.08)	0.62*** (0.09)	-0.65*** (0.12)
ρ	-0.18*** (0.03)		-0.15*** (0.03)		-0.17*** (0.03)	
Ln L	-6 317.40		-6 246.90		-6 281.00	
Taille de l'échantillon	7 587		7 587		7 587	

a) Les deux variables dépendantes sont deux variables indicatrices prenant la valeur 1 respectivement lorsque l'enfant exerce une activité économique et lorsqu'il est scolarisé. Seuils de significativité : 1% (***), 5% (**), 10% (*).

b) Le revenu du ménage a été instrumenté comme suit :

- Modèle 1(B,C ou V)1-ZR(ZU) : Le revenu n'a pas été instrumenté.
- Modèle 2(B,C ou V)1-ZR(ZU) : Variables relatives aux biens possédés par le ménage (télévision, radio, réfrigérateur, lave-linge, cuisinière, téléphone) et aux caractéristique du logement (nombre de pièces, électricité, type de toit, mode d'approvisionnement en eau, mode d'évacuation des eaux usagées) (V1).
- Modèle 3(B,C ou V)1-ZR(ZU) : Logarithme de l'âge du chef de ménage et taux de salaire des adultes de la municipalité (V2).

c) Les régions 1, 3, 4, 5 sont respectivement les régions Nord, Sud-Est, Sud et Centre-Ouest (la région de référence étant le Nord-Est).

Source : PNAD, 1998.

Tableau 12. Travail économique et scolarisation des enfants âgés 10-14 ans en zone urbaine au Brésil^{a,b,c}

Modèle	1B1-ZU		2B1-ZU (V1)		3B1-ZU (V2)	
	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation
Ln (âge)	3.01*** (0.10)	-1.75*** (0.12)	3.17*** (0.10)	-1.98*** (0.12)	3.22*** (0.10)	-1.91*** (0.12)
Fille	-0.38*** (0.02)	0.11*** (0.03)	-0.39*** (0.02)	0.12*** (0.03)	-0.39*** (0.02)	0.12*** (0.03)
Pas enfant chef de ménage	-0.03 (0.04)	-0.26*** (0.04)	0.02 (0.04)	-0.35*** (0.04)	0.03 (0.04)	-0.32*** (0.04)
Ln (revenu du travail)	-0.09*** (0.01)	0.16*** (0.02)	-0.41*** (0.03)	0.73*** (0.04)	-0.36*** (0.05)	0.65*** (0.06)
Éducation moyenne des parents	-0.27*** (0.02)	0.33*** (0.02)	-0.09*** (0.02)	0.05* (0.02)	0.06* (0.03)	0.04 (0.04)
Activité non salarié d'un parent	0.39*** (0.02)	0.07** (0.03)	0.47*** (0.02)	-0.05 (0.03)	0.52*** (0.02)	-0.04 (0.03)
Région 1	0.14*** (0.03)	0.05 (0.05)	0.18*** (0.04)	-0.02 (0.05)	0.21*** (0.04)	-0.001 (0.05)
Région 3	-0.15*** (0.03)	0.10*** (0.04)	-0.03 (0.03)	-0.09** (0.04)	0.04 (0.03)	-0.07* (0.04)
Région 4	0.03 (0.03)	0.05 (0.04)	0.14*** (0.03)	-0.13*** (0.05)	0.22*** (0.04)	-0.12** (0.05)
Région 5	0.07** (0.04)	0.11** (0.05)	0.15*** (0.04)	-0.03 (0.05)	0.20*** (0.04)	-0.01 (0.05)
Constante	-7.79*** (0.25)	4.47*** (0.31)	-6.56*** (0.27)	2.14*** (0.35)	-5.59*** (0.31)	2.42*** (0.39)
<i>Résidu de l'instrumentation</i>			0.44*** (0.03)	-0.76*** (0.04)	0.58*** (0.05)	-0.52*** (0.06)
ρ	-0.21*** (0.02)		-0.18*** (0.02)		-0.20*** (0.02)	
Ln L	-13 000.85		-12 746.02		-12 902.06	
Taille de l'échantillon	28 729		28 729		28 729	

a), b), c) Voir tableau 11.

Source : Voir tableau 11.

Tableau 13. Travail économique et scolarisation des enfants âgés 10-14 ans en zone rurale en Colombie^{a,b,c}

Modèle	1C1-ZR		2C1-ZR (VI1)		3C1-ZR (VI2+)	
	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation
Ln (age)	3.51*** (0.24)	-2.68*** (0.22)	3.55*** (0.25)	-2.79*** (0.22)	3.63*** (0.25)	-2.78*** (0.22)
Fille	-0.91*** (0.06)	0.20*** (0.05)	-0.90*** (0.06)	0.19*** (0.05)	-0.89*** (0.06)	0.19*** (0.05)
Pas enfant chef de ménage	-0.10 (0.08)	0.02 (0.07)	-0.10 (0.08)	0.03 (0.07)	-0.12 (0.08)	0.03 (0.07)
Ln (revenu du travail)	0.03 (0.03)	-0.08*** (0.02)	-0.10 (0.14)	0.24* (0.13)	-0.32** (0.16)	0.22 (0.15)
Éducation moyenne des parents	-0.19*** (0.04)	0.47*** (0.04)	-0.17*** (0.04)	0.43*** (0.04)	-0.14*** (0.04)	0.43*** (0.04)
Activité non salarié d'un parent	0.38*** (0.06)	0.00 (0.05)	0.30*** (0.11)	0.22** (0.10)	0.16 (0.12)	0.20* (0.11)
Région 2	0.84*** (0.08)	-0.50*** (0.08)	0.85*** (0.08)	-0.50*** (0.08)	0.87*** (0.08)	-0.50*** (0.08)
Région 3	0.46*** (0.07)	-0.57*** (0.06)	0.46*** (0.07)	-0.57*** (0.06)	0.47*** (0.07)	-0.57*** (0.06)
Région 4	0.60*** (0.08)	-0.37*** (0.07)	0.57*** (0.08)	-0.30*** (0.07)	0.52*** (0.08)	-0.31*** (0.15)
Constante	-10.08*** (0.69)	8.11*** (0.62)	-8.55*** (1.79)	4.35*** (1.63)	-6.05*** (1.90)	4.62*** (1.77)
<i>Résidu de l'instrumentation</i>			0.14 (0.15)	-0.34** (0.13)	0.36** (0.16)	-0.31** (0.15)
ρ	-0.62*** (0.03)		-0.62*** (0.03)		-0.62*** (0.03)	
Ln L	-2 789.12		-2 785.99		-2 785.62	
Taille de l'échantillon	3 365		3 365		3 365	

a),b) Voir tableau 11.

c) Les régions 2, 3, et 4 sont respectivement les régions Est, Centre et Pacifique (la région de référence étant la région Atlantique).

Source : ENH, 1998.

Tableau 14. Travail économique et scolarisation des enfants âgés 12-14 ans en zone urbaine en Colombie^{a,b,c}

Modèle	1C1-ZU		2C1-ZU (V1)		3C1-ZU (V2)	
	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation
Ln (age)	3.31*** (0.45)	-2.23*** (0.39)	3.61*** (0.46)	-2.63*** (0.40)	3.67*** (0.46)	-2.50*** (0.39)
Fille	-0.41*** (0.06)	0.02 (0.05)	-0.40*** (0.06)	0.00 (0.05)	-0.40** (0.06)	0.00 (0.05)
Pas enfant chef de ménage	-0.02 (0.07)	0.00 (0.06)	0.18** (0.08)	-0.25*** (0.07)	0.15** (0.08)	-0.15** (0.07)
Ln (revenu du travail)	-0.08** (0.03)	0.15*** (0.03)	-0.76*** (0.09)	0.98*** (0.08)	-0.82*** (0.11)	0.73*** (0.09)
Éducation moyenne des parents	-0.40*** (0.04)	0.50*** (0.04)	-0.10* (0.05)	0.14*** (0.05)	-0.08 (0.06)	0.24*** (0.05)
Activité non salarié d'un parent	0.16*** (0.06)	0.00 (0.05)	0.15*** (0.06)	0.02 (0.05)	0.15*** (0.06)	0.02 (0.05)
Région 2	0.47*** (0.08)	-0.37*** (0.08)	0.57*** (0.09)	-0.50*** (0.08)	0.57*** (0.09)	-0.45*** (0.08)
Région 3	0.27*** (0.08)	-0.39*** (0.07)	0.25*** (0.08)	-0.38*** (0.07)	0.25*** (0.08)	-0.38*** (0.07)
Région 4	0.43*** (0.08)	-0.36*** (0.07)	0.44*** (0.08)	-0.38*** (0.07)	0.44*** (0.08)	-0.36*** (0.07)
Région 5	0.20 (0.13)	-0.26** (0.11)	0.32** (0.13)	-0.43*** (0.11)	0.32** (0.13)	-0.36*** (0.11)
Constante	-8.51*** (1.24)	4.64*** (1.06)	-1.10 (1.54)	-4.40*** (1.36)	-0.52 (1.72)	-1.72 (1.44)
<i>Résidu de l'instrumentation</i>			0.81*** (0.09)	-0.99*** (0.09)	0.82*** (0.12)	-0.66*** (0.10)
ρ	-0.68*** (0.02)		-0.65*** (0.03)		-0.67*** (0.03)	
Ln L	-2 568.41		-2 485.21		-2,528.25	
Taille de l'échantillon	6 243		6 243		6 243	

a), b) Voir tableau 11.

c) Les régions 2, 3, 4, 5 sont respectivement les régions Est, Centre, Pacifique et Bogota (la région de référence étant la région Atlantique).

Source : Voir tableau 13.

Tableau 15. Travail économique et scolarisation des enfants âgés 10-14 ans en zone rurale au Venezuela^{a,b,c}

Modèle	1V1-ZR		2V1-ZR (V1)		3V1-ZR (V2+)	
	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation
Ln (age)	3.31*** (0.46)	-3.85*** (0.42)	3.43*** (0.46)	-4.08*** (0.43)	3.52*** (0.47)	-3.96*** (0.43)
Fille	-1.02*** (0.12)	0.20** (0.09)	-1.02*** (0.12)	0.20** (0.09)	-1.03*** (0.12)	0.20** (0.09)
Pas enfant chef de ménage	0.13 (0.17)	0.36** (0.16)	0.18 (0.18)	0.28* (0.16)	0.18 (0.17)	0.33*** (0.12)
Ln (revenu du travail)	0.16** (0.06)	-0.07 (0.06)	-0.14 (0.18)	0.48*** (0.17)	-0.28 (0.20)	0.18 (0.18)
Éducation moyenne des parents	-0.27*** (0.07)	0.43*** (0.06)	-0.24*** (0.07)	0.38*** (0.07)	-0.22*** (0.07)	0.40*** (0.07)
Activité non salarié d'un parent	0.22** (0.11)	-0.08 (0.10)	0.30** (0.12)	-0.22** (0.11)	0.33*** (0.12)	-0.14 (0.11)
Région 2	0.28 (0.26)	-0.07 (0.20)	0.19 (0.27)	10.00 (0.21)	0.14 (0.27)	0.01 (0.21)
Région 3	0.80*** (0.26)	0.10 (0.20)	0.76*** (0.26)	0.17 (0.20)	0.71*** (0.26)	0.14 (0.20)
Région 4	0.64** (0.29)	-0.33 (0.23)	0.64** (0.29)	-0.32 (0.23)	0.62** (0.29)	-0.32 (0.23)
Constante	-11.56*** (1.40)	11.05*** (1.25)	-8.27*** (2.28)	5.17** (2.14)	-6.85*** (2.47)	8.39*** (2.26)
<i>Résidu de l'instrumentation</i>			0.35* (0.19)	-0.63*** (0.19)	0.48** (0.21)	-0.27 (0.19)
ρ	-0.65*** (0.05)		-0.65*** (0.05)		-0.65*** (0.05)	
Ln L	-774.42		-768.18		-771.59	
Taille de l'échantillon	1 398		1 398		1 398	

a),b) Voir tableau 11.

c) Les régions 2, 3, 4 correspondent respectivement aux regroupements suivants : Est-Plaine, Ande-Ouest et Zulia (la région de référence étant la Guyane).

Source : EHM, 1998.

Tableau 16. Travail économique et scolarisation des enfants âgés de 10-14 ans en zone urbaine au Venezuela^{a,b,c}

Modèle	1V1-ZU		2V1-ZU (V1)		3V1-ZU (V2+)	
	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation
Ln age)	3.09*** (0.30)	-2.80*** (0.24)	3.26*** (0.30)	-3.00*** (0.24)	3.23*** (0.30)	-2.82*** (0.24)
Fille	-0.42*** (0.06)	0.17*** (0.05)	-0.43*** (0.06)	0.18*** (0.05)	-0.42*** (0.06)	0.17*** (0.05)
Pas enfant chef de ménage	-0.37*** (0.13)	0.40*** (0.10)	-0.08 (0.14)	0.04 (0.11)	0.00 (0.16)	0.35** (0.13)
Ln (revenu du travail)	0.10** (0.04)	0.08** (0.03)	-0.53*** (0.11)	0.87*** (0.09)	-0.63*** (0.19)	0.17 (0.17)
Éducation moyenne des parents	-0.36*** (0.05)	0.41*** (0.04)	-0.17*** (0.05)	0.18*** (0.05)	-0.12* (0.07)	0.38*** (0.07)
Activité non salarié d'un parent	0.35*** (0.07)	-0.16*** (0.06)	0.39*** (0.07)	-0.22*** (0.06)	0.40*** (0.07)	-0.17*** (0.06)
Région 2	0.09*** (0.14)	-0.15** (0.08)	0.15 (0.14)	-0.23*** (0.09)	0.18 (0.14)	-0.16* (0.09)
Région 3	0.27** (0.13)	0.00 (0.09)	0.21 (0.13)	0.09 (0.10)	0.20 (0.13)	0.01 (0.09)
Région 4	0.57*** (0.12)	0.05 (0.09)	0.50*** (0.12)	0.15* (0.09)	0.50*** (0.12)	0.06 (0.09)
Région 5	0.90*** (0.12)	-0.53*** (0.08)	1.01*** (0.12)	-0.65*** (0.09)	1.01*** (0.12)	-0.54*** (0.09)
Constante	-10.60*** (0.89)	7.12*** (0.69)	-3.72*** (1.38)	-1.64 (1.14)	-2.54 (2.20)	6.09*** (1.96)
<i>Résidu de l'instrumentation</i>			0.73*** (0.11)	-0.91*** (0.09)	0.74*** (0.19)	-0.10 (0.17)
ρ	-0.49*** (0.04)		-0.46*** (0.04)		-0.49*** (0.04)	
Ln L	-2 288.37		-2 229.10		-2,280.48	
Taille de l'échantillon	7 754		7 754		7 754	

a), b) Voir tableau 11.

c) Les régions 2, 3, 4, 5 correspondent respectivement aux regroupements suivants : Est Plaine, Ande-Ouest, Zulia, Capitale-Centre (la région de référence étant la Guyane).

Source : Voir tableau 15.

3.4. Résultats de l'étude empirique sur le travail total et la scolarisation

Colombie et Venezuela

90. Pour ces deux pays, les modèles parcimonieux ont été ré-estimés en considérant une définition du travail enfantin plus large qui tient en compte le travail domestique à temps plein. La comparaison de ces estimations avec celles des tableaux 13 à 16, montre que l'ampleur des effets des variables des modèles est parfois modifiée, mais ni leur sens ni leur significativité. L'effet du genre de l'enfant se trouve,

logiquement, atténué. Par ailleurs, l'effet du revenu relatif à l'âge en zone rurale en Colombie, devient significatif en zone rurale au Venezuela, et reste relativement stable en zone urbaine dans les deux pays.³⁸

91. Afin d'obtenir des informations sur les différentes catégories d'enfants, en particulier, sur les inactifs, les effets marginaux des variables explicatives ont été calculés pour chaque combinaison des variables dépendantes : école sans travail, école et travail, travail sans école, aucun (tableaux A.9 à A.10 de l'annexe 4).

92. En Colombie, les enfants inactifs ont un profil assez similaire à celui des enfants qui travaillent à temps plein, même si l'effet du revenu est atténué. Il est donc assez probable qu'une part importante d'entre eux soit en fait des enfants travailleurs non déclarés, peut-être parce qu'ils exercent des activités illicites. En revanche, au Venezuela, ni le revenu du ménage, ni le type d'activité des parents n'influent sur la probabilité qu'un enfant soit inactif, alors que ces variables ont un effet sur la probabilité qu'un enfant travaille à temps plein. Seule l'éducation des parents, variable liée au rendement de l'éducation, et le lien de parenté avec le chef du ménage jouent un rôle significatif sur la probabilité d'inactivité. Ces résultats suggèrent que ces enfants inactifs peuvent être réellement des enfants oisifs, des enfants déscolarisés qui n'ont pas trouvé leur place sur le marché du travail.

93. Dans tous les cas, le revenu a un effet positif sur la probabilité de seulement fréquenter l'école et un effet négatif sur celle de seulement travailler.³⁹ En Colombie, en zone rurale, le doublement du revenu s'accompagne d'une baisse de 21 points de la probabilité de travailler à temps plein (tableau A.9) alors que, dans l'estimation précédente, ce doublement s'accompagnait d'une baisse de seulement 7 points de la probabilité d'exercer une activité économique, à temps plein ou à temps partiel (tableau A.7). En zone urbaine, les deux effets sont similaires. Au Venezuela, bien que l'effet du revenu sur la probabilité de travailler à temps plein soit significatif, il reste très limité (-4 points en zone rurale et -1 point en zone urbaine).

94. Enfin, l'exercice d'une activité non-salariée par un parent accroît partout la probabilité que l'enfant soit bi-actif. La probabilité que l'enfant ne fasse que travailler s'en trouve également accrue au Venezuela mais elle diminue en zone rurale en Colombie.

Brésil

95. Comme les données de l'enquête PPV le permettent, un modèle dans lequel le travail économique et le travail domestique sont pris en compte séparément a été estimé. Ce modèle comporte donc trois équations dont les résidus suivent une loi normale trivariée (probit trivarié). Ici, un enfant n'est considéré comme travailleur que si son temps de travail total est supérieur à 15 heures hebdomadaires. Dès lors que cette condition est vérifiée, il est un travailleur économique (T=1) s'il a effectué une activité économique au moins une heure dans la semaine, et il est un travailleur domestique (D=1) s'il déclare consacrer au moins une heure par jour à des tâches domestiques.

96. L'estimation de ce modèle montre que le travail domestique et le travail économique sont fortement corrélés (le coefficient de corrélation est de 0.66 en zone rurale et de 0.56 en zone urbaine) tandis que chacune de ces activités l'est faiblement avec la scolarisation (tableau 19).

38. L'effet du revenu est mieux identifié lorsque le travail domestique est pris en compte car, lorsqu'il ne l'est pas les enfants pour lesquels il s'agit de la seule activité sont classés parmi les enfants inactifs et l'effet du revenu s'en trouve sous-estimé.

39. Le revenu a aussi un effet négatif sur la probabilité d'être bi-actif, sauf en zone rurale en Colombie.

97. En zone rurale le revenu a un effet négatif significatif sur le travail domestique mais pas sur le travail économique. En revanche, il a un effet significatif sur ces deux types d'activité en zone urbaine, mais celui-ci est plus prononcé sur le travail économique que sur le travail domestique.

98. Comme on pouvait s'y attendre, le type d'activité du parent n'a aucun effet sur le travail domestique (mais continue d'en avoir sur le travail économique) et le genre a un effet inverse sur la probabilité qu'un enfant effectue un travail économique ou domestique.

99. Cette dernière estimation montre qu'idéalement, pour étudier l'allocation du temps des enfants, il faut considérer conjointement mais distinctement l'offre de travail domestique familial, l'offre de travail économique et leur scolarisation. D'une part, ces trois activités ne doivent pas être considérées indépendamment les unes des autres.⁴⁰ D'autre part, il semble préférable de distinguer l'offre de travail domestique familial de l'offre de travail économique car leurs déterminants ne sont pas les mêmes ou n'ont pas la même importance.

40. Les coefficients de corrélation entre les équations sont toujours significatifs.

Tableau 17. Travail total et scolarisation des enfants âgés de 10-14 ans en Colombie^{a,b}

Modèle	1C2-ZR		2C2-ZR (VI1+VI2)		1C2-ZU		2C2-ZU (VI1+VI2)	
	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation
Ln (age)	3.47*** (0.22)	-2.64*** (0.21)	3.71*** (0.23)	-2.99*** (0.23)	3.13*** (0.39)	-2.26*** (0.39)	3.53*** (0.40)	-2.57*** (0.39)
Fille	-0.39*** (0.05)	0.24*** (0.05)	-0.36*** (0.05)	0.20*** (0.05)	-0.13*** (0.05)	0.06 (0.05)	-0.11** (0.05)	0.05 (0.05)
Pas enfant chef de ménage	-0.10 (0.07)	0.03 (0.07)	-0.12* (0.07)	0.06 (0.07)	-0.04 (0.06)	-0.01 (0.06)	0.17** (0.07)	-0.20*** (0.07)
Ln (revenu du travail)	0.04 (0.02)	-0.08*** (0.61)	-0.69*** (0.22)	0.98*** (0.22)	-0.13*** (0.03)	0.14*** (0.03)	-0.95*** (0.11)	0.85*** (0.11)
Éducation moyenne des parents	-0.25*** (0.04)	0.48*** (0.04)	-0.15*** (0.05)	0.34*** (0.05)	-0.48*** (0.04)	0.49*** (0.04)	-0.12** (0.06)	0.18*** (0.06)
Activité non salarié d'un parent	0.25*** (0.05)	0.00 (0.05)	-0.23 (0.15)	0.70*** (0.16)	0.10** (0.05)	0.00 (0.05)	0.07 (0.05)	0.03 (0.05)
Région 2	0.77*** (0.08)	-0.49*** (0.08)	0.83*** (0.08)	-0.58*** (0.08)	0.52*** (0.08)	-0.35*** (0.08)	0.63*** (0.08)	-0.44*** (0.08)
Région 3	0.48*** (0.06)	-0.57*** (0.06)	0.48*** (0.06)	-0.58*** (0.06)	0.33*** (0.07)	-0.39*** (0.07)	0.31*** (0.07)	-0.37*** (0.07)
Région 4	0.52*** (0.07)	-0.38*** (0.07)	0.36*** (0.08)	-0.15* (0.08)	0.47*** (0.07)	-0.35*** (0.07)	0.47*** (0.07)	-0.35*** (0.07)
Région 5					0.24*** (0.11)	-0.28*** (0.11)	0.37*** (0.11)	-0.39*** (0.11)
Constante	-9.83*** (0.61)	7.93*** (0.61)	-1.46 (2.62)	-4.31 (2.65)	-7.24*** (1.07)	4.74*** (1.06)	1.71 (1.60)	-3.08** (1.56)
Résidu de l'instrumentation			0.73*** (0.22)	-1.07*** (0.23)			0.89*** (0.12)	-0.77*** (0.11)
P	-0.87 (0.01)		-0.87 (0.01)		-0.89 (0.01)		-0.89 (0.01)	
Ln L	-2 763.66		-2,752.24		-2 580.47		-2 542.02	
Taille de l'échantillon	3 365		3 365		6 243		6 240	

- a) Enfants de 10 à 14 ans résidant en zone rurale (ZR) et enfants de 12 à 14 ans résidant en zone urbaine (ZU).
- b) Les deux variables dépendantes sont deux variables indicatrices prenant la valeur 1 respectivement lorsque l'enfant exerce une activité économique ou déclare que le travail domestique constitue son activité principale et lorsqu'il est scolarisé. Le revenu du ménage a été instrumenté comme suit :
- Modèles 1C2-ZR et 1C2-ZU : Le revenu n'a pas été instrumenté.
 - Modèles 2C2-ZR et 2C2-ZU: Logarithme de l'âge du chef de ménage et taux de salaire des adultes de la municipalité (VI2) + VI1 (défini pour tableau 13).

Source : ENH, 1998.

Tableau 18. Travail total et scolarisation des enfants âgés de 10-14 ans au Venezuela^{a,b}

Modèle	1V2-ZR		2V2-ZR (V1+V2)		1V2-ZU		2V2-ZU (V1+V2)	
	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation
Ln (age)	3.76*** (0.41)	-3.73** (0.41)	3.99*** (0.42)	-3.83*** (0.42)	3.23*** (0.26)	-2.77*** (0.23)	3.34*** (0.26)	-2.78*** (0.24)
Fille	-0.46*** (0.09)	0.27*** (0.09)	-0.46*** (0.09)	0.26*** (0.09)	-0.15*** (0.05)	0.21*** (0.05)	-0.15*** (0.05)	0.21*** (0.05)
Pas enfant chef de ménage	0.04 (0.16)	0.36** (0.16)	0.09 (0.16)	0.33** (0.16)	-0.23** (0.11)	0.42*** (0.10)	0.09 (0.14)	0.38*** (0.13)
Ln (revenu du travail)	0.12** (0.06)	-0.06 (0.06)	-0.36** (0.18)	0.18 (0.18)	0.03 (0.03)	0.07** (0.03)	-0.58*** (0.17)	0.15 (0.16)
Éducation moyenne des parents	-0.32*** (0.06)	0.43*** (0.06)	-0.27*** (0.07)	0.40*** (0.07)	-0.35*** (0.04)	0.41*** (0.04)	-0.15** (0.07)	0.39*** (0.07)
Activité non salarié d'un parent	0.22** (0.10)	-0.08 (0.10)	0.33*** (0.11)	-0.14 (0.11)	0.31*** (0.06)	-0.17*** (0.06)	0.36*** (0.06)	-0.18*** (0.06)
Région 2	0.33 (0.23)	-0.07 (0.20)	0.18 (0.24)	0.01 (0.21)	0.10 (0.11)	-0.15** (0.09)	0.17 (0.11)	-0.16* (0.09)
Région 3	0.75*** (0.23)	0.09 (0.20)	0.66*** (0.23)	0.14 (0.20)	0.23 (0.11)	0.01 (0.09)	0.17 (0.11)	0.02 (0.10)
Région 4	0.70*** (0.26)	-0.34 (0.22)	0.69*** (0.26)	-0.34 (0.23)	0.44*** (0.10)	0.03 (0.09)	0.38*** (0.10)	0.04 (0.09)
Région 5					0.85*** (0.10)	-0.54*** (0.08)	0.94*** (0.10)	-0.55*** (0.09)
Constante	-12.06*** (1.25)	10.69*** (1.23)	-6.98*** (2.20)	8.05*** (2.24)	10.04*** (0.77)	7.08*** (0.68)	-3.24 (1.97)	6.15*** (1.94)
Résidu de l'instrumentation			0.52*** (0.19)	-0.27 (0.19)			0.63*** (0.17)	-0.09 (0.17)
ρ	-0.87*** (0.02)		-0.87*** (0.02)		-0.74*** (0.02)		-0.74*** (0.02)	
Ln L	-784.23		-780.36		-2 375.57		-2 368.10	
Taille de l'échantillon	1 398		1 398		7 754		7 754	

- a) Enfants de 10 à 14 ans résidant en zone rurale (ZR) ou en zone urbaine (ZU).
- b) Les deux variables dépendantes sont deux variables indicatrices prenant la valeur 1 respectivement lorsque l'enfant exerce une activité économique ou déclare que le travail domestique constitue son activité principale et lorsqu'il est scolarisé. Le revenu du ménage a été instrumenté comme suit :
- Modèles 1V2-ZR et 1V2-ZU : Le revenu n'a pas été instrumenté.
 - Modèles 2V2-ZR et 2V2-ZU: Logarithme de l'âge du chef de ménage et taux de salaire des adultes de la subdivision administrative (V2) + variables instrumentales V1 (définies pour le tableau 15).

Source : EHM, 1998.

Tableau 19. Travail économique, travail domestique et scolarisation des enfants au Brésil^{a,b}

Modèle	B2-ZR			B2-ZU		
	Travail économique	Tâche domestique familiales	Scolarisation	Travail économique	Tâche domestique familiales	Scolarisation
Ln (age)	3.54*** (0.59)	4.01*** (0.56)	-2.31*** (0.67)	3.48*** (0.53)	2.76*** (0.39)	-2.18*** (0.62)
Fille	-0.72*** (0.12)	0.49*** (0.11)	0.04 (0.14)	-0.30*** (0.11)	1.11*** (0.09)	0.05 (0.13)
Pas enfant chef de ménage	-0.43 (0.33)	0.14 (0.27)	-0.74** (0.30)	-0.31 (0.21)	0.10 (0.14)	-0.62*** (0.16)
Ln (revenu T)	-0.72 (0.45)	-0.99** (0.42)	0.76 (0.56)	-0.81*** (0.24)	-0.37** (0.18)	-0.18 (0.29)
Education moyenne des parents	0.01 (0.25)	0.26 (0.24)	0.03 (0.30)	0.27 (0.17)	-0.07 (0.13)	0.64*** (0.20)
Activité non salariée d'un parent	0.39** (0.17)	-0.14 (0.16)	0.56*** (0.21)	0.46*** (0.11)	0.04 (0.08)	-0.11 (0.13)
Région Nord	0.07 (0.17)	0.09 (0.16)	0.23 (0.20)	-0.15 (0.14)	-0.01 (0.10)	-0.01 (0.17)
Constante	-5.30** (2.16)	-5.29*** (2.06)	2.19 (2.72)	-5.32*** (1.50)	-5.91*** (1.11)	7.54*** (1.79)
Résidu de l'instrumentation	0.80* (0.45)	1.07** (0.43)	-0.60 (0.56)	0.64*** (0.24)	0.32* (0.19)	0.37 (0.29)
ρ_{12}		0.66*** (0.05)			0.56*** (0.06)	
ρ_{13}		-0.14* (0.08)			-0.24*** (0.07)	
ρ_{23}		-0.06 (0.09)			-0.19** (0.08)	
Ln L		-797.87			-1 137.24	
Taille de l'échantillon		588			1 512	

a) Enfants de 10 à 14 ans résidant en zone rurale (ZR) ou en zone urbaine (ZU).

b) Les trois variables dépendantes sont des variables indicatrices prenant la valeur 1 respectivement lorsque l'enfant exerce une activité économique (T), lorsqu'il effectue des tâches domestiques familiales (D) et lorsqu'il est scolarisé. Un enfant n'est considéré comme travailleur (économique et/ou domestique) que lorsque la somme de ses heures hebdomadaires de travail économique et domestique est supérieure à 15 heures (sinon T=D=0). Le revenu du ménage a été instrumenté avec l'éducation moyenne des grands-parents et une variable indicatrice indiquant qu'ils appartenaient à la catégorie socioprofessionnelle la plus basse.

Source : PPV, 1996.

3.5. Résultats des modèles étendus

100. Dans ces modèles, l'effet du revenu par tête du ménage est assez comparable à ce qu'il était dans les modèles parcimonieux. Il est mieux identifié en zone urbaine qu'en zone rurale en Colombie et au Venezuela, et il est plus fort en zone rurale qu'en zone urbaine au Brésil (en comparaison avec l'effet de l'âge, pour les garçons, il est près de deux fois plus élevé en zone rurale qu'en zone urbaine).

101. Le rôle du niveau d'éducation des parents reste assez limité. Il a souvent un effet significatif sur la scolarisation mais rarement sur l'offre de travail enfantin. L'éducation de la mère a plus souvent un effet significatif que celle du père. Le coefficient de la variable indicatrice qui prend la valeur 1 lorsque le niveau de l'éducation de la mère est plus élevé que celui du père est rarement significatif. Cette variable a l'effet négatif attendu sur l'offre de travail enfantin en Colombie, mais au Brésil, seulement pour les garçons en zone rurale. En revanche, elle a un effet positif pour les garçons en zone rurale au Venezuela et en zone urbaine au Brésil.

102. La variable qui indique si les parents sont actifs ou non a souvent un effet significatif et de même sens que celui de la variable *Activité non-salariée*, laquelle reste partout significative sauf en Colombie. Les offres de travail des adultes et des enfants apparaissent donc toujours complémentaires, et non pas substituables contrairement à une hypothèse assez répandue, et cette complémentarité est d'autant plus forte que l'activité des adultes met en jeu du capital humain informel.

103. En ce qui concerne la composition du ménage, il semble y avoir une influence assez limitée sur les décisions d'allocation du temps des enfants. Voici un résumé des quelques tendances qui se dégagent :

- La présence de jeunes enfants (0 à 9 ans) se traduit par une plus grande probabilité d'inactivité des enfants au Brésil (moins de travail et moins d'école) et une plus forte probabilité de seulement travailler en Colombie (plus de travail et moins d'école). Ces deux observations sont compatibles puisque la définition du travail enfantin est plus large en Colombie et inclut les tâches domestiques (la garde des enfants par exemple).
- La présence de frères et de sœurs du même âge réduit la probabilité pour un enfant de travailler et/ou accroît sa probabilité d'être scolarisé. Il existe donc sans doute une certaine substituabilité entre les activités des enfants d'une même fratrie qui appartiennent à la même classe d'âge.
- La présence de femmes de plus de 15 ans (autres que la mère qui est prise en compte par ailleurs), réduit également la probabilité de travailler des enfants, mais, à l'inverse plus les hommes de plus de 15 ans sont nombreux, plus l'offre de travail enfantin est élevée et la scolarisation des filles est faible (elles doivent sans doute alors accomplir les tâches domestiques).

104. Enfin, il faut signaler la forte significativité du taux local de non-scolarisation dans toutes les estimations. Cet effet porte à la fois sur l'offre de travail enfantin et la scolarisation en Colombie et au Venezuela et surtout sur la scolarisation au Brésil (peut être parce que la variable de travail considérée est moins large).

105. Les effets de cette variable et des autres variables liées aux rendements de l'éducation et de l'apprentissage, c'est à dire, l'éducation et l'activité des parents, sont la preuve de l'importance de ces rendements (et donc des politiques éducatives) dans la décision de mise au travail des enfants.

Tableau 20. Travail économique et scolarisation en zone rurale au Brésil^a

Modèle	Filles		Filles (V12)		Garçons		Garçons (V12)	
	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation
Ln (age)	1.92*** (0.21)	-2.98*** (0.31)	1.96*** (0.21)	-2.99*** (0.31)	2.98*** (0.19)	-2.41*** (0.28)	3.17*** (0.20)	-2.42*** (0.29)
Pas enfant chef de ménage	0.19* (0.11)	-0.67*** (0.12)	0.29** (0.12)	-0.71*** (0.14)	0.23** (0.10)	-0.36*** (0.13)	0.60*** (0.12)	-0.38** (0.16)
Ln (revenu/t)	-0.09** (0.04)	0.11** (0.05)	-0.54** (0.23)	0.30 (0.32)	-0.10*** (0.03)	0.03 (0.05)	-1.19*** (0.20)	0.09 (0.30)
Taux de non scolarisation	0.54 (0.36)	-6.42*** (0.45)	0.28 (0.39)	-6.31*** (0.48)	1.00*** (0.34)	-6.65*** (0.44)	0.51 (0.34)	-6.62*** (0.46)
Caractéristiques mère								
Actif	0.80*** (0.06)	-0.02 (0.08)	0.78*** (0.06)	-0.01 (0.08)	0.69*** (0.05)	0.04 (0.07)	0.68*** (0.05)	0.04 (0.07)
Activité non salariée	0.25*** (0.08)	-0.14 (0.11)	0.29*** (0.08)	-0.16 (0.12)	0.10 (0.07)	-0.09 (0.10)	0.28*** (0.08)	-0.10 (0.11)
0<éduc<4	-0.05 (0.07)	0.12 (0.10)	0.01 (0.08)	0.09 (0.10)	-0.08 (0.06)	0.27*** (0.09)	0.12 (0.07)	0.26** (0.10)
4≤éduc≤8	-0.06 (0.13)	0.06 (0.18)	0.09 (0.15)	0.00 (0.21)	-0.14 (0.11)	0.32* (0.17)	0.15 (0.13)	0.30 (0.19)
Éduc≥8	-0.42*** (0.16)	0.45* (0.23)	-0.03 (0.25)	0.28 (0.36)	-0.28** (0.13)	0.44** (0.21)	0.62*** (0.21)	0.39 (0.32)
Éduc mère>éduc père	-0.01 (0.09)	0.05 (0.13)	-0.05 (0.09)	0.06 (0.13)	0.00 (0.08)	-0.04 (0.12)	-0.14* (0.08)	-0.04 (0.12)
Caractéristiques père								
Actif	0.13 (0.13)	-0.32** (0.15)	0.20 (0.13)	-0.35** (0.16)	0.06 (0.11)	-0.04 (0.15)	0.30** (0.12)	-0.05 (0.16)
Activité non salariée	0.44*** (0.06)	0.10 (0.08)	0.43*** (0.06)	0.10 (0.08)	0.63*** (0.05)	0.07 (0.07)	0.55*** (0.05)	0.08 (0.07)
0<éduc<4	0.02 (0.07)	0.11 (0.10)	0.07 (0.08)	0.09 (0.11)	-0.02 (0.06)	0.00 (0.09)	0.07 (0.07)	0.00 (0.09)
4≤éduc≤8	-0.14 (0.13)	0.22 (0.19)	-0.03 (0.14)	0.17 (0.21)	-0.21** (0.12)	-0.04 (0.17)	0.08 (0.13)	-0.05 (0.19)
Educ≥8	-0.42*** (0.16)	0.36 (0.24)	-0.15 (0.22)	0.24 (0.32)	-0.51*** (0.15)	0.26 (0.23)	0.16 (0.19)	0.22 (0.29)

Tableau 20. Travail économique et scolarisation en zone rurale au Brésil^a (cont.)

Modèle	Filles		Filles (V12)		Garçons		Garçons (V12)	
	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation
Structure du ménage								
Chef : femme célibataire	0.27* (0.16)	-0.34* (0.19)	0.37** (0.16)	-0.38** (0.20)	0.10 (0.14)	-0.09 (0.18)	0.35** (0.15)	-0.10 (0.20)
Chef : homme célibataire	0.31 (0.25)	-0.06 (0.29)	0.40 (0.26)	-0.10 (0.30)	0.56*** (0.18)	0.17 (0.27)	0.77*** (0.18)	0.16 (0.27)
Enfants 0-4 ans	0.00 (0.03)	-0.08** (0.04)	-0.07 (0.05)	-0.04 (0.07)	-0.02 (0.03)	-0.07** (0.04)	-0.19*** (0.04)	-0.06 (0.06)
Enfants 5-9 ans	0.08*** (0.03)	-0.08** (0.04)	0.01 (0.04)	-0.05 (0.06)	0.08*** (0.03)	0.00 (0.04)	-0.08** (0.04)	0.01 (0.06)
Filles 10-14 ans	0.06 (0.04)	0.06 (0.06)	0.00 (0.05)	0.09 (0.07)	0.10** (0.04)	0.00 (0.05)	-0.04 (0.04)	0.01 (0.07)
Femmes + 15 ans	0.12*** (0.03)	0.06 (0.04)	0.12*** (0.03)	0.06 (0.04)	0.01 (0.03)	0.04 (0.04)	0.03 (0.03)	0.04 (0.04)
Garçons 10-14 ans	0.06 (0.04)	0.13** (0.06)	0.00 (0.05)	0.16** (0.07)	0.10*** (0.04)	0.11** (0.05)	-0.04 (0.04)	0.12** (0.07)
Hommes + 15 ans	-0.04** (0.03)	-0.10*** (0.03)	-0.03 (0.03)	-0.11*** (0.03)	0.03 (0.02)	-0.04 (0.03)	0.06** (0.02)	-0.04 (0.03)
Constante	-6.32*** (0.57)	9.40*** (0.82)	-4.57*** (1.05)	8.65*** (1.50)	-8.09*** (0.50)	7.72*** (0.75)	-4.22*** (0.85)	7.52*** (1.31)
<i>Résidu de l'instrumentation</i>			0.46** (0.23)	-0.19 (0.33)			1.12*** (0.20)	-0.06 (0.30)
P	-0.17 (0.04)		-0.17 (0.04)		-0.18 (0.04)		-0.18 (0.04)	
Ln L	-2,573.63		-2,571.52		-3,214.43		-3,197.89	
Taille de l'échantillon	3 689		3 689		3 898		3 898	

a) Pour les notes, le champ et la lecture des Tableaux 20 à 23, se reporter aux modèles parcimonieux (tableaux 11 à 16) et à l'annexe 4. Tous les modèles ont été estimés avec les mêmes variables indicatrices pour les régions que dans les modèles des tableaux 11 à 16 mais les coefficients de ces variables n'ont pas été reportés.

Source : PNAD, 1998.

Tableau 21. Travail économique et scolarisation en zone urbaine au Brésil^a

Modèle	Filles		Filles (VI2)		Garçons		Garçons (VI2)	
	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation
Ln (age)	2.86*** (0.16)	-2.04*** (0.19)	2.92*** (0.16)	-2.07*** (0.19)	3.29*** (0.13)	-1.71*** (0.17)	3.37*** (0.13)	-1.70*** (0.17)
Pas enfant chef de ménage	0.19*** (0.07)	-0.54*** (0.07)	0.30*** (0.07)	-0.60*** (0.08)	0.11* (0.06)	-0.18** (0.08)	0.31*** (0.07)	0.13 (0.09)
Ln (revenu/t)	-0.06** (0.02)	0.13*** (0.03)	-0.48*** (0.11)	0.35*** (0.13)	-0.07*** (0.02)	0.15*** (0.03)	-0.67*** (0.09)	0.00 (0.12)
Taux de non scolarisation	1.13*** (0.34)	-5.26*** (0.37)	0.69* (0.36)	-5.02*** (0.39)	1.81*** (0.29)	-4.91*** (0.34)	1.21*** (0.30)	-5.06*** (0.09)
Caractéristiques mère								
Actif	0.41*** (0.04)	0.05 (0.05)	0.47*** (0.04)	0.01 (0.05)	0.29*** (0.03)	-0.03 (0.04)	0.38*** (0.04)	0.00 (0.05)
Activité non salariée	0.33*** (0.04)	-0.05 (0.07)	0.38*** (0.05)	-0.07 (0.07)	0.23*** (0.04)	0.15** (0.07)	0.30*** (0.04)	0.17** (0.07)
0<éduc<4	-0.20*** (0.05)	0.19*** (0.06)	-0.11** (0.06)	0.15** (0.06)	-0.14*** (0.05)	0.25*** (0.06)	-0.02 (0.05)	0.28*** (0.06)
4≤éduc≤8	-0.27*** (0.07)	0.26*** (0.08)	-0.12 (0.08)	0.18** (0.09)	-0.21*** (0.06)	0.29*** (0.08)	0.02 (0.07)	0.35*** (0.09)
Éduc≥8	-0.58*** (0.07)	0.63*** (0.09)	-0.20 (0.12)	0.43*** (0.15)	-0.52*** (0.06)	0.62*** (0.09)	0.03 (0.10)	0.76*** (0.14)
Éduc mère>éduc père	0.06 (0.06)	-0.10 (0.07)	-0.03 (0.06)	-0.05 (0.08)	0.05 (0.05)	-0.18*** (0.07)	-0.07 (0.05)	-0.21*** (0.07)
Caractéristiques père								
Actif	0.07 (0.06)	-0.07 (0.07)	0.22*** (0.07)	-0.15** (0.09)	0.23*** (0.06)	0.05 (0.07)	0.48*** (0.07)	0.11 (0.08)
Activité non salariée	0.15*** (0.04)	0.08 (0.06)	0.20*** (0.04)	0.06 (0.06)	0.32*** (0.03)	0.03 (0.05)	0.38*** (0.04)	0.04 (0.05)
0<éduc<4	0.01 (0.06)	0.04 (0.07)	0.03 (0.06)	0.03 (0.07)	-0.08* (0.05)	0.16*** (0.06)	-0.05 (0.05)	0.17*** (0.06)
4≤éduc≤8	0.00 (0.07)	-0.11 (0.09)	0.04 (0.07)	-0.14 (0.09)	-0.25*** (0.06)	0.26*** (0.09)	-0.18*** (0.06)	0.28*** (0.09)
Éduc≥8	-0.13 (0.08)	-0.03 (0.10)	0.08 (0.10)	-0.14 (0.12)	-0.36*** (0.07)	0.32*** (0.10)	-0.08 (0.08)	0.40*** (0.11)

Tableau 21. Travail économique et scolarisation en zone urbaine au Brésil^a (cont.)

Modèle	Filles		Filles (VI2)		Garçons		Garçons (VI2)	
	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation
Structure du ménage								
Chef : femme célibataire	0.16** (0.08)	-0.32*** (0.09)	0.25*** (0.09)	-0.36*** (0.10)	0.18** (0.07)	-0.16* (0.09)	0.34*** (0.08)	-0.13 (0.09)
Chef : homme célibataire	-0.02 (0.14)	-0.16 (0.14)	0.16 (0.15)	-0.26* (0.15)	0.24** (0.10)	-0.15 (0.12)	0.51*** (0.11)	-0.08 (0.13)
Enfants 0-4 ans	0.04 (0.03)	-0.24*** (0.03)	-0.04 (0.03)	-0.20*** (0.04)	0.08*** (0.02)	-0.15*** (0.03)	-0.03 (0.03)	-0.18*** (0.03)
Enfants 5-9 ans	0.02 (0.02)	-0.01 (0.03)	-0.05** (0.03)	0.03 (0.04)	0.06*** (0.02)	-0.06** (0.02)	-0.06** (0.03)	-0.08** (0.03)
Filles 10-14 ans	0.10*** (0.03)	0.01 (0.04)	0.04 (0.03)	0.04 (0.04)	0.01 (0.03)	0.00 (0.04)	-0.10*** (0.03)	-0.03 (0.04)
Femmes + 15 ans	-0.02 (0.02)	0.05* (0.02)	-0.01 (0.02)	0.04 (0.03)	-0.05** (0.02)	0.04* (0.02)	-0.04** (0.02)	0.05* (0.02)
Garçons 10-14 ans	-0.01 (0.03)	0.04 (0.04)	-0.08** (0.04)	0.08* (0.04)	0.03 (0.03)	0.02 (0.03)	-0.08*** (0.03)	-0.01 (0.04)
Hommes + 15 ans	0.00 (0.02)	-0.08*** (0.02)	0.00 (0.02)	-0.08*** (0.02)	-0.01 (0.02)	-0.03 (0.02)	0.00 (0.02)	-0.02 (0.02)
Constante	-8.56*** (0.42)	6.63*** (0.51)	-7.00*** (0.58)	5.79*** (0.71)	-9.19*** (0.35)	5.18*** (0.45)	-6.89*** (0.48)	5.78*** (0.64)
Résidu de l'instrumentation			0.43*** (0.11)	-0.23** (0.13)			0.63*** (0.09)	0.16 (0.12)
ρ	-0.23 (0.03)		-0.23 (0.03)		-0.16 (0.03)		-0.16 (0.03)	
Ln L	-5,230.94		-5,222.54		-7,165.58		-7,138.83	
Taille de l'échantillon	14 302		14 302		14 427		14 427	

a) Voir tableau 20.

Source : PNAD, 1998.

Tableau 22. Travail total et scolarisation en Colombie^a

Modèle	Zone Rurale		Zone Rurale (M2)		Zone Urbaine		Zone Urbaine (M2)	
	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation
Ln (age)	3.77*** (0.23)	-2.86*** (0.23)	3.79*** (0.23)	-2.89*** (0.15)	3.51*** (0.42)	-2.81*** (0.44)	3.79*** (0.43)	-3.05*** (0.45)
Fille	0.01 (0.14)	0.13 (0.14)	0.01 (0.14)	0.12 (0.14)	-0.06 (0.13)	-0.09 (0.14)	-0.08 (0.14)	-0.08 (0.14)
Pas enfant chef de ménage	-0.01 (0.07)	-0.09 (0.07)	0.00 (0.07)	-0.10 (0.07)	0.02 (0.07)	0.00 (0.07)	0.21*** (0.08)	-0.18** (0.08)
Ln (revenu/t)	0.06** (0.03)	-0.10*** (0.03)	-0.21 (0.14)	0.26* (0.15)	-0.06 (0.04)	0.06 (0.04)	-0.83*** (0.10)	0.77*** (0.11)
Taux de non scolarisation	1.99*** (0.18)	-3.11*** (0.19)	1.93*** (0.18)	-3.03*** (0.20)	2.56*** (0.18)	-4.48*** (0.20)	2.34*** (0.18)	-4.32*** (0.20)
Activité non salariée d'un parent	0.31*** (0.08)	0.01 (0.08)	0.09 (0.13)	0.30** (0.14)	0.08 (0.08)	-0.07 (0.08)	-0.09 (0.08)	0.08 (0.09)
Activité non salariée * fille	-0.19* (0.10)	0.00 (0.11)	-0.19* (0.11)	0.00 (0.11)	-0.14 (0.10)	0.19* (0.11)	-0.11 (0.11)	0.16 (0.11)
Caractéristiques mère								
Active	0.17*** (0.06)	0.01 (0.06)	0.26*** (0.07)	-0.10 (0.08)	0.22*** (0.06)	-0.04 (0.07)	0.47*** (0.07)	-0.27*** (0.07)
Education mère	-0.07 (0.05)	0.21 (0.05)	-0.03 (0.05)	0.15*** (0.05)	-0.33*** (0.04)	0.26*** (0.04)	-0.16*** (0.05)	0.10** (0.05)
Educ mère>éduc père	-0.12 (0.09)	0.12*** (0.09)	-0.15* (0.09)	0.15 (0.09)	0.04 (0.09)	0.01 (0.10)	-0.01 (0.09)	0.07 (0.10)
Caractéristiques père								
Actif	0.27* (0.14)	-0.24* (0.14)	0.45*** (0.17)	-0.49*** (0.17)	0.13 (0.09)	-0.15 (0.10)	0.41*** (0.10)	-0.40*** (0.11)
Education père	-0.10** (0.05)	0.19*** (0.05)	-0.10* (0.05)	0.18*** (0.05)	-0.17*** (0.05)	0.22*** (0.05)	0.00 (0.06)	0.07 (0.06)

Tableau 22. Travail total et scolarisation en Colombie^a(cont.)

Modèle	Zone Rurale		Zone Rurale (M2)		Zone Urbaine		Zone Urbaine (M2)	
	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation
Structure du ménage								
Chef : femme célibataire	0.06 (0.16)	0.27* (0.16)	0.14 (0.17)	0.16 (0.17)	0.03 (0.14)	-0.14 (0.14)	0.35** (0.14)	-0.41*** (0.15)
Chef : homme célibataire	0.11 (0.11)	-0.11 (0.11)	0.12 (0.11)	-0.12 (0.11)	-0.36** (0.15)	0.12 (0.15)	-0.05 (0.16)	-0.18 (0.16)
Enfants 0-4 ans	0.09** (0.04)	-0.06 (0.04)	0.07* (0.04)	-0.02 (0.04)	0.20*** (0.05)	-0.17*** (0.05)	0.13** (0.05)	-0.10* (0.05)
Enfants 0-4 ans * fille	-0.03 (0.06)	0.03 (0.06)	0.00 (0.06)	0.00 (0.06)	0.06 (0.07)	-0.13* (0.07)	0.01 (0.07)	-0.09 (0.07)
Enfants 5-9 ans	0.08** (0.04)	-0.02 (0.04)	0.06* (0.04)	0.00 (0.04)	0.08* (0.04)	-0.07 (0.05)	-0.04 (0.05)	0.04 (0.05)
Enfants 5-9 ans * fille	-0.04 (0.05)	0.01 (0.05)	-0.05 (0.05)	0.02 (0.05)	-0.05 (0.06)	-0.01 (0.07)	-0.03 (0.07)	-0.02 (0.07)
Filles 10-14 ans	0.03 (0.04)	-0.04 (0.04)	0.03 (0.04)	-0.04 (0.04)	0.04 (0.05)	0.01 (0.05)	-0.05 (0.05)	0.09* (0.05)
Femmes + 15 ans	-0.03 (0.04)	-0.02 (0.04)	0.01 (0.05)	-0.07 (0.05)	-0.17*** (0.04)	0.07* (0.04)	-0.16*** (0.04)	0.07 (0.06)
Femmes + 15 ans * fille	-0.09 (0.06)	0.02 (0.06)	-0.10* (0.06)	0.04 (0.06)	0.03 (0.06)	0.08 (0.06)	0.04 (0.06)	0.07 (0.06)
Garçons 10-14 ans	0.06 (0.04)	-0.05 (0.04)	0.06 (0.04)	-0.04 (0.04)	0.10** (0.04)	-0.02 (0.05)	-0.03 (0.05)	0.11** (0.05)
Hommes + 15 ans	0.04 (0.03)	-0.03 (0.03)	0.11** (0.05)	-0.11** (0.05)	0.03 (0.04)	-0.04 (0.04)	0.06* (0.04)	-0.07* (0.04)
Hommes + 15 ans * fille	-0.06 (0.05)	0.03 (0.05)	-0.06 (0.05)	0.03 (0.05)	-0.04 (0.05)	0.01 (0.05)	-0.04 (0.05)	0.01 (0.05)
Constante	-1.71*** (0.66)	9.74*** (0.67)	-8.78*** (1.65)	5.82*** (1.71)	-9.64*** (1.16)	8.06*** (1.22)	-2.15 (1.50)	1.18 (1.57)
Résidu de l'instrumentation			0.28* (0.14)	-0.37** (0.15)			0.90*** (0.11)	-0.82*** (0.11)
ρ	-0.86 (0.01)		-0.86 (0.01)		-0.88 (0.01)		-0.88 (0.01)	
Ln L	-2 568.48		-2 565.77		-2 186.61		-2 142.48	
Taille de l'échantillon	3 365		3 365		6 243		6 243	

a) Voir tableau 20.

Source : ENH, 1998.

Tableau 23. Travail total et scolarisation au Venezuela^a

Modèle	Zone Rurale		Zone Rurale (VI2)		Zone Urbaine		Zone Urbaine (VI2)	
	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation
Ln (age)	4.25*** (0.47)	-4.99*** (0.55)	4.26*** (0.47)	-5.00*** (0.55)	3.22*** (0.28)	-3.05*** (0.34)	3.27*** (0.29)	-3.08*** (0.34)
Fille	-0.25 (0.27)	0.11 (0.31)	-0.30 (0.28)	0.17 (0.31)	-0.01 (0.16)	0.34* (0.19)	-0.02 (0.16)	0.37* (0.19)
Pas enfant chef de ménage	0.42 (0.32)	-0.21 (0.33)	0.74** (0.37)	-0.55 (0.40)	0.25 (0.18)	-0.02 (0.21)	0.84*** (0.22)	-0.53** (0.26)
Ln (revenu/t)	0.17** (0.08)	0.07 (0.08)	-0.16 (0.21)	0.43* (0.24)	0.05 (0.04)	0.09* (0.05)	-0.45*** (0.12)	0.51*** (0.15)
Taux de non scolarisation	2.48*** (0.26)	-4.92*** (0.34)	2.50*** (0.26)	-4.94*** (0.34)	1.99*** (0.14)	-5.57*** (0.21)	1.96*** (0.14)	-5.57*** (0.21)
Activité non salariée d'un parent	0.33** (0.14)	-0.38** (0.17)	0.34** (0.15)	-0.39** (0.17)	0.34*** (0.09)	-0.36*** (0.10)	0.33*** (0.09)	-0.36*** (0.10)
Activité non salariée * fille	-0.35* (0.21)	0.64*** (0.24)	-0.32 (0.21)	0.60** (0.24)	-0.11 (0.12)	0.34** (0.15)	-0.11 (0.12)	0.34** (0.15)
Caractéristiques mère								
Active	0.07 (0.13)	-0.11 (0.15)	0.15 (0.14)	-0.20 (0.16)	0.31*** (0.07)	-0.02 (0.09)	0.48*** (0.08)	-0.16 (0.10)
Éducation mère	-0.18** (0.09)	0.33*** (0.10)	-0.16* (0.09)	0.31*** (0.10)	-0.20*** (0.05)	0.15** (0.06)	-0.08 (0.06)	0.05 (0.07)
Éduc mère>éduc père	0.36** (0.18)	-0.60*** (0.21)	0.37** (0.18)	-0.61*** (0.24)	0.06 (0.10)	-0.12 (0.13)	0.00 (0.10)	-0.07 (0.13)
Caractéristiques père								
Actif	0.17 (0.29)	0.00 (0.30)	0.42 (0.32)	-0.27 (0.34)	0.08 (0.12)	0.08 (0.14)	0.42*** (0.14)	-0.20 (0.17)
Éducation père	-0.15* (0.09)	-0.01 (0.10)	-0.12 (0.09)	-0.05 (0.10)	-0.05 (0.06)	0.09 (0.07)	-0.01 (0.06)	0.05 (0.07)

Tableau 23. Travail total et scolarisation au Venezuela^a(cont.)

Modèle	Zone Rurale		Zone Rurale (VI2)		Zone Urbaine		Zone Urbaine (VI2)	
	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation	Travail Total	Scolarisation
Structure du ménage								
Chef : femme célibataire	0.14 (0.34)	-0.34 (0.36)	0.34 (0.36)	-0.54 (0.38)	0.11 (0.18)	-0.02 (0.21)	0.33* (0.18)	-0.21 (0.21)
Chef : homme célibataire	0.24 (0.30)	-0.53* (0.32)	0.34 (0.30)	-0.64** (0.33)	0.42 (0.17)	-0.35* (0.21)	0.73*** (0.18)	-0.61*** (0.22)
Enfants 0-4 ans	0.13* (0.07)	-0.17** (0.08)	0.10 (0.07)	-0.13 (0.08)	0.14*** (0.05)	-0.06 (0.05)	0.08* (0.05)	-0.02 (0.05)
Enfants 0-4 ans * fille	0.01 (0.11)	0.07 (0.12)	0.00 (0.11)	0.08 (0.12)	-0.04 (0.07)	-0.03 (0.08)	-0.04 (0.07)	-0.03 (0.08)
Enfants 5-9 ans	0.10 (0.07)	-0.04 (0.08)	0.05 (0.07)	0.01 (0.08)	0.08* (0.04)	0.00 (0.05)	0.01 (0.05)	0.05 (0.05)
Enfants 5-9 ans * fille	-0.15 (0.11)	0.25** (0.12)	-0.13 (0.11)	0.23* (0.12)	-0.05 (0.06)	-0.01 (0.07)	-0.05 (0.07)	-0.02 (0.07)
Filles 10-14 ans	-0.09 (0.08)	-0.03 (0.09)	-0.11 (0.09)	-0.01 (0.10)	0.03 (0.05)	-0.09* (0.05)	-0.01 (0.05)	-0.06 (0.05)
Femmes + 15 ans	-0.20 (0.08)***	0.09 (0.09)	-0.20*** (0.08)	0.09 (0.09)	-0.11** (0.04)	0.03 (0.05)	-0.08* (0.04)	0.01 (0.05)
Femmes + 15 ans * fille	0.08 (0.12)	-0.11 (0.12)	0.09 (0.06)	-0.13 (0.13)	0.09 (0.06)	-0.03 (0.07)	0.09 (0.06)	-0.03 (0.07)
Garçons 10-14 ans	0.06 (0.08)	-0.04 (0.09)	0.03 (0.08)	-0.01 (0.10)	-0.05 (0.05)	0.07 (0.06)	-0.10* (0.06)	0.10 (0.07)
Hommes + 15 ans	0.04 (0.05)	-0.04 (0.06)	0.09 (0.06)	-0.09 (0.07)	0.04 (0.04)	-0.04 (0.04)	0.08** (0.04)	-0.07 (0.04)
Hommes + 15 ans * fille	-0.05 (0.08)	-0.07 (0.09)	-0.05 (0.08)	-0.08 (0.09)	-0.11** (0.06)	-0.01 (0.07)	-0.11* (0.06)	-0.02 (0.07)
Constante	-14.24*** (1.47)	13.94*** (1.64)	-11.11 (2.32)	10.50*** (2.74)	-10.98*** (0.85)	8.82*** (1.00)	-6.26*** (1.34)	4.90*** (1.63)
Résidu de l'instrumentation			0.38* (0.22)	-0.41*** (0.26)			0.57*** (0.13)	-0.47*** (0.15)
ρ	-0.86 (0.03)		-0.86 (0.03)		-0.69 (0.04)		-0.68 (0.04)	
Ln L	-601.27		-599.37		-1 665.39		-1 653.15	
Taille de l'échantillon	1 398		1 398		7 754		7 754	

a) Voir tableau 20.

Source : EHM, 1998.

IV. TRAVAIL DES ENFANTS ET POLITIQUES PUBLIQUES EN AMÉRIQUE LATINE

106. L'analyse économique du travail des enfants met en évidence la nécessité d'adopter des mesures multiples et complémentaires pour réduire divers dysfonctionnements au regard de l'efficacité et de la répartition, et permettre aux enfants d'accéder au « *Droit à l'enfance* ». C'est pourquoi une politique publique qui a un effet sur l'incidence du travail infantin n'est pas nécessairement une politique dont l'objectif principal est de lutter contre ce phénomène. Plus généralement, les politiques qui visent à accroître le développement humain ont des retombées positives sur la situation des enfants.

107. Les interventions publiques peuvent être classées en fonction de leur nature coercitive ou incitative. La première catégorie correspond aux interventions législatives (scolarisation obligatoire, interdiction du travail des enfants) tandis que les interventions économiques ont plus généralement un caractère incitatif. Les lois fixant l'âge minimum d'accès à l'emploi, l'âge de la scolarisation obligatoire, celles qui interdisent l'emploi des enfants dans certaines professions ou activités, celles qui réglementent le travail des enfants lorsqu'il est autorisé, sont utiles et nécessaires parce qu'elles permettent d'établir des normes auxquelles la société doit aspirer et d'en fixer un cadre d'évolution. Cependant, de telles lois ne peuvent à elles seules avoir un effet significatif favorable sur le bien-être des enfants.⁴¹

108. En outre, les interventions destinées à réduire le travail des enfants peuvent chercher à agir soit sur l'offre de travail des enfants (les ménages), soit sur la demande (les employeurs). Ce dernier cas est assez rare, hormis les lois qui interdisent l'emploi des enfants. Pourtant, de telles mesures, incitatives, sont envisageables. Le meilleur exemple nous semble être la mise à disposition de technologies plus efficaces et nécessitant l'emploi de travailleurs plus qualifiés. Une telle mesure peut se traduire à la fois par une diminution de la demande de travail infantin car les enfants ne sont plus assez productifs et par une diminution de l'offre car la rémunération des parents et le rendement espéré de l'éducation augmentent. Nous n'avons pas connaissance de mesures de ce type en Amérique Latine.⁴²

109. Dans cette section, l'accent est donc mis sur les interventions incitatives tournées vers la demande, c'est-à-dire les interventions qui se traduisent par une modification volontaire du comportement des parents.

4.1. Les programmes ciblés sur le travail des enfants

Aider les enfants travailleurs

110. Il existe de nombreux programmes menés par des autorités locales et des ONG, soutenues par le programme de l'Organisation Internationale du Travail pour l'Eradication du travail infantin (IPEC). Ces

-
41. D'une part, ces lois sont en pratique très difficilement applicables dans les pays à faibles revenus car les États y sont généralement assez faibles et les administrations peu efficaces. D'autre part, il n'est souvent pas souhaitable que les lois soient strictement appliquées parce qu'elles peuvent être à l'origine d'effets pervers. La législation du travail peut, par exemple, acculer les enfants à travailler clandestinement dans les secteurs les moins visibles et les plus dangereux.
42. Voir, à titre d'exemple, les travaux de Foster et Rosenzweig (*i.e.* 1996) sur les effets de la Révolution Verte en Inde. Ils montrent que l'introduction de nouvelles semences à hauts rendements a eu certains des effets favorables que nous venons d'indiquer.

programmes d'aide aux enfants travailleurs tentent de leur apporter une protection et des opportunités de développement personnel, que ni leur famille, ni l'État ne semblent en mesure de leur offrir. Beaucoup de ces programmes sont tournés vers les enfants des rues des grandes cités urbaines. Concrètement, les enfants peuvent être accueillis dans des foyers, on leur dispense souvent des soins de santé ou on leur offre la possibilité de recevoir une formation professionnelle.

111. Les micro-programmes de ce type sont assez nombreux. Le programme d'éducateurs de rue mis en œuvre au Pérou avec le soutien de l'UNICEF en est un bon exemple. Ces éducateurs cherchent à nouer des liens de confiance avec les enfants des rues, les aident à résoudre les difficultés auxquelles ils sont confrontés et les incitent à fréquenter une école. Souvent, lorsqu'ils ont identifié la famille d'un enfant, ils la font prendre en charge par une ONG qui les aide à créer une micro-entreprise. En effet, pour être réellement efficaces, les actions ciblées sur le travail des enfants doivent resituer celui-ci dans le contexte familial et proposer des alternatives aux familles.

Proposer une alternative aux familles

112. Proposer une alternative aux familles consiste en général à leur permettre de trouver de nouvelles sources de revenu. L'octroi d'un crédit à un ménage qui n'y a pas accès peut parfois à lui seul le permettre. Souvent cependant ces programmes de micro-crédit sont dirigés vers un type d'activité particulière.

113. Un programme péruvien (financé par l'IPEC) cible les familles des enfants travailleurs dans les carrières de Carabaylo. Ce programme aide les mères des enfants travailleurs à créer une micro-entreprise de fabrication de sacs plastiques si elles s'engagent à ne plus envoyer leurs enfants travailler dans les carrières.

114. Le programme brésilien Chèvres-pour-l'école est un programme de micro-crédit assez original. Ce programme est destiné à réduire le nombre d'enfants travaillant dans l'industrie du sisal⁴³ dans l'État de Bahia, consiste à donner des chèvres (et une formation pour apprendre à s'en occuper) aux familles qui s'engagent à envoyer leurs enfants à l'école et à rendre autant de chèvres qu'elles en ont reçues lorsque celles-ci se reproduisent. Il s'agit d'un programme auto-entretenu puisque les chèvres rendues sont données à d'autres familles. Initialement 60 chèvres ont été données à 30 familles. Depuis le nombre de familles participantes ne cesse de croître. Un programme de ce type permet à la famille de modifier son organisation au bénéfice des enfants. En effet, ceux-ci continuent à contribuer au revenu de la famille en s'occupant des chèvres, mais cette activité est sans danger et ne les empêchent pas d'être scolarisés.

4.2. Les programmes d'allocation scolaire conditionnels

115. Au cours de la seconde moitié des années 90, de vastes programmes d'assistance sociale aux ménages les plus pauvres ayant des enfants en âge d'être scolarisés ont été mis en place. La structure de ces programmes diffère quelque peu d'un pays à l'autre, mais ils ont tous en commun le versement aux ménages d'allocations conditionnellement à la fréquentation scolaire de l'enfant.

116. Les deux programmes qui ont initié ce mouvement sont *Bolsa Escola* au Brésil (en 1995) et *Progresá* au Mexique (en 1996). Ce sont aussi les seuls dont il est actuellement possible de commencer à évaluer l'impact. Des programmes similaires ont été ou sont actuellement mis en œuvre dans plusieurs pays d'Amérique Latine : le *Programa de Asignación Familiar* (PRAF-BID II) au Honduras, le programme *Beca Escolar* en Equateur, et le programme *Red de Protección Social*, au Nicaragua.

43. Agave du Mexique dont les feuilles fibreuses servent à faire une matière textile.

Le ciblage

117. Comme Progresa est un programme fédéral, la première étape du ciblage a été l'identification des localités les plus pauvres sur l'ensemble du territoire national.⁴⁴

118. Le programme Bolsa Escola trouve en revanche son origine dans des initiatives locales. La municipalité de Campinas (État de Sao Paulo) l'a lancé en 1995. Il a été ensuite adopté par le District Federal de Brasilia puis par un nombre croissant de municipalités urbaines. L'inconvénient de cette décentralisation est le mauvais ciblage au niveau national.⁴⁵ Les municipalités dans lesquelles réside une forte proportion de ménages défavorisés sont aussi celles qui disposent des ressources les plus faibles pour mettre en place ces programmes relativement coûteux.⁴⁶ Ce problème devrait, au moins partiellement, disparaître grâce à l'intégration de deux programmes fédéraux qui avaient été lancés parallèlement au programme Bolsa Escola (le Programme pour l'Éradication du Travail Enfantin – PETI, et le Fond de Garantie de Revenu Minimum – FGRM). au sein d'un seul programme fédéral, le programme *Alvorada*. Celui-ci doit mettre en œuvre des programmes de type Bolsa Escola dans les localités les plus pauvres du pays.

119. Le programme PETI a touché 400 000 bénéficiaires, répartis dans 977 municipalités en 2000, et devait en toucher le double en 2002. Il se distingue de Bolsa Escola en ce qu'il cible les zones rurales où sont pratiquées les pires formes de travail enfantin. Il s'agit donc plutôt d'un programme curatif alors que le programme Bolsa Escola peut être considéré comme un programme préventif.

Le fonctionnement

120. Les mères des ménages qui bénéficient de Progresa reçoivent des allocations pour chaque enfant scolarisé dans l'une des quatre dernières années de l'enseignement primaire (qui en compte six) ou dans l'une des trois premières années du cycle d'enseignement secondaire à la condition que celui-ci soit présent à au moins 85% des jours de classe. Les allocations sont croissantes avec le niveau d'études et, dans le secondaire, sont plus élevées pour les filles que pour les garçons, afin de réduire l'écart de scolarisation entre les deux sexes. Schultz (2001) indique que le montant de ces allocations ne compense pas complètement le coût d'opportunité de l'éducation, mais 50% à 75% de celui-ci (mettre un exemple). Outre sa composante éducative, Progresa comporte des dispositions liées à la santé et à la nutrition. Les mères doivent effectuer des visites médicales régulières avec leurs enfants et des compléments d'alimentation sont distribués aux familles en situation d'extrême pauvreté.

121. Le fonctionnement du programme Bolsa Escola est assez similaire à celui de Progresa. Il s'en distingue seulement par le montant forfaitaire des allocations versées et par l'absence de dispositions autres que celles relatives à la scolarité des enfants. Les ménages sélectionnés pour participer au programme reçoivent tous la même allocation, quelque soit leur nombre d'enfants et l'âge de ceux-ci. Le pouvoir incitatif du programme est donc assez nettement réduit pour les familles nombreuses. Il paraît plus logique

44. Plus précisément, l'objectif politique affiché était d'aider les localités les moins bien armées pour bénéficier de l'accord de libre-échange nord-américain (NAFTA) et résister à la diminution du soutien aux prix agricoles.

45. Au niveau local, comme pour Progresa, le ciblage est effectué grâce à un système de score agrégeant plusieurs indicateurs des conditions de vie de la famille (nombre d'enfants, niveau d'études des parents, la situation des parents sur le marché du travail, et le revenu par tête).

46. Selon des calculs effectués dans un rapport de la Banque Mondiale (2001), le versement d'une allocation correspondant à un salaire minimum aux familles sélectionnées représenterait 0.23% des recettes fiscales de Brasilia et 0.9% de celles de Sao Paulo, mais plus de 10% de celles de Belem et près de 20% de celles du Salvador.

de lier le montant de l'allocation au coût d'opportunité de l'éducation. Le seul effet non désiré qui pourrait en résulter serait une hausse de la fécondité. Il ne peut cependant s'agir là que d'un effet à moyen ou long terme qui reste peu probable.⁴⁷

Les effets

122. L'allocation scolaire a à la fois pour effet de réduire le coût de l'éducation et d'accroître le revenu disponible du ménage. Ces deux effets se traduisent normalement par l'accroissement de la demande d'éducation des ménages. En revanche, l'effet sur l'offre de travail enfantin est ambigu. Si travail et éducation sont substituables, alors la hausse de la scolarisation peut se faire au détriment du temps de loisir et non du travail. Une condition suffisante pour que l'instauration d'une allocation scolaire se traduise par la diminution du travail enfantin est qu'éducation et loisir soient complémentaires dans la fonction d'utilité du ménage (voir Ravallion et Wodon (2000) pour une démonstration formelle).

123. Les différentes estimations de Schultz (2001) de l'impact de Progresa sur le taux de scolarisation l'amènent à conclure à une hausse de 3.2% à 3.7% pour les filles et de 2.5% à 2.8% pour les garçons.⁴⁸ Cette hausse provient pour l'essentiel de la réduction du nombre d'abandons scolaires à la fin du primaire. L'élasticité de la demande d'éducation apparaît néanmoins très faible : le coût de la scolarisation a été réduit de plus de la moitié mais la demande n'a augmenté que de 10% (soit une élasticité de -0.2). Sans doute, un tel programme a-t-il des effets plus importants à moyen terme lorsque les anticipations des parents quant à sa poursuite sont fixées et lorsque les effets d'hystérésis se sont atténués. Son efficacité préventive (éviter que les enfants n'abandonnent l'école) est sans doute supérieure à son efficacité curative (faire retourner les enfants à l'école). Le rendement de l'éducation est en effet très faible pour des enfants qui ont abandonné l'école depuis une ou plusieurs années. En ce qui concerne le travail des enfants, Schultz met en évidence des baisses significatives de la participation et du nombre d'heures travaillées.

124. L'extension de Bolsa Escola est trop récente pour pouvoir déjà disposer d'évaluations à grande échelle de son impact. Le rapport de la Banque Mondiale (2001a) ne se réfère qu'à une seule évaluation, celle du programme mené dans le District Fédéral de Brasilia depuis 1996. Elle fait apparaître un effet très net sur la scolarisation mais aucun effet significatif sur le travail des enfants. Il faut toutefois préciser que ce programme n'est guère représentatif : le montant des allocations est élevé (un salaire minimum par ménage), la quantité de l'offre scolaire est nettement supérieure à la moyenne, le niveau de travail enfantin était initialement très bas.

125. Pour conclure sur ces programmes d'allocation scolaire, il faut signaler que, bien que tournés vers la demande d'éducation, ils doivent aussi considérer le côté de l'offre pour être pleinement efficaces. C'est le cas du programme PETI puisque le gouvernement central verse pour chaque enfant, aux gouvernements locaux une somme presque équivalente à l'allocation scolaire afin de financer des activités extra-scolaires. Une aide financière est également fournie aux écoles et aux centres de soins, dans le cadre de Progresa.

47. On peut au contraire penser que l'arbitrage des ménages entre la qualité et la quantité des enfants se fera en faveur de la première. En effet, si la qualité et la quantité sont substituables dans la fonction d'utilité des parents, l'effet revenu de l'allocation scolaire sur la fécondité est certes positif, mais son effet prix est lui négatif. Schultz (2001) ne relève aucune variation significative du taux de natalité sur les six mois qui séparent les deux dernières vagues de Progresa.

48. Parmi les 495 municipalités initialement identifiées pour participer au programme, 314 (soit 2/3) ont été sélectionnées pour participer au programme les deux premières années. Les 181 municipalités restantes ont servi de groupe de contrôle puis bénéficié du programme la troisième année. Aussi, P. Schultz a-t-il utilisé des estimateurs en double différence pour évaluer l'impact du programme.

4.3. Les politiques éducatives

126. Un rapport de la Banque Mondiale (2001a) précise à juste titre que « le programme Bolsa Escola ne devrait pas être considéré par les gouvernements locaux comme un substitut aux investissements dans l'éducation ». L'insuffisante scolarisation des enfants en Amérique Latine est en effet à la fois la conséquence de contraintes pesant sur la demande (pauvreté) et sur l'offre (la mauvaise qualité de l'éducation).

127. Le programme Bolsa Escola ne prend pas en compte cette dernière dimension mais le Brésil a par ailleurs accompli des efforts importants pour accroître la scolarisation primaire des enfants depuis la Conférence Mondiale sur l'Éducation pour tous de Jomtien en Thaïlande.⁴⁹ La présentation de ces efforts permet de mettre en évidence les principaux défis d'une politique éducative volontariste (a). Cette analyse est ensuite étendue à d'autres initiatives de la région ALC (b).

Le cas du Brésil

Des mesures tournées vers la demande d'éducation

128. Au moins dans un premier temps, il semble que le gouvernement brésilien a privilégié des mesures destinées à avoir un effet direct sur la quantité d'enfants scolarisés plutôt qu'un effet indirect via une amélioration de la qualité de l'offre scolaire. Cette volonté s'est traduite par des campagnes nationales mobilisant l'appareil étatique, les media, les ONG, pour sensibiliser la population aux questions liées à l'éducation et mieux faire appliquer la loi sur la scolarisation obligatoire (7-14 ans) (*Acorda Brazil Esta na Hora da Escola*, en 1995, et *Toda Criança na Escola*⁵⁰, en 1997) par la mise en œuvre de programmes incitatifs.

129. Parmi ces derniers, outre les programmes Bolsa Escola déjà présentés, il faut signaler l'existence d'un vaste programme de distribution de repas gratuits à l'école (*Merenda Escolar*), appliqué dans 3 299 municipalités en 1997.⁵¹

Des mesures tournées vers l'offre scolaire

130. Étant donné la mauvaise qualité de l'éducation dans les zones rurales et dans les zones urbaines défavorisées, des mesures ont été prises vers la fin des années 90 pour essayer de l'améliorer.

131. Ces réformes ont été initiées par le vote d'un amendement constitutionnel n°14 en 1996. Celui-ci a établi le Fond National pour le Développement de l'Éducation Primaire et la Valorisation de la Profession d'Enseignant (FUNDEF) qui a permis de réorganiser l'ensemble du financement de l'enseignement primaire et d'allouer des ressources plus importantes à l'éducation.⁵² Ce fond est devenu effectif au début janvier 1998 et a permis une revalorisation moyenne de 13% des salaires des enseignants

49. Le Brésil appartient au groupe E-9 qui réunit, sous l'égide de l'UNESCO, les PFR les plus peuplés de la planète (Bangladesh, Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Mexique, Nigeria, Pakistan) dans le but de développer et comparer des politiques destinées à rendre l'éducation primaire universelle.

50. Soit respectivement : « Réveille toi Brésil, il est l'heure d'aller à l'école ».et « Tous les enfants à l'école ».

51. Une programme similaire existe également au Mexique. Le système National pour le Développement Intégral de la Famille (DIF) y a distribué quotidiennement environ 4 millions de petit-déjeuners, à des élèves du primaire et du secondaire.

52. Parallèlement, une loi cadre a formalisé les objectifs du programme Education pour tous et a redéfini les responsabilités des différents niveaux administratifs (Union, états et municipalités).

(plus de 50% pour ceux des écoles primaires municipales du Nord-Est). L'un des objectifs de cette mesure est d'augmenter le niveau de qualification des enseignants recrutés.

132. En outre, le programme *Proformação* est destiné à palier l'absence de formation pédagogique de nombreux enseignants des régions Nord, Nord-Est et Centre-Ouest. Il a touché 1 500 d'entre eux en 1999 et devrait en toucher 95 000 en 2002. Des programmes visant à améliorer l'accès au savoir ont également été lancés. Le plus important d'entre eux a concerné la conception et la distribution de livres de classe (programme *Livro Didactico*). En 1998, les élèves en ont ainsi reçu près de 110 millions. Citons aussi le programme TV Escola et le programme *ProInfo* respectivement destinés à améliorer le contenu pédagogique des cours du primaire et l'accès aux nouvelles technologies de l'information.

133. Malgré ces efforts, la qualité de l'éducation au Brésil demeure très disparate et en moyenne très médiocre. La hausse de la scolarisation semble souvent s'être effectuée au détriment de la qualité. Le nombre moyen d'élèves par enseignants est ainsi passé de 22.5 en 1991 (niveau le plus bas depuis 1975) à 24.9 en 1998. Le salaire des enseignants reste peu attractif. L'égalité des opportunités pour tous les enfants brésiliens reste un objectif très éloigné.

D'autres initiatives

Les frais de scolarisation

134. D'un côté, les frais de scolarisation ont un effet négatif sur la demande d'éducation puisqu'ils en renchérissent le coût. A qualité de l'éducation donnée, ces frais fonctionnent exactement à l'inverse d'une allocation scolaire. D'un autre côté, il est possible d'arguer que ces frais peuvent permettre de financer l'amélioration de la qualité de l'éducation (laquelle aura un effet positif sur la demande d'éducation). Il ne fait cependant guère de doutes que l'effet final sur les ménages les plus pauvres est négatif. Ils ne devraient donc être instaurés que si par ailleurs un programme d'allocation scolaire ciblé sur ces ménages pauvres fait plus que les compenser. Si cette stratégie de financement peut sembler difficile à mettre en œuvre dans le seul cadre de l'enseignement primaire⁵³, elle est en revanche plus envisageable si l'on considère le système éducatif dans sa totalité (par exemple en redistribuant des ressources de l'enseignement supérieur, le plus subventionné relativement à son rendement social selon, vers l'enseignement primaire).

135. Le cas du Venezuela peut être cité à titre d'exemple. Depuis 1998, la gratuité de l'éducation a été généralisée. Cette mesure aurait permis l'incorporation dans le système scolaire de six cent mille élèves supplémentaires selon le Rapport Annuel sur la Situation du Développement humain au Venezuela 2000/2001.

Les horaires de classe

136. Le rôle des horaires de classe est a priori ambigu. D'un côté, plus ces horaires sont légers (ce qui est généralement le cas en Amérique Latine), plus la probabilité que les enfants scolarisés travaillent est élevée. D'un autre côté, plus les horaires de classe sont lourds et rigides, plus la probabilité que les enfants travailleurs soient scolarisés est faible. Pour être complet, il faudrait aussi considérer la relation entre le rendement de l'éducation et son intensité (le nombre d'heures d'enseignement par an). Si le premier est une fonction décroissante de la seconde, alors il est sans doute préférable de ne pas alourdir les horaires de classe pour ne pas accroître le coût d'opportunité de l'éducation et décourager les parents de scolariser leurs enfants. A l'inverse, si le rendement de l'éducation croît avec son intensité annuelle, des horaires trop légers ne favoriseront pas la scolarisation des enfants (à quoi bon envoyer son enfant, même quelques

53. Elle requiert alors un parfait ciblage des ménages, a priori très difficile à effectuer. Aussi, par précaution, il est sans doute préférable de privilégier l'accès gratuit et universel à l'enseignement primaire.

heures, à l'école, s'il n'y apprend rien ?). En pratique, on peut supposer qu'il existe des effets de seuil. En deçà d'un nombre minimal d'heures de classe quotidiennes et de jours de classe annuels, un enfant ne peut guère accumuler de connaissances. Ces dilemmes expliquent sans doute qu'il ne se dégage pas de consensus sur cette question dans la littérature sur le travail des enfants. Certains auteurs déplorent la trop faible intensité de la scolarité proposée aux enfants tandis que d'autres accusent la rigidité de certains systèmes éducatifs d'empêcher les enfants de concilier travail et éducation.

137. Logiquement donc, il apparaît que la stratégie la plus adéquate consiste à prendre en compte au mieux les différents besoins des enfants, c'est-à-dire à composer un système éducatif flexible. Il s'agit alors de fixer des horaires de classe suffisamment souples et réduits pour permettre au maximum d'enfants de recevoir une éducation de base tout en continuant à aider financièrement leurs parents, mais de proposer aussi des activités éducatives et sportives complémentaires afin que les parents qui font travailler leurs enfants avec eux avant tout pour les surveiller (Invernizzi, 2001), puissent déléguer cette tâche à l'école.

138. Plusieurs pays d'Amérique Latine se sont engagés dans la voie de la flexibilité des horaires. C'est par exemple le cas au Guatemala où, depuis 1997, la possibilité est offerte aux élèves des zones rurales de ne venir à l'école que l'après-midi. En outre, dans ce même pays, des programmes de rattrapage permettent aux enfants des ménages, qui migrent temporairement pour participer aux récoltes de café et de canne à sucre, de ne pas devoir redoubler systématiquement leur année.

139. Au Mexique, le Programme National pour les Travailleurs Agricoles Journaliers (PRONJAG) comporte des dispositions relatives au même problème. Les programmes scolaires sont formés d'un ensemble de modules que les enfants peuvent valider dans différentes écoles de différents États, lorsque leurs parents migrent pour la saison agricole.

140. Enfin, au Pérou, l'école essaie de tenir compte des spécificités des enfants travailleurs, d'une part en leur proposant trois types d'horaires (matin, milieu de journée et soir), et, d'autre part, en adaptant les enseignements aux besoins de ces enfants. Les enseignants sont incités à utiliser dans le cadre de leurs leçons les connaissances et les compétences acquises au travail par les enfants.

V. CONCLUSION

1. *Un phénomène très hétérogène*

- Les disparités de l'incidence du travail enfantin entre les zones rurales et urbaines des pays étudiés, entre les régions de ces pays et au sein même de ces régions sont très fortes.
- L'ampleur et la nature du travail enfantin au Venezuela sont assez différents de celles des deux autres pays : l'incidence du phénomène est beaucoup plus faible ; les enfants travaillent majoritairement dans les secteurs des services et non dans celui de l'agriculture et une proportion importante d'entre eux travaillent dans l'industrie ; les activités des enfants sont plus souvent des activités rémunérées que dans les deux autres pays.

2. *Pas ou peu de différence de genre. Une complémentarité forte entre travail des enfants et travail des adultes.*

- Les filles sont moins souvent économiquement actives que les garçons, mais la prise en compte du travail domestique familial fait disparaître cet écart, voire l'inverse. En outre, leur temps total occupé (travail économique, domestique et école) est supérieur à celui des garçons.
- Les ménages des enfants travailleurs sont en moyenne plus grands. La proportion d'hommes et de femmes actifs est plus élevée dans ces ménages que dans ceux dont aucun enfant ne travaille.
- L'étude économétrique de l'offre de travail enfantin montre que le travail des enfants et travail des adultes ne sont pas substituables mais, au contraire, très complémentaires.

3. *Une rémunération relativement élevée pour les enfants. Un rôle limité pour le revenu du ménage.*

- Lorsque les enfants effectuent une activité rémunérée, leur revenu et leur taux de salaire sont conséquents au regard de celui des adultes non-qualifiés.
- La corrélation statistique entre le revenu total des ménages et la participation au travail des enfants apparaît assez faible, particulièrement en Colombie et au Venezuela.
- L'étude économétrique de l'offre de travail enfantin permet d'identifier ce lien mais montre qu'il est de faible ampleur. Dans aucun des trois pays étudié, le doublement du revenu du ménage ne suffirait à faire disparaître le travail enfantin.

4. *Le rendement de l'éducation joue un rôle important*

- Au Venezuela et en Colombie, les enfants de 14 ans qui ne sont plus scolarisés ont souvent quitté l'école à la fin du primaire.

- Des variables liées au rendement de l'éducation, directement (le taux local de non-scolarisation) ou indirectement (le niveau d'éducation des parents et leur activité) ont dans tous les modèles un effet sur la scolarisation et/ou l'offre de travail infantin.

5. *Le travail des enfants : un problème de développement complet et complexe qui doit être traité globalement*

141. Comme le travail des enfants est un problème multidimensionnel, il convient d'en avoir une approche globale. Des politiques redistributives visant à desserrer la contrainte de budget des ménages ne réduiront guère l'incidence du travail infantin si la qualité du système éducatif reste très insuffisante. A l'inverse, des investissements éducatifs seront peu efficaces si les ménages doivent faire travailler leurs enfants pour assurer leur subsistance.

142. Des programmes intégrés tels que Progresa (ce programme s'accompagne d'une redistribution conditionnelle en faveur des ménages défavorisés, mais aussi d'un suivi médical et alimentaire, d'une aide financière aux écoles) semblent donc les plus susceptibles d'améliorer la situation des enfants travailleurs.

BIBLIOGRAPHIE

- BALAND, J.-M. et J.A. ROBINSON (2000), « Is Child Labor Inefficient ? », *Journal of Political Economy*, vol. 108, n° 4.
- BANQUE MONDIALE (2000), Rapport Mondial sur le Développement 2000/01.
- BANQUE MONDIALE (2001a), An Assessment of the Bolsa Escola Programs, Report n° 20208-BR.
- BANQUE MONDIALE (2001b), Eradicating Child Labor in Brazil, Report n° 21858-BR
- BASU, K. (1999), « Child Labor: Cause, Consequence and Cure, with Remarks on International Labor Standards », *Journal of Economic Literature*, vol. 37, pp. 1083-1119.
- BECKER, G. S. et N. TOMES (1986) « Human Capital and the Rise and Fall of Families », *Journal of Labor Economics*, vol. 4, no.° 3.
- BROWN, D. K. (2001), « Child Labour in Latin America: Policy and Evidence », *The World Economy*, vol. 24, n° 6, pp. 761-778 (18).
- BEQUELE, A. et J. BOYDEN (dir. pubs.), (1988), *Combating Child Labor*, Genève, ILO.
- CARTWRIGHT, K. (1999), « Child Labor in Colombia », dans Grootaert, C. et Patrinos, H. (1998).
- EFA 2000, (1999), *Education for All: Evaluation of the Year 2000, National Report, Brazil*, National Institute for Educational Studies and Research, Brasilia.
- FOSTER, A. D. et M.R. ROSENZWEIG (1996), « Technical Change and Human Capital Returns and Investments : Evidence from the Green Revolution », *American Economic Review*, 86(4).
- GROOTAERT, C. et H. PATRINOS (1998), *The Policy Analysis of Child Labor, A Comparative Study*, St. Martin's Press, New York.
- INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE (IFPRI) (2000), « Is Progresa Working ? Summary of the Results of an Evaluation by IFPRI », Washington, D.C.
- INTERNATIONAL LABOR ORGANISATION (2002), *Every Child Counts, New Global Estimates on Child Labour*, ILO, Genève.
- INVERNIZZI A. (2001), *La vie quotidienne des enfants travailleurs. Stratégie de survie et socialisation dans les rues de Lima*, L'Harmattan, Paris.
- PROGRAMME DES NATIONS-UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (2000), *Rapport Mondial sur le Développement Humain*.

- RAVALLION, M. et Q. WODON (2000), « Does Child Labour displace schooling ? Evidence on behavioural responses to an enrollment subsidy. », *Economic Journal*, vol. 110, pp. 158-175.
- RIVERS, D. et Q. VUONG (1988), « Limited Information Estimators and Exogeneity Tests for Simultaneous Probit Models », *Journal of Econometrics*, vol. 39, pp. 346-366.
- SALAZAR, M.C. (1988), *Child Labor in Colombia: Bogota's Quarries and Brickyards*, chapitre 3 dans Bequele et Boyden (dir. pubs.), 1988.
- SCHULTZ T. P. (2001), « School Subsidies for the Poor: Evaluating the Mexican Progresa Poverty Program », *Center for Economic Growth Discussion Paper n° 834*, Yale University.
- UNESCO (2000), *Rapport Mondial sur l'Education*.
- UNESCO (2001), *Latin America and the Caribbean, Regional Report*.
- US DEPARTMENT OF LABOUR (1998), *By the Sweat and Toil of Children (vol. V) : Efforts to Eliminate Child Labor*, Washington D.C. : U.S. Department of Labour, Bureau of International Labor Affairs.

ANNEXE 1

LE TRAVAIL DES ENFANTS EN AMÉRIQUE LATINE

Tableau A.1. Enfants économiquement actifs dans la zone Amérique Latine et Caraïbes

Classe d'âge	Nombre d'enfants économiquement actifs	Proportion d'enfants économiquement actifs
	(en milliers)	(au sein de la classe d'âge, en %)
5-9 ans	5 800	10.6
10-14 ans	11 600	21.5
5-14 ans	17 400	16

Source : OIT (2002).

Tableau A.2. Les « formes intrinsèquement condamnables » de travail enfantin dans la zone Amérique Latine et Caraïbes

	Nombre d'enfants en milliers
Travail forcé et servitude	3
Recrutement forcé dans des conflits armés	30
Prostitution et pornographie	750
Autres activités illicites (Traite)	260
	550
Total ^{a)}	1 043

a) Ce total n'inclut pas les 550 000 enfants victimes de trafic, pour éviter une double comptabilisation.

Source : OIT, 2002.

Tableau A.3. Législation sur l'âge minimum d'admission au travail

	Age minimum de base	Travaux légers	Travaux dangereux
Brésil	14	-	18 à 21
Colombie	14	12	18
Venezuela	14	-	18

Source : OIT, 2001.

ANNEXE 2

DONNÉES ET DÉFINITIONS

Les caractéristiques des enquêtes

L'étude empirique du travail des enfants au Brésil, en Colombie et au Venezuela, s'appuie sur trois enquêtes nationales auprès des ménages réalisées en 1998. Ces enquêtes ont été construites sur le modèle des enquêtes sur les conditions de vie des ménages de la Banque Mondiale (Living Standards Measurement Studies, LSMS) et présentent donc l'avantage de permettre des comparaisons entre les pays. Une enquête brésilienne supplémentaire, réalisée deux années auparavant, a également été utilisée pour affiner l'analyse sur certains points.

L'enquête brésilienne *Pesquisa Nacional por Amostragem a Domicilio* (PNAD) a été conduite en 1998 par l'*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística* (IBGE) en septembre 1998 auprès d'un échantillon de 90 913 ménages brésiliens, soit 344 975 individus. Les questions sur l'offre de travail sont posées à tous les individus de 10 ans ou plus. En outre, un module spécial porte sur l'offre de travail des 5-9 ans. L'enquête *Pesquisa Sobre Padrões de Vida* (PPV) de 1996 a également été utilisée. Son échantillon est beaucoup plus restreint (4 940 ménages) mais il contient des informations plus précises sur l'emploi du temps des enfants.

L'enquête colombienne *Encuesta Nacional de Hogares - Fuerza de Trabajo* (ENH) a été conduite en septembre 1998 par le *Departamento Administrativo Nacional de Estadística* (DANE) auprès de 31 622 ménages, soit 138 586 individus. Ces ménages sont soumis à un questionnaire légèrement différent selon qu'ils résident en zone urbaine (25 370 ménages, soit 109 396 individus) ou en zone rurale (6 252 ménages, soit 29 190 individus). Pour ce qui nous concerne, la principale différence entre les deux questionnaires est l'âge minimum des individus auxquels sont posées les questions relatives à l'offre de travail : 12 ans dans le questionnaire urbain, 10 ans dans le questionnaire rural.

Enfin, l'enquête vénézuélienne *Encuesta de Hogares por Muestra* est une enquête bi-annuelle menée par l'*Oficina Central de Estadística et Informática* (OCEI). Nous utilisons celle du second semestre de l'année 1998 réalisée auprès de 16 750 ménages, soit 80 311 individus. Les questions sur l'offre de travail sont posées à tous les individus de 10 ans ou plus.

Tableau A.4. **Caractéristiques des enquêtes statistiques utilisées**

	Brésil		Colombie	Venezuela
	PNAD	PPV	(ENH)	(EHM)
Nombre de ménages	90 913	4 940	31 622	16 750
Nombre d'individus	344 975	19 409	138 586	80 311
Nombre d'enfants de 10-14 ans	36 971	-	14 627	9 243
Nombre d'enfants de 12-14 ans	-	2 204	9 760	-

Sources : Brésil, PNAD, 1998 et PPV, 1996, Colombie, ENH, 1998 ; Venezuela, EHM, 1998.

Définition de la variable de travail économique

Une définition de l'activité économique des enfants qui s'apparente à celle utilisée pour définir la population active adulte (et qui s'apparente donc à celle utilisée par l'OIT pour définir la population infantine économiquement active) a été adoptée. En effet, nous considérons comme travailleurs économiques les enfants qui déclarent (voir Tableau A.10):

- Avoir travaillé la semaine précédant l'entretien (comme activité principale ou secondaire, rémunérée ou non, éventuellement pour l'auto-consommation) ;
- Ne pas avoir travaillé la semaine précédant l'entretien mais avoir occupé un emploi ou en avoir recherché un.

Une proportion non négligeable des enfants travailleurs sont des enfants chômeurs (*i.e.* qui ont déclarés ne pas avoir effectué d'activité économique la semaine précédant l'entretien mais en avoir recherchée une). Cette proportion semble d'autant plus élevée que l'incidence du travail des enfants est forte (respectivement 12.3%, 5.6% et 3.6% des enfants travailleurs brésiliens, colombiens et vénézuéliens). Ces enfants chômeurs résident très majoritairement en zone urbaine (entre 80 et 90% d'entre eux dans les trois pays). Leur taux de scolarisation est assez proche de celui des autres enfants travailleurs.

Tableau A.5. **Décomposition de la variable d'activité économique des enfants de 10-14 ans^a**

	Brésil	Colombie	Venezuela
A travaillé la semaine avant l'enquête	79.5		
A effectué des tâches agricoles, des travaux de construction ou d'entretien pour le domicile, la semaine avant l'enquête	7.5		
Activité principale avant l'enquête : travail		63.3	60.5
A effectué un travail rémunéré d'une heure ou plus la semaine avant l'enquête (mais activité principale n'est pas le travail)		14.1	18.3
A effectué une activité économique non rémunéré dans le cadre familial, la semaine avant l'enquête (mais activité principal n'est pas le travail)		16.3 ^b	16.1
N'a pas travaillé la semaine avant l'enquête mais occupe habituellement un emploi	0.4	0.7	1.5
N'a pas travaillé la semaine avant l'enquête mais a recherché un emploi [Zone rurale/Zone urbain]	12.3 [2.8/20.9]	5.6 [1.7/11.3]	3.6[1.4/4.8]
Taille de l'échantillon	5 744	908	415
N'a pas travaillé la semaine avant l'enquête mais a recherché un emploi, +15 ans non qualifiés [Zone rurale/Zone urbain]	6.7 [1.9/9.7]	6.4 [2.1/10.6]	6.5 [4.7/7.5]
Non scolarisation des enfants chômeurs [des autres enfants travailleurs]	14.3 [12]	56.9 [61.4]	53.3 [40.8]
Enfants chômeurs ayant déjà travaillé [enfants non travailleurs ayant déjà travaillés]	20.2 [2.2]	43.1 [1.7]	100 [1.4]

a) Pour la Colombie les données sont obtenues sur l'échantillon des 12-14 ans, sauf si indiqué.

b) Pour une durée de plus de 15 heures.

Sources : Brésil, PNAD, 1998 ; Colombie, ENH, 1998 ; Venezuela, EHM, 1998.

ANNEXE 3

HORAIRES DE TRAVAIL DES ENFANTS

Tableau A.6. Heures de travail économique des enfants de 10-14 ans selon la zone de résidence et le sexe^a

	BRÉSIL				COLOMBIE				VENEZUELA			
	Zone Rurale	Filles Garçons	Zone Urbaine	Filles Garçons	Zone Rurale	Filles Garçons	Zone Urbaine	Filles Garçons	Zone Rurale	Filles Garçons	Zone Urbaine	Filles Garçons
Moyenne	23.1	20.2 24.4	26.4	27.1 26.0	34.6 (35.7)	(29.7) (37.7)	(33.1)	(36.5) (31.5)	30.3	20.2 31.9	29.7	30.1 29.6
1 ^{er} quartile	15	11 18	16	15 18	20 (20)	(16) (20)	(20)	(20) (18)	20	15 21	18	16 18
Médiane	20	20 20	24	24 24	30 (30)	(25) (40)	(30)	(35) (30)	30	20 30	30	30 30
3 ^{ème} quartile	30	25 30	36	40 35	48 (50)	(35) (50)	(48)	(50) (48)	40	24 40	40	48 40
Taille de l'échantillon	2 664	846 1 818	2 372	812 1 560	659 (526)	(114) (412)	(329)	(114) (215)	141	18 123	259	75 184

a) Les chiffres entre (.) sont obtenus sur l'échantillon des 12-14 ans.

Sources : Voir tableau 1.

Tableau A.7. Heures de travail économique des enfants de 10-14 ans selon la scolarisation et la zone de résidence^a

	BRÉSIL				COLOMBIE			
	Non scolarisation	Zone Rurale Zone Urbaine	Scolarisation	Zone Rurale Zone Urbaine	Non scolarisation	Zone Rurale Zone Urbaine	Scolarisation	Zone Rurale Zone Urbaine
Moyenne	35.6	32.2 40.6	22.9	21.8 24.5	39.6	38.9 41.6	27.4	29.4 24.3
1 ^{er} quartile	20	20 30	15	15 15	30	25 30	16	16 15
Médiane	40	30 40	20	20 20	40	40 48	20	24 20
3 ^{ème} quartile	48	44 50	30	26 30	50	50 50	30	32 20
Taille de l'échantillon	608	335 273	4 428	2 329 2 099	524	346 178	331	180 151
VENEZUELA								
	Non scolarisation	Zone Rurale Zone Urbaine	Scolarisation	Zone Rurale Zone Urbaine				
Moyenne	35.5	34.3 36.3	26.1	26.6 26.0				
1 ^{er} quartile	30	24 30	16	15 16				
Médiane	40	36 40	24	28 24				
3 ^{ème} quartile	44	48 44	35	40 60				
Taille de l'échantillon	163	71 92	237	70 167				

a) Les chiffres pour la Colombie sont obtenus sur l'échantillon des 12-14 ans.

Sources : Voir tableau 1.

ANNEXE 4

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR L'ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE DU TRAVAIL
DES ENFANTS

Variables des modèles

1. *Modèles parcimonieux*^a

Caractéristiques de l'enfant	
Ln (age)	Logarithme de l'âge de l'enfant
Fille*	égale 1 si l'enfant est une fille
Pas enfant du chef de ménage*	égale 1 si le chef de ménage n'est ni le père, ni la mère de l'enfant
Revenu du ménage	
Ln (revenu_T)	Logarithme du revenu total du ménage
Capital humain formel des parents	
Éducation moyenne des parents	Logarithme du nombre moyen d'années d'études (+ une) des parents
Capital humain informel des parents	
Activité non-salariée d'un parent*	égale 1 si le père et/ou la mère est indépendant ou entrepreneur

a) Les astérisques indiquent les variables indicatrices prenant les valeurs 0 ou 1 (*).

2. *Modèles étendus*

Afin d'analyser le rôle de la structure du ménage dans l'offre de travail enfantin, d'une part, le rôle du père et de la mère (éducation et activité) sont considérés séparément, et d'autre part, des variables relatives à la composition du ménage (*Efts 0-4 ans*, *Efts 0-9 ans*, *Filles 10-14 ans*, etc...) sont introduites.

Pour permettre l'interprétation de ces variables, la variable de revenu utilisée dans ces modèles est le logarithme du revenu par tête et non plus le logarithme du revenu total du ménage.

Comme le rôle de chaque parent est considéré séparément, deux variables indicatrices prenant la valeur 1 lorsqu'un des parents est absent du domicile sont incluses (*Chef : femme célibataire* et *Chef : homme célibataire*). De plus, pour tenir compte du pouvoir de négociation de chaque parent au sein du ménage, une variable indicatrice qui prend la valeur 1 lorsque le niveau d'éducation de la mère est plus élevé que celui du père a été introduite (*Educ mère > educ père*).

Enfin, il faut signaler la présence dans les modèles étendus de deux variables destinées à approfondir l'étude des déterminants microéconomiques de l'offre de travail enfantin. La première est une variable indicatrice qui prend la valeur 1 quand la mère (respectivement le père) est économiquement active (quelle que soit la nature de l'activité). La seconde variable est le taux de non-scolarisation de la municipalité ou de la subdivision administrative dans laquelle l'enfant réside. Ce taux paraît pouvoir être interprété comme une variable de substitution (*proxy variable*) du rendement anticipé de l'éducation.

Effets marginaux relatifs aux tableaux 11 à 16

Tableau A.8. Travail économique et scolarisation en zone rurale, effets marginaux à la moyenne de l'échantillon (à la moyenne du 5^{ème} quintile de revenu par tête) au Brésil, en Colombie et au Venezuela^{a,b}

	3B1-ZR		3C1-ZR		3V1-ZR	
	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation
Ln (revenu T)	-0.25 (0.27)	0.10 (0.11)	-0.07 (-0.08)	n.s.	n.s.	n.s.
Fille*	-0.24 (-0.26)	n.s.	-0.19 (-0.21)	0.06 (0.05)	-0.11 (-0.09)	0.03 (0.03)
Pas enfant chef de ménage*	n.s.	-0.07 (-0.08)	n.s.	n.s.	n.s.	0.05 (0.04)
Éducation moyenne des parents	n.s.	n.s.	-0.03 (-0.03)	0.13 (0.12)	-0.02 (-0.02)	0.07 (0.06)
Activité non salarié d'un parent*	0.24 (0.26)	0.01 (0.01)	n.s.	0.06 (0.06)	0.04 (0.03)	n.s.

- a) Les effets consignés dans les deux Tableaux A.8 et A.9 ont été calculés, d'une part, pour les valeurs moyennes des variables des échantillons, et d'autre part, pour les valeurs moyennes du 5^{ème} quintile de revenu par tête de l'échantillon. Les écarts-type des effets marginaux n'ont pas été calculés mais seuls les effets des coefficients significatifs ont été reportés [les autres étant remplacés par (...)].
- b) Les variables indicatrices (pour lesquelles les effets correspondent à un changement de valeur de la variable de 0 à 1 sont repérés par un astérisque (*).

Sources : Brésil, PNAD, 1998 ; Colombie, ENH, 1998 ; Venezuela, EHM, 1998.

Tableau A.9 Travail économique et scolarisation en zone urbaine, effets marginaux à la moyenne de l'échantillon (à la moyenne du 5^{ème} quintile de revenu par tête) au Brésil, en Colombie et au Venezuela^{a,b}

	3B1-ZU		3C1-ZU		3V1-ZU	
	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation	Travail économique	Scolarisation
Ln (revenu T)	-0.09 (-0.12)	0.04 (0.08)	-0.06 (-0.09)	0.09 (0.13)	-0.02 (-0.02)	n.s.
Fille*	-0.05 (-0.07)	0.01 (0.02)	-0.03 (-0.04)	n.s.	-0.02 (-0.02)	0.01 (0.02)
Pas enfant chef de ménage*	n.s.	-0.03 (-0.05)	0.01 (0.02)	-0.02 (-0.03)	n.s.	0.02 (0.03)
Éducation moyenne des parents	0.01 (0.01)	n.s.	n.s.	0.03 (0.04)	-0.00 (-0.00)	0.03 (0.04)
Activité non salarié d'un parent*	0.08 (0.11)	n.s.	0.01 (0.02)	n.s.	0.02 (0.02)	-0.01 (-0.02)

- a) Les effets consignés dans les deux Tableaux A.8 et A.9 ont été calculés, d'une part, pour les valeurs moyennes des variables des échantillons, et d'autre part, pour les valeurs moyennes du 5^{ème} quintile de revenu par tête de l'échantillon. Les écarts-type des effets marginaux n'ont pas été calculés mais seuls les effets des coefficients significatifs ont été reportés [les autres étant remplacés par (...)].
- b) Les variables indicatrices (pour lesquelles les effets correspondent à un changement de valeur de la variable de 0 à 1 sont repérés par un astérisque (*).

Sources : Brésil, PNAD, 1998 ; Colombie, ENH, 1998 ; Venezuela, EHM, 1998.

Effets marginaux relatifs aux tableaux 17 à 18

Tableau A.10. Travail total et scolarisation
Effets marginaux (modèles 2C2-ZR et 2C2-ZU) en Colombie^{a,b}

Modèle	École		École plus travail total		Travail total		Inactivité	
	Zone Rurale	Zone Urbaine	Zone Rurale	Zone Urbaine	Zone Rurale	Zone Urbaine	Zone Rurale	Zone Urbaine
Ln (age)	-1.16*** (0.07)	-0.46*** (0.05)	0.29*** (0.03)	0.15*** (0.02)	0.83*** (0.05)	0.25*** (0.03)	0.04 (0.03)	0.06** (0.02)
Fille*	0.10*** (0.01)	0.01* (0.01)	-0.04*** (0.01)	-0.01** (0.00)	-0.07*** (0.01)	-0.01* (0.00)	0.01 (0.01)	0.00 (0.00)
Pas enfant chef de ménage*	0.03 (0.02)	-0.03*** (0.01)	-0.01* (0.01)	0.00 (0.00)	-0.02 (0.01)	0.01*** (0.01)	0.00 (0.01)	0.01* (0.00)
Ln (revenu T)	0.28*** (0.07)	0.14*** (0.01)	0.00 (0.03)	-0.03*** (0.01)	-0.21*** (0.05)	-0.07*** (0.01)	-0.07*** (0.03)	-0.03*** (0.01)
Éducation moyenne des parents	0.08*** (0.01)	0.02*** (0.01)	0.02** (0.01)	0.00 (0.00)	-0.06*** (0.01)	-0.01*** (0.00)	-0.04*** (0.01)	-0.01** (0.00)
Activité non salarié d'un parent*	0.16*** (0.05)	0.00 (0.01)	0.05** (0.02)	0.01** (0.00)	-0.12*** (0.04)	0.00 (0.00)	-0.09*** (0.02)	-0.00* (0.00)

a) Les effets marginaux consignés dans ces deux tableaux ont été calculés pour les valeurs moyennes des variables des échantillons sur les lesquels ont été estimés les modèles 2C2-ZR et 2C2-ZU (Tableau 17). Les écarts-type de ces effets sont précisés entre parenthèse. Seuils de significativité : 1% (***), 5% (**), 10% (*).

b) Les variables indicatrices (pour lesquelles les effets correspondent à la variation de la variable dépendante lorsque la variable passe de 0 à 1) sont repérés par un astérisque (*).

Source : Colombie, ENH, 1998.

Tableau A.11. Travail total et scolarisation
Effets marginaux (modèle 2V2-ZR et 2V2-ZU) au Venezuela^{a,b}

Modèle	École		École plus travail total		Travail total		Inactivité	
	Zone Rurale	Zone Urbaine	Zone Rurale	Zone Urbaine	Zone Rurale	Zone Urbaine	Zone Rurale	Zone Urbaine
Ln (age)	-0.84*** (0.09)	-0.31*** (0.02)	0.19*** (0.04)	0.10*** (0.01)	0.48*** (0.05)	0.09*** (0.01)	0.17 (0.04)	0.12*** (0.01)
Fille*	0.08*** (0.02)	0.02*** (0.00)	-0.03*** (0.01)	0.00 (0.00)	-0.04*** (0.01)	-0.01*** (0.00)	0.00 (0.01)	-0.01*** (0.00)
Pas enfant chef de ménage*	0.01 (0.03)	0.01 (0.01)	0.03* (0.02)	0.01 (0.01)	-0.02 (0.01)	0.00 (0.00)	-0.03*** (0.01)	-0.02*** (0.00)
Ln (revenu T)	0.06* (0.03)	0.03** (0.01)	-0.03* (0.02)	-0.02*** (0.01)	-0.03* (0.02)	-0.01*** (0.00)	0.00 (0.02)	0.00 (0.01)
Éducation moyenne des parents	0.07*** (0.01)	0.03*** (0.01)	0.00 (0.01)	0.00 (0.00)	-0.04*** (0.01)	-0.01*** (0.00)	-0.03*** (0.01)	-0.02*** (0.00)
Activité non salarié d'un parent*	-0.05** (0.02)	-0.03*** (0.01)	0.03*** (0.01)	0.01*** (0.00)	0.03** (0.01)	0.01*** (0.00)	-0.01 (0.01)	0.00 (0.01)

a) Les effets marginaux consignés dans ces deux tableaux ont été calculés pour les valeurs moyennes des variables des échantillons sur les lesquels ont été estimés les modèles 2V2-ZR et 2V2-ZU (Tableau 18). Les écarts-type de ces effets sont précisés entre parenthèse. Seuils de significativité : 1% (***), 5% (**), 10% (*).

b) Les variables indicatrices (pour lesquelles les effets correspondent à la variation de la variable dépendante lorsque la variable passe de 0 à 1) sont repérées par un astérisque (*).

Source : Venezuela, EHM, 1998.

DOCUMENTS DE TRAVAIL DE L'OCDE : QUESTIONS SOCIALES, EMPLOI ET MIGRATIONS

Les numéros les plus récents sont:

No. 1 *CAREER INTERRUPTIONS DUE TO PARENTAL LEAVE: A COMPARATIVE STUDY OF DENMARK AND SWEDEN* (2003) Elina Pylkkänen and Nina Smith

Les autres séries de documents de travail de l'OCDE incluent :

DOCUMENTS DE TRAVAIL DE L'OCDE SUR LA SANTÉ

Les numéros les plus récents sont:

No. 1 *PHARMACEUTICAL USE AND EXPENDITURE FOR CARDIOVASCULAR DISEASE AND STROKE: A STUDY OF 12 OECD COUNTRIES* (2003) Michael Dickson and Stéphane Jacobzone

No. 2 *INVESTMENT IN POPULATION HEALTH IN FIVE OECD COUNTRIES* (2003) Jan Bennet

No. 3 *OECD STUDY OF CROSS-NATIONAL DIFFERENCES IN THE TREATMENT, COSTS AND OUTCOMES OF ISCHAEMIC HEART DISEASE* (2003) Pierre Moise, Stéphane Jacobzone and the ARD-IHD Experts Group

POLITIQUE SDU MARCHÉ DU TRAVAIL ET POLITIQUE SOCIALE – DOCUMENTS HORS SERIE

Cette série a été remplacé par deux nouvelles séries: DOCUMENTS DE TRAVAIL DE L'OCDE SUR LA SANTÉ et DOCUMENTS DE TRAVAIL DE L'OCDE : QUESTIONS SOCIALES, EMPLOI ET MIGRATIONS, disponibles sur le site internet de l'OCDE.

No. 63 *THE EVOLVING RETIREMENT INCOME PACKAGE: TRENDS IN ADEQUACY AND EQUALITY IN NINE OECD COUNTRIES* (2002) Atsuhiko Yamada

No. 62 *THE RELATIONSHIP BETWEEN PERSONAL, FAMILY, RESOURCE AND WORK FACTORS AND MATERNAL EMPLOYMENT IN AUSTRALIA* (2002) Edith Gray and Peter McDonald

No. 61 *LOW FERTILITY AND LABOUR FORCE PARTICIPATION OF ITALIAN WOMEN: EVIDENCE AND INTERPRETATIONS* (2002) Daniela Del Boca

No. 60 *GETTING OLDER, GETTING POORER, A STUDY OF THE EARNINGS, PENSIONS, ASSETS AND LIVING ARRANGEMENTS OF OLDER PEOPLE IN NINE COUNTRIES* (2002) Bernard Casey and Atsuhiko Yamada

No. 59 *POSTPONEMENT OF MATERNITY AND THE DURATION OF TIME SPENT AT HOME AFTER FIRST BIRTH: PANEL DATA ANALYSES COMPARING GERMANY, GREAT BRITAIN, THE NETHERLANDS AND SWEDEN* (2002) Siv S. Gustafsson, Eiko Kenjoh and Cécile M.M.P. Wetzels

No. 58 *SOCIAL ASSISTANCE IN GERMANY* (2003) Willem Adema, Donald Gray and Sigrun Kahl

No. 57 *IMPROVING THE PERFORMANCE OF HEALTH CARE SYSTEMS: FROM MEASURES TO ACTION* (2001) Zynep Or

No. 56 *AN ASSESSMENT OF THE PERFORMANCE OF THE JAPANESE HEALTH CARE SYSTEM* (2001) Hyoun-Sun Jeong and Jeremy Hurst

No. 55 *PUBLIC SUPPORT FOR RETIREMENT INCOME REFORM* (2001) Peter Hicks

No. 54 *PENSION REFORM IN THE SLOVAK REPUBLIC – BACKGROUND AND OPTIONS: CAN LESSONS BE DRAWN FROM OTHER TRANSITION COUNTRIES?* (2001) Agnieszka Chlon, Marek Góra, Martina Lubyova, Lawrence H. Thompson

Documents de travail récents sont disponibles sur le site internet de l'OCDE : www.oecd.org.

RECENTES PUBLICATIONS DE L'OCDE DANS CE DOMAINE :

PANORAMA DE LA SOCIÉTÉ (2002)

ÊTRE À LA HAUTEUR: MESURER ET AMÉLIORER LA PERFORMANCE DES SYSTÈMES DE SANTÉ DANS LES PAYS DE L'OCDE (2002)

PRESTATIONS ET SALAIRES (2002)

PERSPECTIVES DE L'EMPLOI DE L'OCDE: EDITION 2002 (publié annuellement)

TENDANCES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES: SOPEMI EDITION 2002 (2002)

CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES : DES ATOUTS POUR LA VIE: PREMIERS RÉSULTATS DE PISA 2000 (2001)

VIEILLISSEMENT ET REVENUS: LES RESSOURCES DES RETRAITÉS DANS 9 PAYS DE L'OCDE (2001)

PANORAMA DE LA SANTÉ (2001)

PANORAMA DE LA SOCIÉTÉ: LES INDICATEURS SOCIAUX DE L'OCDE EDITION 2001 (2001)

DES POLITIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL NOVATRICES: LA MÉTHODE AUSTRALIENNE (2001)

CONFÉRENCES DE L'OCDE

POLITIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI (2001)

OCDE ECO-SANTÉ (2002)

disponible en anglais, français, allemande et espagnole, sur CD-ROM (Windows 95, 98, 2000, NT, XP or Me)

DES RÉFORMES POUR UNE SOCIÉTÉ VIEILLISSANTE (2000)

APPROFONDIR LES RÉFORMES EN CORÉE: POLITIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET PROTECTION SOCIALE (2000)

SYSTÈME DE COMPTES DE LA SANTÉ (2000)

REVUE ÉCONOMIQUE DE L'OCDE: N° 31 VOLUME 2000-2 (2000)

POLICIES TOWARDS FULL EMPLOYMENT (OECD Proceedings) (2000)

LABOUR MIGRATION AND THE RECENT FINANCIAL CRISIS IN ASIA:
(OECD Conference Proceedings) (2000)

BASE DE DONNÉES DE L'OCDE SUR LES DÉPENSES SOCIALES: 1980/1998 EDITION 2001

Troisième édition – disponible en anglais et français, sur CD-ROM

Pour une liste complète, veuillez consulter le site internet de la librairie de l'OCDE: www.oecd.org ou nous écrire pour recevoir le catalogue des publications gratuit à l'adresse suivante :

OECD Service des Publications

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
ou au distributeur des publications de l'OCDE dans votre pays